

MAYER • BROWN



U.I.A. Union Internationale des Avocats
International Association of Lawyers
Unión Internacional de Abogados



ORDRE
DES AVOCATS
DU SÉNÉGAL



COUR
INTERNATIONALE
D'ARBITRAGE®

Séminaire sur l'exécution des sentences arbitrales en Afrique

Exécution des sentences CIRDI



José J. Caicedo
Mayer Brown

+33 (0)1 53 53 36 22
jcaicedo@mayerbrown.com

Dakar, le 25 avril 2015

Mayer Brown is a global legal services provider comprising legal practices that are separate entities (the "Mayer Brown Practices"). The Mayer Brown Practices are: Mayer Brown LLP and Mayer Brown Europe-Brussels LLP, both limited liability partnerships established in Illinois USA; Mayer Brown International LLP, a limited liability partnership incorporated in England and Wales (authorized and regulated by the Solicitors Regulation Authority and registered in England and Wales number OC 308359); Mayer Brown, a SELAS established in France; Mayer Brown JSM, a Hong Kong partnership and its associated legal practices in Asia; and Tauil & Chequer Advogados, a Brazilian law partnership with which Mayer Brown is associated. Mayer Brown Consulting (Singapore) Pte. Ltd and its subsidiary, which are affiliated with Mayer Brown, provide customs and trade advisory and consultancy services, not legal services. "Mayer Brown" and the Mayer Brown logo are the trademarks of the Mayer Brown Practices in their respective jurisdictions.

Introduction au système d'arbitrage du CIRDI

1. Un arbitrage « dénationalisé » régit directement et exclusivement par un traité de droit international : la Convention CIRDI

Article 44

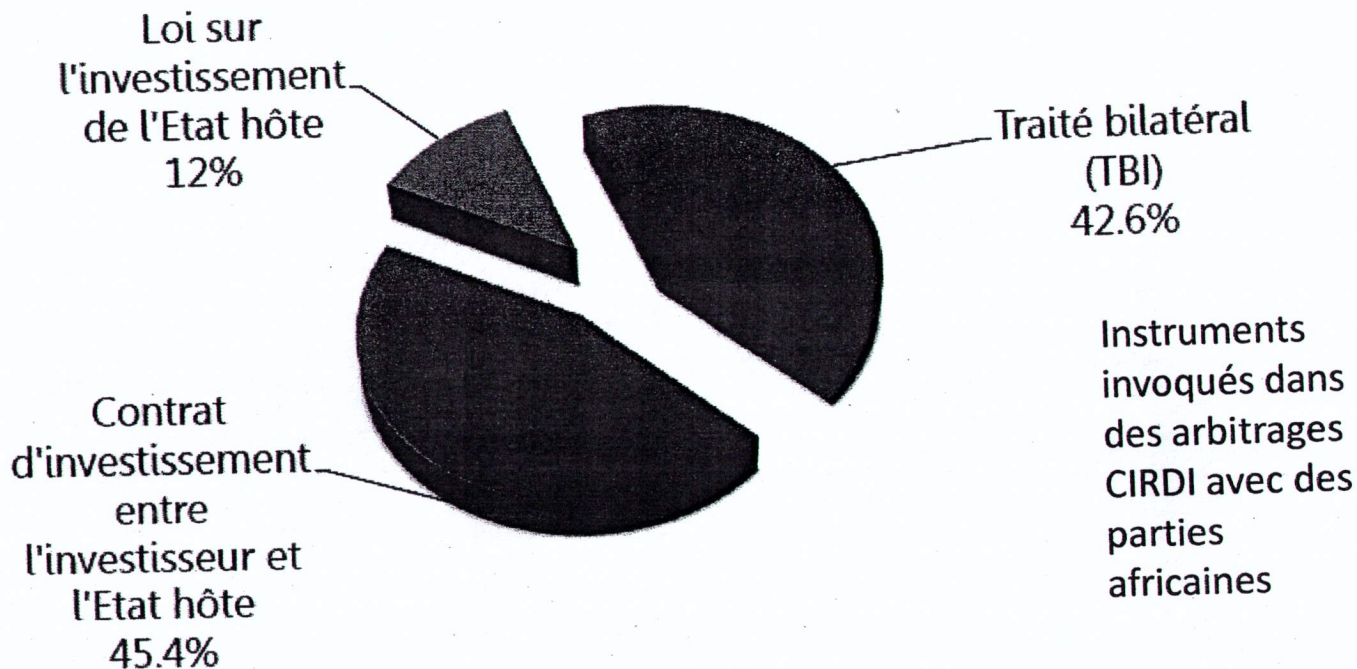
Toute procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente section et, sauf accord contraire des parties, au Règlement d'arbitrage en vigueur à la date à laquelle elles ont consenti à l'arbitrage. Si une question de procédure non prévue par la présente section ou le Règlement d'arbitrage ou tout autre règlement adopté par les parties se pose, elle est tranchée par le Tribunal.

2. Une organisation internationale intergouvernementale en charge de l'administration de l'arbitrage : le Centre
 - Section 6 du Chapitre 1 de la Convention CIRDI prévoit les statut, immunités et privilèges typiques d'une organisation internationale
 - C'est pourtant devant un tribunal arbitral, et non le Centre, que l'arbitrage a lieu

Introduction au système d'arbitrage du CIRDI

3. Le consentement à l'arbitrage CIRDI demeure nécessaire

Préambule : Déclarant qu'aucun Etat contractant, par le seul fait de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation de la présente Convention et sans son consentement, ne sera réputé avoir assumé aucune obligation de recourir à la conciliation ou à l'arbitrage, en aucun cas particulier, [...]



Introduction au système d'arbitrage du CIRDI

4. Un domaine d'arbitrage restreint (Article 25.1)

(1) La compétence du Centre s'étend aux différends d'ordre juridique entre un Etat contractant (ou telle collectivité publique ou tel organisme dépendant de lui qu'il désigne au Centre) et le ressortissant d'un autre Etat contractant qui sont en relation directe avec un investissement et que les parties ont consenti par écrit à soumettre au Centre. Lorsque les parties ont donné leur consentement, aucune d'elles ne peut le retirer unilatéralement.

- *Ratione materiae* : limité aux seuls différends relatifs aux « investissements »
- *Ratione personae* : limité aux Etats parties et à leurs ressortissants

Le régime CIRDI en matière de reconnaissance et d'exécution des sentences arbitrales

Ce régime juridique est composé de trois règles principales:

- Article 53 : Obligations des parties à l'arbitrage CIRDI
- Article 54 : Obligations de tous les Etats parties à la Convention CIRDI
- Article 55 : Réserve sur l'immunité d'exécution des Etats

L'Article 53: les obligations des parties à l'arbitrage CIRDI

Article 53

(1) La sentence est obligatoire à l'égard des parties et ne peut être l'objet d'aucun appel ou autre recours, à l'exception de ceux prévus à la présente Convention. Chaque partie doit donner effet à la sentence conformément à ses termes, sauf si l'exécution en est suspendue en vertu des dispositions de la présente Convention.

(2) Aux fins de la présente section, une « sentence » inclut toute décision concernant l'interprétation, la révision ou l'annulation de la sentence prise en vertu des articles 50, 51 ou 52.

2 caractéristiques principales :

- La sentence CIRDI est obligatoire à l'égard des parties et celles-ci doivent lui donner effet
- Le caractère fermé ou autonome (« *self-contained* ») du régime CIRDI

L'obligation des parties à l'arbitrage CIRDI de donner effet aux sentences arbitrales

- Augmentation du nombre de mesures d'exécution des même si la grande majorité des sentences sont exécutées volontairement
- 4 cas connus de reconnaissance et/ou exécution entre 1980 et 2000, impliquant des pays Africains :
 - Benvenuti et Bonfant c./ République Populaire du Congo (France)
 - Société SOABI c./ Sénégal (France)
 - MINE c./ Guinée (New York)
 - Liberian Eastern Timber c./ Libéria (New York)
- Depuis 2000, entre autres :
 - SIAG c./ République Arabe d'Égypte (New York)
 - Miminco LLC c./ République Démocratique du Congo (Washington)
 - Bernardus Henricus Funnekotter et al. c./ Zimbabwe (New York)
 - Sistem Muhendislik c./ Kirghizstan (Canada et Suisse)
 - CMS c./ Argentine (Suisse et New York)
 - Railroad Development Corp. C./ Guatemala (Washington)
 - AIG Capital Partners c./ Kazakhstan (Angleterre)
 - Mobil Cerro Negro c./ Venezuela (New York)
 - Víctor Pey Casado c./ Chili (Espagne)

Facteurs favorisant l'exécution volontaire des sentences CIRDI

- Politique économique : attraction des investisseurs étrangers 4 cas connus entre 1980 et 1990, impliquant des pays Africains
- Le « Facteur Banque Mondiale » : l'*Operational Policy No. 7.40* de mai 1996 (Disputes over Defaults on External Debt, Expropriation, and Breach of Contract)

1. The Bank¹ takes an interest in disputes, arising out of certain international financial transactions, between a member country or a public body within a member country and nationals of other member countries. Such disputes consist primarily of three types: (a) disputes over a failure to service external debt in accordance with its terms; (b) disputes over compensation to aliens for property they own that has been expropriated; and (c) disputes over the breach of a governmental contract with aliens for goods or services.

3. If the Bank is seriously dissatisfied with the position taken by the member country, it may, at its discretion, decide not to make new loans to or with the guarantee of the member country until the country takes certain actions to rectify the situation. In making its decision, the Bank considers whether the circumstances of the default give rise to concerns about the member country's creditworthiness for continued Bank lending.

- Les mesures de rétorsion de certains Etats : Les Etats-Unis ont exclu l'Argentine, en mars 2012, du Système de Préférences Tarifaires, « *because it has not acted in good faith in enforcing arbitral awards in favor of United States citizens* ». MAYER · BROWN

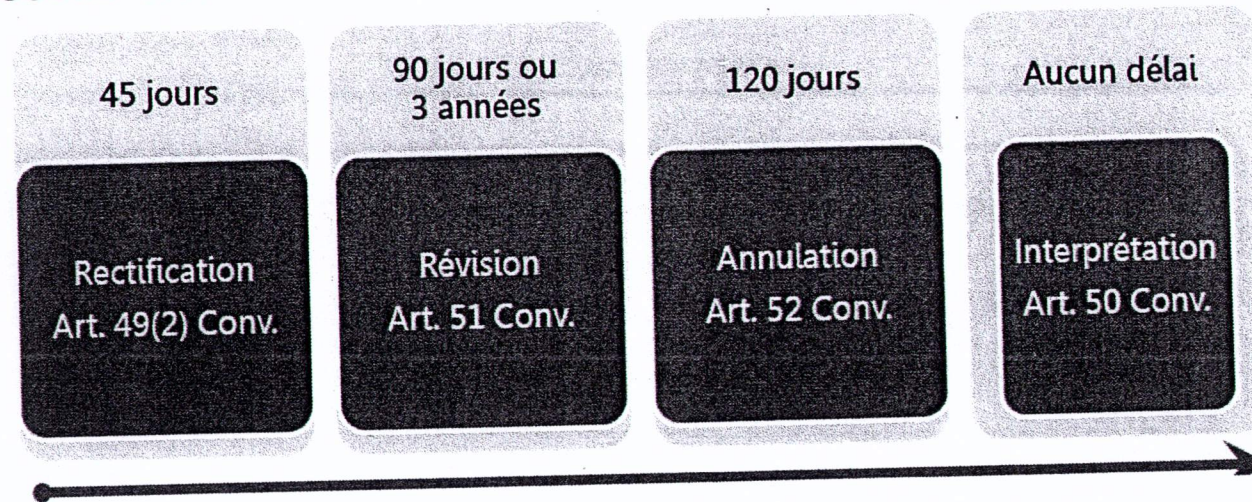
Le CIRDI : un système autonome

- Aucun tribunal étatique ne peut revoir une décision ou une sentence CIRDI / La sentence CIRDI ne peut faire l'objet d'aucun appel

4.02 Article 53 of the Convention provides that the award shall be binding on the parties "and shall not be subject to any appeal or to any other remedy except those provided for in this Convention". The post-award procedures (remedies) provided for in the Convention, namely, addition to, and correction of, the award (Art. 49), and interpretation (Art. 50), revision (Art. 51) and annulment (Art. 52) of the award are to be exercised within the framework of the Convention and in accordance with its provisions. It appears from these provisions that the Convention excludes any attack on the award in national courts. The award is final in that sense. It is also final in the sense that

MINE c./ Guinée, Décision du comité ad-hoc du CIRDI sur la demande d'annulation du 14.12.89

- Les recours CIRDI sont limités et exceptionnels :



Des exécutions internationalement illicites d'une sentence CIRDI?

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ROUMANIE

Aide d'État SA.38517 (2014/C) (ex 2014/NN) — Mise en œuvre de la sentence arbitrale Micula/
Roumanie du 11 décembre 2013

Les mesures soumises à examen

La mesure soumise à l'appréciation de la Commission est la mise en œuvre de la sentence du 11 décembre 2013. La sentence du 11 décembre 2013 a déjà été partiellement mise en œuvre, étant donné que la Roumanie a déjà déduit des impôts dus par une des entreprises demanderesse une partie des dommages et intérêts qu'il lui avait été enjoint de verser.

- l'exécution de la sentence du 11 décembre 2013 procurerait aux demanderesse un avantage économique qu'il n'est pas possible d'obtenir d'une autre manière sur le marché. En particulier, l'exécution de la sentence reviendrait à libérer les demanderesse de certains de leurs coûts de fonctionnement ordinaires (comme les droits de douane sur les matières premières), à leur accorder les montants dont elles auraient prétendument bénéficié si elles n'avaient pas eu à supporter leurs propres coûts de fonctionnement ordinaires, et à leur octroyer des intérêts sur les paiements qui les auraient libérées de leurs coûts de fonctionnement ordinaires;
- le fait que la sentence contraigne la Roumanie à verser des «dommages et intérêts» pour violation du traité d'investissement bilatéral Roumanie — Suède n'empêche, en outre, nullement de conclure à l'existence d'un avantage, étant donné que le respect, par un État membre, des obligations découlant d'un traité d'investissement bilatéral conclu avec un autre État membre ne peut faire obstacle à l'application du droit de l'Union, notamment des règles en matière d'aides d'État;
- il existe de sérieux doutes quant à la possibilité de déclarer l'exécution de la sentence compatible avec le marché intérieur sur le fondement des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013 et des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020 ou sur la base de tout autre motif de compatibilité.

MAYER • BROWN

Les obligations de reconnaissance et d'exécution des sentences CIRDI par tous les Etats parties

Article 54

(1) Chaque Etat contractant reconnaît toute sentence rendue dans le cadre de la présente Convention comme obligatoire et assure l'exécution sur son territoire des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal fonctionnant sur le territoire dudit Etat. Un Etat contractant ayant une

- Qu'est-ce qu'une « sentence » aux fins de la reconnaissance et de l'exécution?
 - définition par la négative: ne sont pas des « sentences » aux fins de l'article 54, les décisions préliminaires visées par l'Article 41 (par ex. sur la compétence), ordonnance sur des mesures provisoires selon l'Article 47 ou les ordonnances de procédures prévues par les Articles 43 et 44
 - Les décisions et ordonnances ne bénéficient pas du régime de reconnaissance et d'exécution de la Convention CIRDI

A quel moment une sentence CIRDI doit-elle être reconnue et/ou exécutée?

- La reconnaissance et l'exécution des sentences CIRDI avant l'épuisement des recours prévus par la Convention CIRDI: risques de procédures parallèles
- ❖ Traité ALENA (Article 1136) / Modèle du TBI des Etats-Unis de 2004 et 2012 (Article 34) / CAFTA (Article : *interdiction de demander l'exécution avant 120 jours depuis la notification de la demande d'annulation ou la terminaison de la procédure de révision ou d'annulation*)
- ❖ Législation nationale:
 - Pays où la suspension de l'exécution est discrétionnaire en toute circonstance (Royaume-Uni)
 - Pays où la suspension de l'exécution est obligatoire ou automatique lorsque la suspension est ordonnée par un comité d'annulation CIRDI (Irlande / Norvège)
- ❖ Jurisprudence nationale: *Víctor Pey Casado c./ Chili* (Espagne), *Mobil c./ Venezuela* (Etats-Unis)
- L'obligation de reconnaissance et/ou d'exécution disparaît en cas d'annulation de la sentence CIRDI

A quel moment une sentence CIRDI doit-elle être reconnue et/ou exécutée?

La pratique Africaine

- La reconnaissance du caractère exécutoire des sentences CIRDI non-suspendues en vertu de la loi et sans enregistrement : l'exemple Kenyan (Investment Dispute Convention Act de 1966)

4. Recognition and enforcement of awards

An award rendered pursuant to the Convention, and not stayed pursuant to the relative provisions of the Convention, shall be binding in Kenya, and the pecuniary obligations imposed by the award may be enforced in Kenya as if it were a final decree of the High Court.

- La reconnaissance du caractère exécutoire après enregistrement de la sentence CIRDI auprès de l'autorité désignée et la preuve qu'aucun recours CIRDI n'est en cours : l'exemple Zambien (Investment Dispute Convention Act de 1989)

(1) Upon application being made in that behalf, a person seeking recognition or enforcement of an award shall be entitled to have the award registered in the High Court, subject to proof of the prescribed matters and to the other provisions of this Act.

(2) Upon application being made under sub-section (1), the applicant shall produce to the High Court—

(a) a copy of the award certified pursuant to the Convention;

(b) evidence that no application is pending under Article 52 of the Convention and that enforcement of the award has not been stayed, whether provisionally or otherwise, pursuant to the Convention.

- Législations silencieuses sur la suspension (Nigéria, pays francophones)

Le régime de la reconnaissance « automatique » de la Convention CIRDI

Et attendu que la Convention de Washington du 18 mars 1965 a institué, en ses articles 53 et 54, un régime autonome et simplifié de reconnaissance et d'exécution qui exclut celui des articles 1498 et suivants du nouveau Code de procédure civile et, en particulier, les voies de recours qui y sont prévues;

SOABI c./ Sénégal, Cass. (France), 11.06.91.

- reconnaissance de la sentence arbitrale sur simple présentation d'une copie certifiée à l'autorité désignée par l'Etat partie (Article 54.2) (*Miminco c./ R.D.C., USDC, 09.02.15*)
- Impossibilité de soulever l'immunité de juridiction contre la reconnaissance de la sentence CIRDI (*SOABI c./ Sénégal, Cass. (France), 11.06.91; LETCO c./ Libéria, SDNY, 12.12.1986; Mobil c./ Venezuela, SDNY, 13.02.15*)
- Objet limité : reconnaissance de la sentence comme titre exécutoire (*Víctor Pey Casado c./ Chili*)
- Aucun nouvel examen sur la sentence arbitrale (validité matérielle et formelle) (*Mobil c./ Venezuela, SDNY, 13.02.15*)

MAYER • BROWN

Le régime de la reconnaissance « automatique » de la Convention CIRDI

Pays	Autorité désignée
Bénin	Cour Suprême
Botswana	Registrar of the High Court
Burkina Faso	Cour Suprême
Burundi	Tribunal de Première Instance de Bujumbura
Cameroun	Cour Suprême (Chambre Administrative)
République Centrafricaine	Le Tribunal de Grande Instance
République du Congo	Tribunal de Grande Instance de Brazzaville
Côte d'Ivoire	Président du Tribunal de Première Instance d'Abidjan
République Arabe d'Egypte	Ministère de la Justice
Ghana	High Court
Guinée	Procureur général
Kenya	High Court
Lesotho	Permanent Secretary for Foreign Affairs
Libéria	Supreme Court
Madagascar	Chambre Administrative de la Cour Suprême
Malawi	High Court
Mauritanie	Cour suprême (Nouakchott)
Ile Maurice	Supreme Court
Maroc	Président du Tribunal Régional du lieu d'exécution
Niger	Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la sentence arbitral doit être exécutée
Nigeria	Supreme Court
Rwanda	Tribunal de Première Instance de Kigali
Sénégal	Cour d'Appel de Dakar
Sierra Leone	Cabinet (à travers le Ministres des finances)
Soudan	Khartoum Province Court
Swaziland	High Court
Togo	Président du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé
Tunisie	Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la sentence arbitral doit être exécutée
Zambie	High Court

L'obligation d'exécution des sentences arbitrales CIRDI

Article 54

(1) Chaque Etat contractant reconnaît toute sentence rendue dans le cadre de la présente Convention comme obligatoire et assure l'exécution sur son territoire des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal fonctionnant sur le territoire dudit Etat. Un Etat contractant ayant une constitution fédérale peut assurer l'exécution de la sentence par l'entremise de ses tribunaux fédéraux et prévoir que ceux-ci devront considé-

- Une obligation limitée : seules les obligations pécuniaires doivent être « exécutées » par les Etats parties comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal national
 - Raison d'être juridique : la souveraineté, le principe d'autonomie constitutionnelle et le principe de non-ingérence
 - Raison d'être pratique : l'absence factuelle *d'imperium* des Etats sur des territoires étrangers
 - L'Etat partie à l'arbitrage demeure toutefois obligé, sous peine d'engager sa responsabilité internationale vis-à-vis de l'Etat de nationalité de l'investisseur (Article 27), de mettre en œuvre la sentence CIRDI (Article 53)

L'obligation d'exécution des sentences arbitrales CIRDI

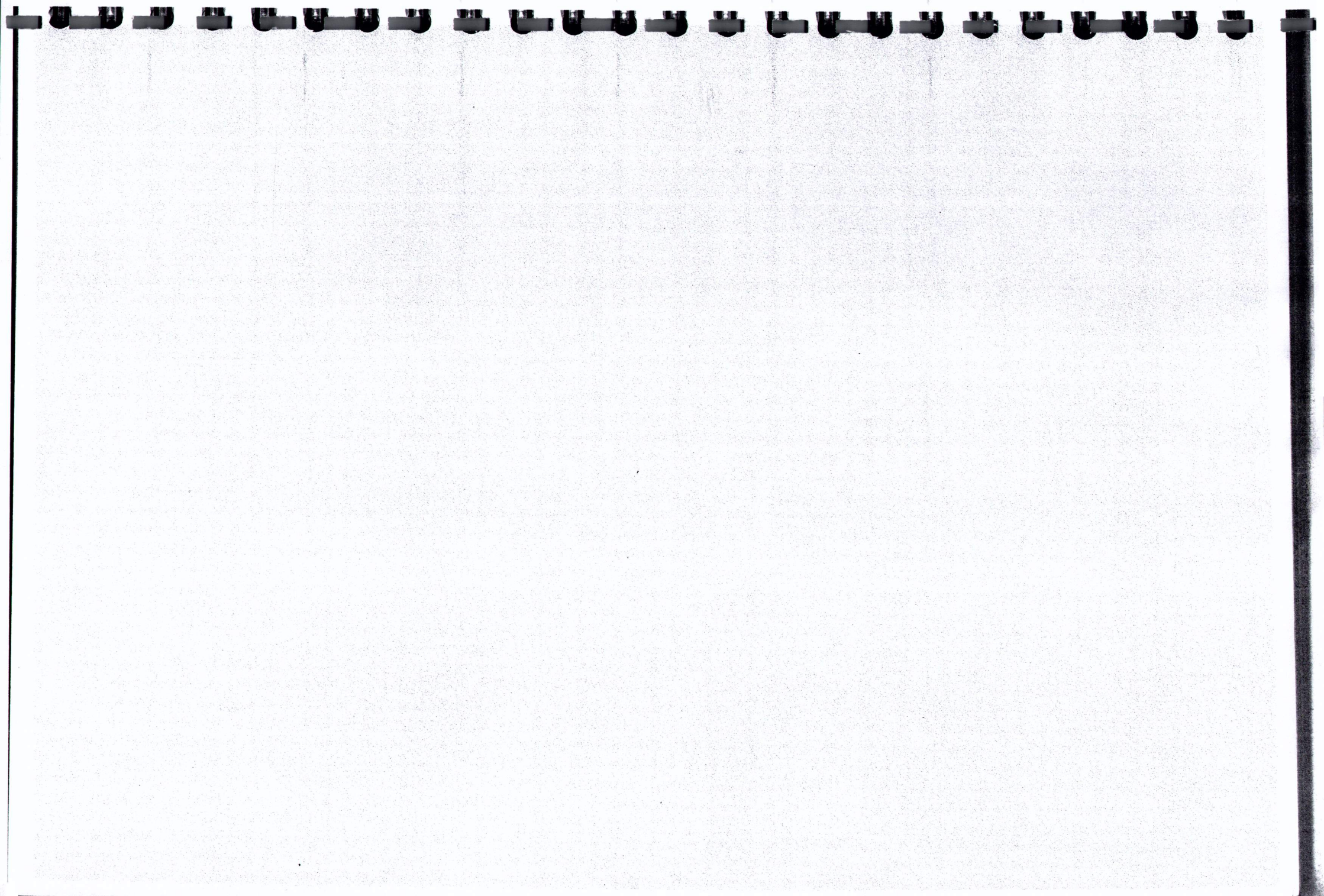
- Pas de régime autonome s'agissant de l'exécution mais renvoi à la loi du for (Article 54.3) : « *l'exécution est régie par la législation concernant l'exécution des jugements en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel on cherche à y procéder* »
 - Détermination de la procédure applicable et du tribunal compétent
 - Qualité à agir des défendeurs :
 - Saisie des biens appartenant à 5 sociétés et entités Zimbabwéennes aux Etats-Unis pour exécuter la sentence *Funnekoter c./ Zimbabwe* : théorie des "instrumentalities" en droit U.S.
 - Absence de qualité à agir en droit canadien d'une société contrôlée par le Kirghizistan pour demander l'annulation du jugement ordonnant des mesures d'exécution contre le Kirghizistan (*Sistem Muhendislik c./ Kirghizstan*)
 - Défenses de fond soulevées contre la mesure d'exécution
 - Compensation invoquée par le Chili contre Víctor Pey Casado en Espagne

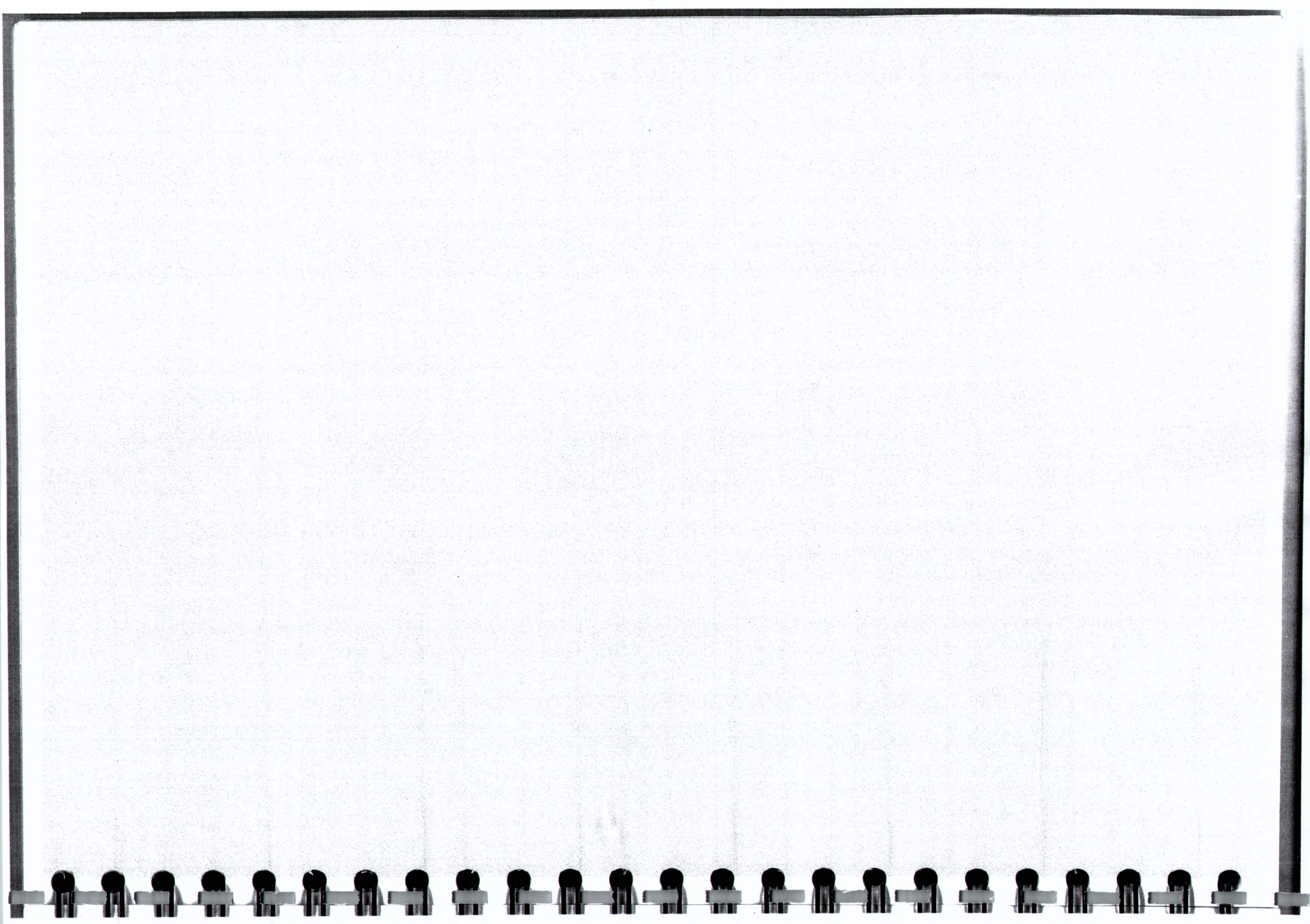
La réserve des règles régissant l'immunité d'exécution des Etats

Article 55

Aucune des dispositions de l'article 54 ne peut être interprétée comme faisant exception au droit en vigueur dans un Etat contractant concernant l'immunité d'exécution dudit Etat ou d'un Etat étranger.

- L'absence d'immunité de juridiction s'agissant de la procédure de reconnaissance n'affecte en rien l'intégrité de l'immunité d'exécution (*Benvenuti et Bonfant c./ Congo; Letco c./ Libéria*)
- Le caractère obligatoire de la sentence CIRDI et l'obligation de s'y soumettre (Article 53) ne privent pas l'Etat de la possibilité d'invoquer son immunité d'exécution
- Dans la pratique, les juges étatiques appliquent les règles de droit commun en matière d'immunité d'exécution lorsqu'il s'agit d'exécuter une sentence CIRDI (*Sistem Muhendislik c./ Kirghizistan* devant le TF Suisse; *AIG Capital Partners c./ Kazakhstan* devant la High Court d'Angleterre)





CONVENTION POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ETATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ETATS

Préambule

Les Etats contractants

Considérant la nécessité de la coopération internationale pour le développement économique, et le rôle joué dans ce domaine par les investissements privés internationaux ;

Ayant présent à l'esprit que des différends peuvent surgir à toute époque au sujet de tels investissements entre Etats contractants et ressortissants d'autres Etats contractants ;

Reconnaissant que si ces différends doivent normalement faire l'objet de recours aux instances internes, des modes de règlement internationaux de ces différends peuvent être appropriés dans certains cas ;

Attachant une importance particulière à la création de mécanismes pour la conciliation et l'arbitrage internationaux auxquels les Etats contractants et les ressortissants d'autres Etats contractants puissent, s'ils le désirent, soumettre leurs différends ;

Désirant établir ces mécanismes sous les auspices de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ;

Reconnaissant que le consentement mutuel des parties de soumettre ces différends à la conciliation ou à l'arbitrage, en ayant recours auxdits mécanismes, constitue un accord ayant force obligatoire qui exige en particulier que toute recommandation des conciliateurs soit dûment prise en considération et que toute sentence arbitrale soit exécutée ; et

Déclarant qu'aucun Etat contractant, par le seul fait de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation de la présente Convention et sans son consentement, ne sera réputé avoir assumé aucune obligation de recourir à la conciliation ou à l'arbitrage, en aucun cas particulier,

Sont convenus de ce qui suit :

Chapitre I

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Section 1

Création et organisation

Article 1

(1) Il est institué, en vertu de la présente Convention, un Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ci-après dénommé le Centre).

(2) L'objet du Centre est d'offrir des moyens de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends relatifs aux investissements opposant des États contractants à des ressortissants d'autres États contractants, conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 2

Le siège du Centre est celui de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (ci-après dénommée la Banque). Le siège peut être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil administratif prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 3

Le Centre se compose d'un Conseil administratif et d'un Secrétariat. Il tient une liste de conciliateurs et une liste d'arbitres.

Section 2

Du Conseil administratif

Article 4

(1) Le Conseil administratif comprend un représentant de chaque État contractant. Un suppléant peut agir en qualité de représentant si le titulaire est absent d'une réunion ou empêché.

(2) Sauf désignation différente, le gouverneur et le gouverneur suppléant de la Banque nommés par l'État contractant remplissent de plein droit les fonctions respectives de représentant et de suppléant.

Article 5

Le Président de la Banque est de plein droit Président du Conseil administratif (ci-après dénommé le Président) sans avoir le droit de

Section 4 Des listes

Article 12

La liste de conciliateurs et la liste d'arbitres sont composées de personnes qualifiées, désignées comme il est dit ci-dessous et acceptant de figurer sur ces listes.

Article 13

(1) Chaque Etat contractant peut désigner pour figurer sur chaque liste quatre personnes qui ne sont pas nécessairement ses ressortissants.

(2) Le Président peut désigner dix personnes pour figurer sur chaque liste. Les personnes ainsi désignées sur une même liste doivent toutes être de nationalité différente.

Article 14

(1) Les personnes désignées pour figurer sur les listes doivent jouir d'une haute considération morale, être d'une compétence reconnue en matière juridique, commerciale, industrielle ou financière et offrir toute garantie d'indépendance dans l'exercice de leurs fonctions. La compétence en matière juridique des personnes désignées pour la liste d'arbitres est particulièrement importante.

(2) Le Président, dans ses désignations, tient compte en outre de l'intérêt qui s'attache à représenter sur ces listes les principaux systèmes juridiques du monde et les principaux secteurs de l'activité économique.

Article 15

(1) Les désignations sont faites pour des périodes de six ans renouvelables.

(2) En cas de décès ou de démission d'une personne figurant sur l'une ou l'autre liste, l'autorité ayant nommé cette personne peut désigner un remplaçant pour la durée du mandat restant à courir.

(3) Les personnes portées sur les listes continuent d'y figurer jusqu'à désignation de leur successeur.

Article 16

(1) Une même personne peut figurer sur les deux listes.

(2) Si une personne est désignée pour figurer sur une même liste par plusieurs Etats contractants, ou par un ou plusieurs d'entre eux et par le Président, elle sera censée l'avoir été par l'autorité qui l'aura dési-

gnée la première ; toutefois, si cette personne est le ressortissant d'un Etat ayant participé à sa désignation, elle sera réputée avoir été désignée par ledit Etat.

(3) Toutes les désignations sont notifiées au Secrétaire général et prennent effet à compter de la date de réception de la notification.

Section 5 Du financement du Centre

Article 17

Si les dépenses de fonctionnement du Centre ne peuvent être couvertes par les redevances payées pour l'utilisation de ses services ou par d'autres sources de revenus, l'excédent sera supporté par les Etats contractants membres de la Banque proportionnellement à leur souscription au capital de celle-ci et par les Etats qui ne sont pas membres de la Banque conformément aux règlements adoptés par le Conseil administratif.

Section 6 Statut, immunités et privilèges

Article 18

Le Centre a la pleine personnalité juridique internationale. Il a, entre autres, capacité :

- (a) de contracter ;
- (b) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer ;
- (c) d'ester en justice.

Article 19

Afin de pouvoir remplir ses fonctions, le Centre jouit, sur le territoire de chaque Etat contractant, des immunités et des privilèges définis à la présente Section.

Article 20

Le Centre, ses biens et ses avoirs, ne peuvent faire l'objet d'aucune action judiciaire, sauf s'il renonce à cette immunité.

Article 21

Le Président, les membres du Conseil administratif, les personnes agissant en qualité de conciliateurs, d'arbitres ou de membres du

Comité prévu à l'article 5, alinéa (3), et les fonctionnaires et employés du Secrétariat :

- (a) ne peuvent faire l'objet de poursuites en raison d'actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf si le Centre lève cette immunité ;
- (b) bénéficient, quand ils ne sont pas ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions, des mêmes immunités en matière d'immigration, d'enregistrement des étrangers, d'obligations militaires ou de prestations analogues et des mêmes facilités en matière de change et de déplacements, que celles accordées par les Etats contractants aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable d'autres Etats contractants.

Article 22

Les dispositions de l'article 21 s'appliquent aux personnes participant aux instances qui font l'objet de la présente Convention en qualité de parties, d'agents, de conseillers, d'avocats, de témoins ou d'experts, l'alinéa (b) ne s'appliquant toutefois qu'à leurs déplacements et à leur séjour dans le pays où se déroule la procédure.

Article 23

- (1) Les archives du Centre sont inviolables où qu'elles se trouvent.
- (2) Chaque Etat contractant accorde au Centre pour ses communications officielles un traitement aussi favorable qu'aux autres institutions internationales.

Article 24

(1) Le Centre, ses avoirs, ses biens et ses revenus ainsi que ses opérations autorisées par la présente Convention sont exonérés de tous impôts et droits de douane. Le Centre est également exempt de toute obligation relative au recouvrement ou au paiement d'impôts ou de droits de douane.

(2) Aucun impôt n'est prélevé sur les indemnités payées par le Centre au Président ou aux membres du Conseil administratif ou sur les traitements, émoluments ou autres indemnités payés par le Centre aux fonctionnaires ou employés du Secrétariat, sauf si les bénéficiaires sont ressortissants du pays où ils exercent leurs fonctions.

(3) Aucun impôt n'est prélevé sur les honoraires ou indemnités versés aux personnes agissant en qualité de conciliateurs, d'arbitres ou de membres du Comité prévu à l'article 52, alinéa (3), dans les instances qui font l'objet de la présente Convention, si cet impôt n'a d'autre base juridique que le lieu où se trouve le Centre, celui où se déroule l'instance ou celui où sont payés lesdits honoraires ou indemnités.

Chapitre II De la compétence du Centre

Article 25

(1) La compétence du Centre s'étend aux différends d'ordre juridique entre un Etat contractant (ou telle collectivité publique ou tel organisme dépendant de lui qu'il désigne au Centre) et le ressortissant d'un autre Etat contractant qui sont en relation directe avec un investissement et que les parties ont consenti par écrit à soumettre au Centre. Lorsque les parties ont donné leur consentement, aucune d'elles ne peut le retirer unilatéralement.

(2) « Ressortissant d'un autre Etat contractant » signifie :

- (a) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant autre que l'Etat partie au différend à la date à laquelle les parties ont consenti à soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage ainsi qu'à la date à laquelle la requête a été enregistrée conformément à l'article 28, alinéa (3), ou à l'article 36, alinéa (3), à l'exclusion de toute personne qui, à l'une ou à l'autre de ces dates, possède également la nationalité de l'Etat contractant partie au différend ;
- (b) toute personne morale qui possède la nationalité d'un Etat contractant autre que l'Etat partie au différend à la date à laquelle les parties ont consenti à soumettre le différend à la conciliation ou à l'arbitrage et toute personne morale qui possède la nationalité de l'Etat contractant partie au différend à la même date et que les parties sont convenues, aux fins de la présente Convention, de considérer comme ressortissant d'un autre Etat contractant en raison du contrôle exercé sur elle par des intérêts étrangers.

(3) Le consentement d'une collectivité publique ou d'un organisme dépendant d'un Etat contractant ne peut être donné qu'après approbation par ledit Etat, sauf si celui-ci indique au Centre que cette approbation n'est pas nécessaire.

(4) Tout Etat contractant peut, lors de sa ratification, de son acceptation ou de son approbation de la Convention ou à toute date ultérieure, faire connaître au Centre la ou les catégories de différends qu'il considérerait comme pouvant être soumis ou non à la compétence du Centre. Le Secrétaire général transmet immédiatement la notification à tous les Etats contractants. Ladite notification ne constitue pas le consentement requis aux termes de l'alinéa (1).

Article 26

Le consentement des parties à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention est, sauf stipulation contraire, considéré comme impliquant renonciation à l'exercice de tout autre recours. Comme condition à son consentement à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention, un Etat contractant peut exiger que les recours administratifs ou judiciaires internes soient épuisés.

Article 27

(1) Aucun Etat contractant n'accorde la protection diplomatique ou ne formule de revendication internationale au sujet d'un différend que l'un de ses ressortissants et un autre Etat contractant ont consenti à soumettre ou ont soumis à l'arbitrage dans le cadre de la présente Convention, sauf si l'autre Etat contractant ne se conforme pas à la sentence rendue à l'occasion du différend.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1), la protection diplomatique ne vise pas les simples démarches diplomatiques tendant uniquement à faciliter le règlement du différend.

Chapitre III De la conciliation

Section 1 De la demande en conciliation

Article 28

(1) Un Etat contractant ou le ressortissant d'un Etat contractant qui désire entamer une procédure de conciliation doit adresser par écrit une requête à cet effet au Secrétaire général, lequel en envoie copie à l'autre partie.

(2) La requête doit contenir des informations concernant l'objet du différend, l'identité des parties et leur consentement à la conciliation conformément au règlement de procédure relatif à l'introduction des instances de conciliation et d'arbitrage.

(3) Le Secrétaire général doit enregistrer la requête sauf s'il estime au vu des informations contenues dans la requête que le différend excède manifestement la compétence du Centre. Il doit immédiatement notifier aux parties l'enregistrement ou le refus d'enregistrement.

Chapitre IV De l'arbitrage

Section 1 De la demande d'arbitrage

Article 36

(1) Un Etat contractant ou le ressortissant d'un Etat contractant qui désire entamer une procédure d'arbitrage doit adresser par écrit une requête à cet effet au Secrétaire général, lequel en envoie copie à l'autre partie.

(2) La requête doit contenir des informations concernant l'objet du différend, l'identité des parties et leur consentement à l'arbitrage conformément au règlement de procédure relatif à l'introduction des instances de conciliation et d'arbitrage.

(3) Le Secrétaire général doit enregistrer la requête sauf s'il estime au vu des informations contenues dans la requête que le différend excède manifestement la compétence du Centre. Il doit immédiatement notifier aux parties l'enregistrement ou le refus d'enregistrement.

Section 2 De la constitution du Tribunal

Article 37

(1) Le Tribunal arbitral (ci-après dénommé le Tribunal) est constitué dès que possible après enregistrement de la requête conformément à l'article 36.

(2) (a) Le Tribunal se compose d'un arbitre unique ou d'un nombre impair d'arbitres nommés conformément à l'accord des parties.

(b) A défaut d'accord entre les parties sur le nombre des arbitres et leur mode de nomination, le Tribunal comprend trois arbitres ; chaque partie nomme un arbitre et le troisième, qui est le président du Tribunal, est nommé par accord des parties.

Article 38

Si le Tribunal n'a pas été constitué dans les 90 jours suivant la notification de l'enregistrement de la requête par le Secrétaire général conformément à l'article 36, alinéa (3) ou dans tout autre délai convenu par les parties, le Président, à la demande de la partie la plus diligente

et, si possible, après consultation des parties, nomme l'arbitre ou les arbitres non encore désignés. Les arbitres nommés par le Président conformément aux dispositions du présent article ne doivent pas être ressortissants de l'Etat contractant partie au différend ou de l'Etat contractant dont le ressortissant est partie au différend.

Article 39

Les arbitres composant la majorité doivent être ressortissants d'Etats autres que l'Etat contractant partie au différend et que l'Etat contractant dont le ressortissant est partie au différend ; étant entendu néanmoins que cette disposition ne s'applique pas si, d'un commun accord, les parties désignent l'arbitre unique ou chacun des membres du Tribunal.

Article 40

(1) Les arbitres peuvent être pris hors de la liste des arbitres, sauf au cas de nomination par le Président prévu à l'article 38.

(2) Les arbitres nommés hors de la liste des arbitres doivent posséder les qualités prévues à l'article 14, alinéa (1).

Section 3 Des pouvoirs et des fonctions du Tribunal

Article 41

(1) Le Tribunal est juge de sa compétence.

(2) Tout déclinatoire de compétence soulevé par l'une des parties et fondé sur le motif que le différend n'est pas de la compétence du Centre ou, pour toute autre raison, de celle du Tribunal doit être examiné par le Tribunal qui décide s'il doit être traité comme question préalable ou si son examen doit être joint à celui des questions de fond.

Article 42

(1) Le Tribunal statue sur le différend conformément aux règles de droit adoptées par les parties. Faute d'accord entre les parties, le Tribunal applique le droit de l'Etat contractant partie au différend—y compris les règles relatives aux conflits de lois—ainsi que les principes de droit international en la matière.

(2) Le Tribunal ne peut refuser de juger sous prétexte du silence ou de l'obscurité du droit.

(3) Les dispositions des alinéas précédents ne portent pas atteinte à la faculté pour le Tribunal, si les parties en sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*.

Article 43

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal s'il l'estime nécessaire, peut à tout moment durant les débats :

- (a) demander aux parties de produire tous documents ou autres moyens de preuve, et
- (b) se transporter sur les lieux et y procéder à telles enquêtes qu'il estime nécessaires.

Article 44

Toute procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente section et, sauf accord contraire des parties, au Règlement d'arbitrage en vigueur à la date à laquelle elles ont consenti à l'arbitrage. Si une question de procédure non prévue par la présente section ou le Règlement d'arbitrage ou tout autre règlement adopté par les parties se pose, elle est tranchée par le Tribunal.

Article 45

(1) Si l'une des parties fait défaut ou s'abstient de faire valoir ses moyens, elle n'est pas pour autant réputée acquiescer aux prétentions de l'autre partie.

(2) Si l'une des parties fait défaut ou s'abstient de faire valoir ses moyens à tout moment de la procédure, l'autre partie peut demander au Tribunal de considérer les chefs de conclusions qui lui sont soumises et de rendre sa sentence. Le Tribunal doit, en notifiant à la partie défaillante la demande dont il est saisi, accorder à celle-ci un délai de grâce avant de rendre sa sentence, à moins qu'il ne soit convaincu que ladite partie n'a pas l'intention de comparaître ou de faire valoir ses moyens.

Article 46

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal doit, à la requête de l'une d'elles, statuer sur toutes demandes incidentes, additionnelles ou reconventionnelles se rapportant directement à l'objet du différend, à condition que ces demandes soient couvertes par le consentement des parties et qu'elles relèvent par ailleurs de la compétence du Centre.

Article 47

Sauf accord contraire des parties, le Tribunal peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, recommander toutes mesures conservatoires propres à sauvegarder les droits des parties.

Section 4 **De la sentence**

Article 48

(1) Le Tribunal statue sur toute question à la majorité des voix de tous ses membres.

(2) La sentence est rendue par écrit ; elle est signée par les membres du Tribunal qui se sont prononcés en sa faveur.

(3) La sentence doit répondre à tous les chefs de conclusions soumises au Tribunal et doit être motivée.

(4) Tout membre du Tribunal peut faire joindre à la sentence soit son opinion particulière—qu'il partage ou non l'avis de la majorité—soit la mention de son dissentiment.

(5) Le Centre ne publie aucune sentence sans le consentement des parties.

Article 49

(1) Le Secrétaire général envoie sans délai aux parties copies certifiées conformes de la sentence. La sentence est réputée avoir été rendue le jour de l'envoi desdites copies.

(2) Sur requête d'une des parties, à présenter dans les 45 jours de la sentence, le Tribunal peut, après notification à l'autre partie, statuer sur toute question sur laquelle il aurait omis de se prononcer dans la sentence et corriger toute erreur matérielle contenue dans la sentence. Sa décision fait partie intégrante de la sentence et est notifiée aux parties dans les mêmes formes que celle-ci. Les délais prévus à l'article 51, alinéa (2) et à l'article 52, alinéa (2) courent à partir de la date de la décision correspondante.

Section 5 **De l'interprétation, de la révision et de l'annulation de la sentence**

Article 50

(1) Tout différend qui pourrait s'élever entre les parties concernant le sens ou la portée de la sentence peut faire l'objet d'une demande en interprétation adressée par écrit au Secrétaire général par l'une ou l'autre des parties.

(2) La demande est, si possible, soumise au Tribunal qui a statué. En cas d'impossibilité, un nouveau Tribunal est constitué conformément à la section 2 du présent chapitre. Le Tribunal peut, s'il estime que

les circonstances l'exigent, décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en interprétation.

Article 51

(1) Chacune des parties peut demander, par écrit, au Secrétaire général la révision de la sentence en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive sur la sentence, à condition qu'avant le prononcé de la sentence ce fait ait été inconnu du Tribunal et de la partie demanderesse et qu'il n'y ait pas eu, de la part de celle-ci, faute à l'ignorer.

(2) La demande doit être introduite dans les 90 jours suivant la découverte du fait nouveau et, en tout cas, dans les trois ans suivant la date de la sentence.

(3) La demande est, si possible, soumise au Tribunal ayant statué. En cas d'impossibilité, un nouveau Tribunal est constitué conformément à la section 2 du présent chapitre.

(4) Le Tribunal peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en révision. Si, dans sa demande, la partie en cause requiert qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence, l'exécution est provisoirement suspendue jusqu'à ce que le Tribunal ait statué sur ladite requête.

Article 52

(1) Chacune des parties peut demander, par écrit, au Secrétaire général l'annulation de la sentence pour l'un quelconque des motifs suivants :

- (a) vice dans la constitution du Tribunal ;
- (b) excès de pouvoir manifeste du Tribunal ;
- (c) corruption d'un membre du Tribunal ;
- (d) inobservation grave d'une règle fondamentale de procédure ;
- (e) défaut de motifs.

(2) Toute demande doit être formée dans les 120 jours suivant la date de la sentence, sauf si l'annulation est demandée pour cause de corruption, auquel cas ladite demande doit être présentée dans les 120 jours suivant la découverte de la corruption et, en tout cas, dans les trois ans suivant la date de la sentence.

(3) Au reçu de la demande, le Président nomme immédiatement parmi les personnes dont les noms figurent sur la liste des arbitres, un Comité *ad hoc* de trois membres. Aucun membre dudit Comité ne peut être choisi parmi les membres du Tribunal ayant rendu la sentence, ni

posséder la même nationalité qu'un des membres dudit Tribunal ni celle de l'Etat partie au différend ou de l'Etat dont le ressortissant est partie au différend, ni avoir été désigné pour figurer sur la liste des arbitres par l'un desdits Etats, ni avoir rempli les fonctions de conciliateur dans la même affaire. Le Comité est habilité à annuler la sentence en tout ou en partie pour l'un des motifs énumérés à l'alinéa (1) du présent article.

(4) Les dispositions des articles 41-45, 48, 49, 53 et 54 et des chapitres VI et VII s'appliquent *mutatis mutandis* à la procédure devant le Comité.

(5) Le Comité peut, s'il estime que les circonstances l'exigent, décider de suspendre l'exécution de la sentence jusqu'à ce qu'il se soit prononcé sur la demande en annulation. Si, dans sa demande, la partie en cause requiert qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence, l'exécution est provisoirement suspendue jusqu'à ce que le Comité ait statué sur ladite requête.

(6) Si la sentence est déclarée nulle, le différend est, à la requête de la partie la plus diligente, soumis à un nouveau Tribunal constitué conformément à la section 2 du présent chapitre.

Section 6

De la reconnaissance et de l'exécution de la sentence

Article 53

(1) La sentence est obligatoire à l'égard des parties et ne peut être l'objet d'aucun appel ou autre recours, à l'exception de ceux prévus à la présente Convention. Chaque partie doit donner effet à la sentence conformément à ses termes, sauf si l'exécution en est suspendue en vertu des dispositions de la présente Convention.

(2) Aux fins de la présente section, une « sentence » inclut toute décision concernant l'interprétation, la révision ou l'annulation de la sentence prise en vertu des articles 50, 51 ou 52.

Article 54

(1) Chaque Etat contractant reconnaît toute sentence rendue dans le cadre de la présente Convention comme obligatoire et assure l'exécution sur son territoire des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif d'un tribunal fonctionnant sur le territoire dudit Etat. Un Etat contractant ayant une constitution fédérale peut assurer l'exécution de la sentence par l'entremise de ses tribunaux fédéraux et prévoir que ceux-ci devront considé-

rer une telle sentence comme un jugement définitif des tribunaux de l'un des Etats fédérés.

(2) Pour obtenir la reconnaissance et l'exécution d'une sentence sur le territoire d'un Etat contractant, la partie intéressée doit en présenter copie certifiée conforme par le Secrétaire général au tribunal national compétent ou à toute autre autorité que ledit Etat contractant aura désigné à cet effet. Chaque Etat contractant fait savoir au Secrétaire général le tribunal compétent ou les autorités qu'il désigne à cet effet et le tient informé des changements éventuels.

(3) L'exécution est régie par la législation concernant l'exécution des jugements en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel on cherche à y procéder.

Article 55

Aucune des dispositions de l'article 54 ne peut être interprétée comme faisant exception au droit en vigueur dans un Etat contractant concernant l'immunité d'exécution dudit Etat ou d'un Etat étranger.

Chapitre V

Du remplacement et de la récusation des conciliateurs et des arbitres

Article 56

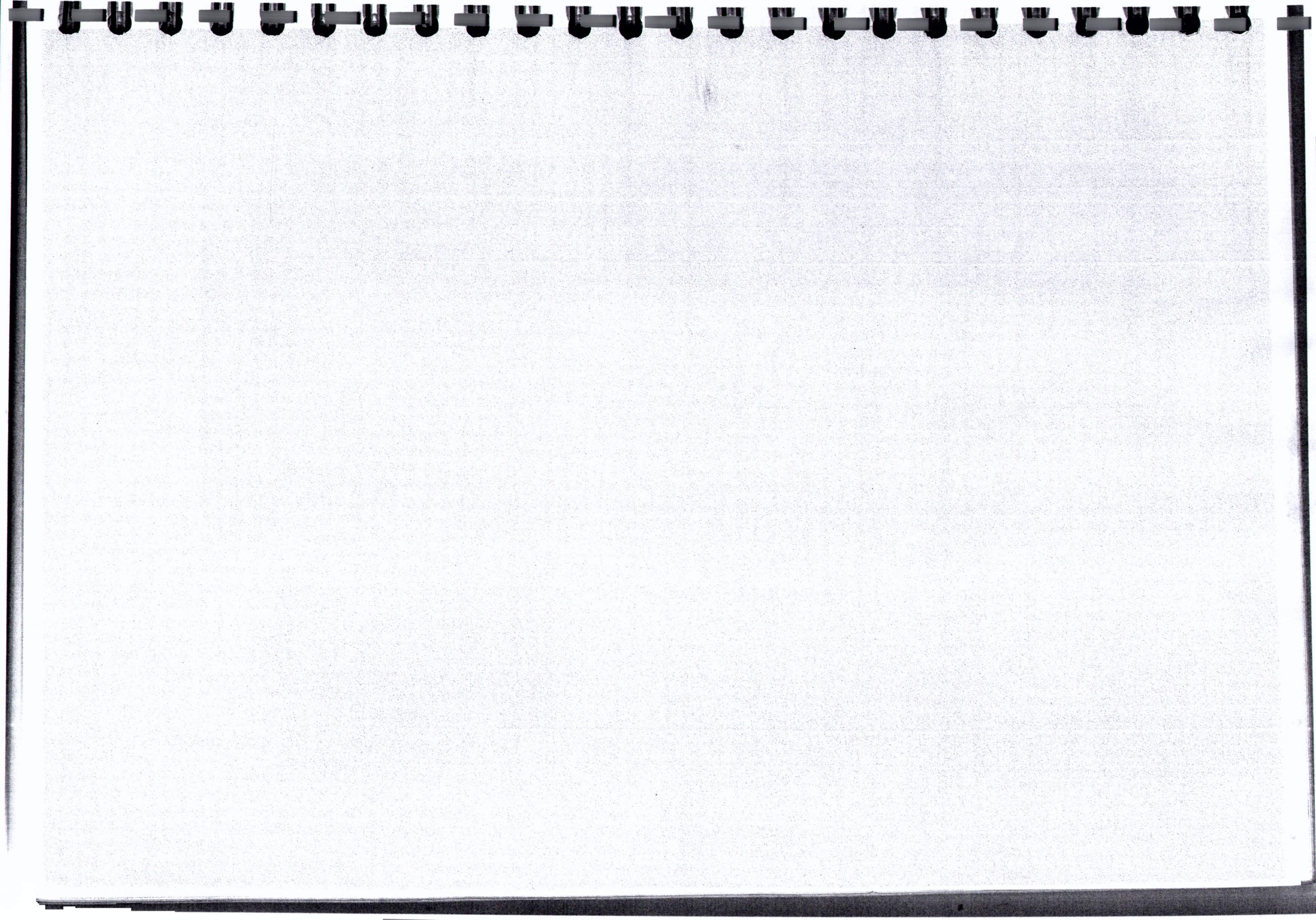
(1) Une fois qu'une Commission ou un Tribunal a été constitué et la procédure engagée, sa composition ne peut être modifiée. Toutefois, en cas de décès, d'incapacité ou de démission d'un conciliateur ou d'un arbitre, il est pourvu à la vacance selon les dispositions du chapitre III, section 2 ou du chapitre IV, section 2.

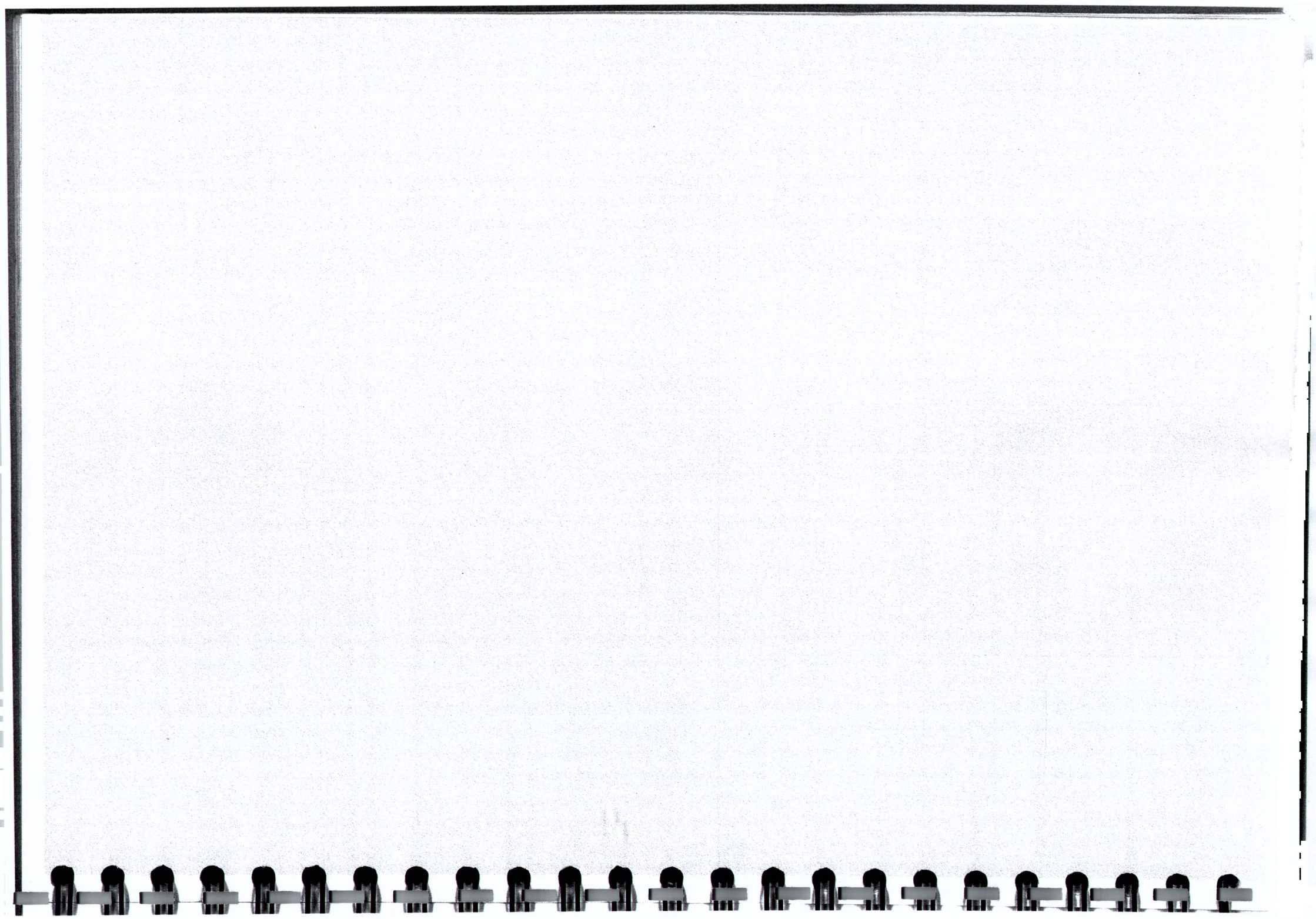
(2) Tout membre d'une Commission ou d'un Tribunal continue à remplir ses fonctions en cette qualité nonobstant le fait que son nom n'apparaisse plus sur la liste.

(3) Si un conciliateur ou un arbitre nommé par une partie démissionne sans l'assentiment de la Commission ou du Tribunal dont il est membre, le Président pourvoit à la vacance en prenant un nom sur la liste appropriée.

Article 57

Une partie peut demander à la Commission ou au Tribunal la récusation d'un de ses membres pour tout motif impliquant un défaut manifeste des qualités requises par l'article 14, alinéa (1). Une partie à une procédure d'arbitrage peut, en outre, demander la récusation d'un







Revised March 2012

This Operational Policy statement was revised in March 2012 to take into account the provisions of OP/BP 9.00, issued in February 2012.

Note: This OP 7.40 replaces OP 7.40, dated May 1996. Questions may be addressed to the Chief Counsel, Operations Policy.

Disputes over Defaults on External Debt, Expropriation, and Breach of Contract

1. The Bank¹ takes an interest in disputes, arising out of certain international financial transactions, between a member country or a public body within a member country and nationals of other member countries. Such disputes consist primarily of three types: (a) disputes over a failure to service external debt in accordance with its terms; (b) disputes over compensation to aliens for property they own that has been expropriated; and (c) disputes over the breach of a governmental contract with aliens for goods or services.

Disputes over Defaults and Expropriation

Disputes over Defaults on External Debt

2. If the Bank receives notice that a member country is unwilling to take steps to resolve a dispute over its failure to service external debt and if the Bank deems such failure to have a significant effect on the member's creditworthiness or on its ability to implement Bank-financed projects/programs or service Bank loans, the Bank examines the procedures followed by the parties in addressing the issue and determines what action, if any, it should take.

3. If the Bank is seriously dissatisfied with the position taken by the member country, it may, at its discretion, decide not to make new loans to or with the guarantee of the member country until the country takes certain actions to rectify the situation. In making its decision, the Bank considers whether the circumstances of the default give rise to concerns about the member country's creditworthiness for continued Bank lending.

4. If the defaulting debtor is a political entity or a public body for whose debts the member country is not legally responsible, the Bank normally limits any restrictions on lending (including suspension pursuant to applicable Loan Agreements) to the defaulting entity or body only and continues to lend to the member or other borrowers in the country. If debt service for such a defaulting debtor is maintained through payments by a guarantor, the Bank may, at its discretion, decide to apply such restrictions on its lending to only the original obligor that is in default. While lending is thus restricted, the Bank determines its other activities with respect to the member country or the defaulting body in light of the particular circumstances.

¹ "Bank" includes IBRD and IDA; "loans" includes IDA credits and IDA grants; and "Loan Agreement" includes Development Credit Agreement.



Revised March 2012

Disputes over Expropriation

5. The Bank recognizes that a member country may expropriate property of aliens in accordance with applicable legal procedures, in pursuance in good faith of a public purpose, without discrimination on the basis of nationality, and against payment of appropriate compensation. When there are disputes over expropriations that, in the opinion of the Bank, the member country is not making reasonable efforts² to settle and that are substantially harming the country's international credit standing, the Bank considers whether to continue making new loans to or with the guarantee of the member country. Further, the Bank may decide not to appraise proposed projects/programs in such a country unless it has good grounds for believing that the obstacles to lending will soon be removed.

6. Even if the alien whose property was expropriated has received compensation through an investment guarantee or insurance scheme, the Bank generally determines its position toward the expropriating country as if such compensation had not been paid. The Bank takes into account whether or not the alien's government seeks redress from the expropriating country, and normally considers a dispute resolved if a settlement is reached between the expropriating country and the alien's country.

7. The Bank does not lend for the purpose of enabling a country to expropriate an enterprise by providing the funds needed for compensation. However, if the question of compensation is satisfactorily settled, the fact of expropriation does not, of itself, prevent the Bank from lending, in appropriate cases, to enlarge or improve properties that have been expropriated.

Bank Involvement in Disputes over Defaults and Expropriation

8. The Bank seeks to avoid passing judgment on the merits of the types of disputes described above (although it may eventually have to do so for the purpose of determining its own position). In general, the Bank limits its role to improving communications between the parties to the dispute and impressing on them the desirability of a settlement. The Bank may seek to promote prompt and adequate settlements, either negotiated between the parties on a mutually satisfactory basis or arrived at through mediation, conciliation, arbitration, or judicial determination. The Bank may point out to parties that they may submit their dispute to any of the various internationally recognized forms of conciliation or arbitration, including conciliation or arbitration under the auspices of the International Center for Settlement of Investment Disputes (ICSID), the World Bank Group organization established to facilitate the resolution of disputes between governments and foreign investors.

Disputes over Breach of Governmental Contracts

9. If a dispute over the breach of a governmental contract arises in connection with a Bank-financed project/program, the Bank's interest in having the project/program completed promptly and satisfactorily calls for a prompt and equitable settlement of the dispute. The Bank may assist in facilitating this result, usually through the normal processes of project/program supervision.

² In judging "reasonable efforts", the Bank gives the benefit of any reasonable doubts to the expropriating country for at least a brief period of time if the country demonstrates its willingness to accept independent dispute-settlement procedures or its recognition of the principle of compensation. The Bank takes serious negotiations or mediation efforts as evidence of reasonable efforts.



Revised March 2012

10. If the dispute does not involve a Bank-financed project/program, the Bank seeks to avoid any involvement in the issue. If no steps are being taken to resolve the dispute and if the existence of the dispute is likely to impair the country's general reputation for business-like dealings, the Bank may urge both parties to act promptly to resolve the dispute.



Revised March 2012

This Bank Procedures statement was revised March 2012 to take into account the provisions of OP/BP 9.00, issued in February 2012.

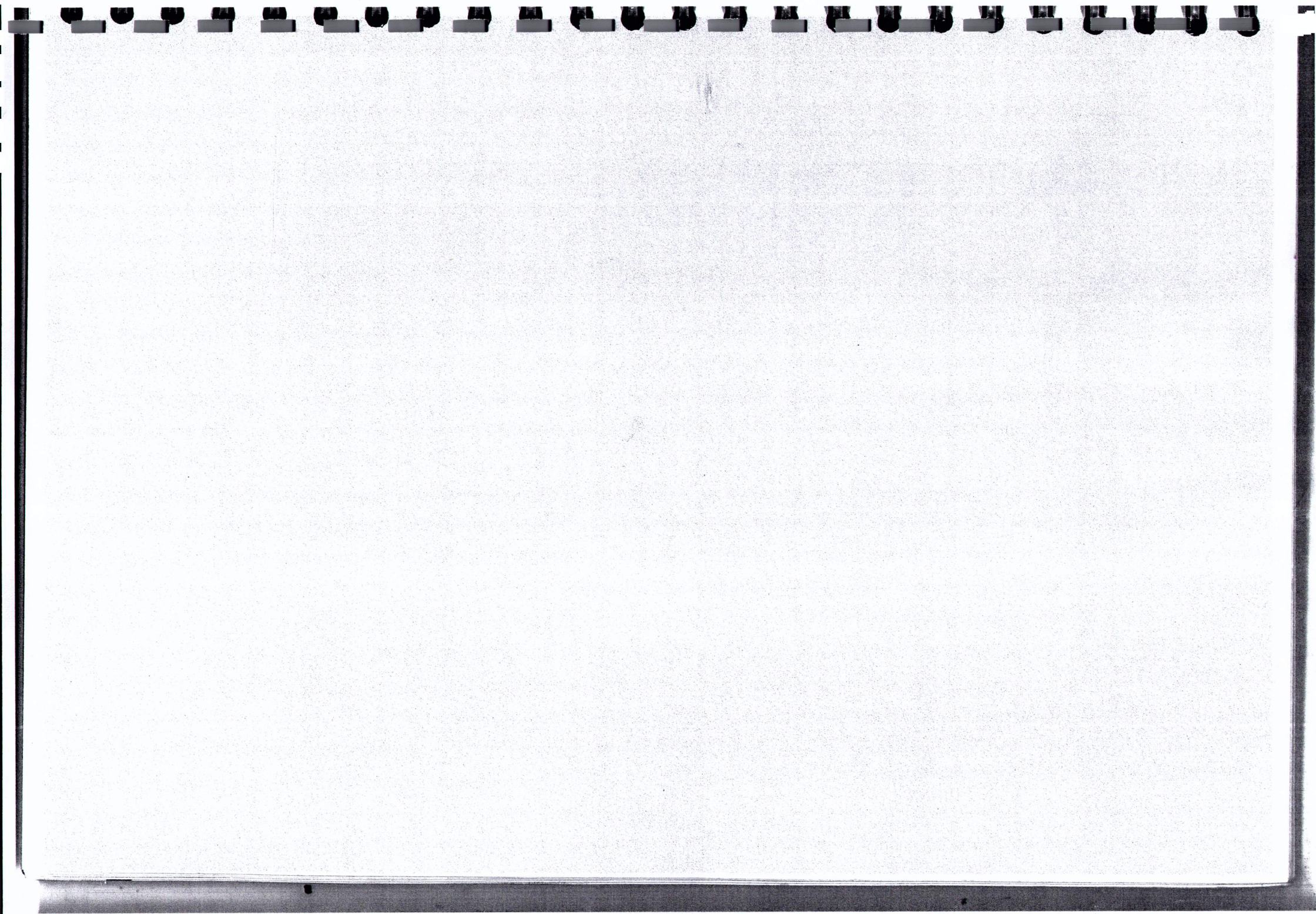
Note: This BP 7.40 replaces BP 7.40 dated May 1996. Questions may be addressed to the Chief Counsel, Operations Policy.

Disputes over Defaults on External Debt, Expropriation, and Breach of Contract

1. When a dispute over default, expropriation, or governmental breach of contract comes to the attention of a Bank¹ staff member, the staff member informs the country director (CD) and the Legal Vice Presidency (LEG). In consultation with LEG, the CD recommends a Bank position to the Regional vice president (RVP). If, on this basis, the RVP decides not to make any new loans to the member country or with the guarantee of the country, the RVP informs the relevant managing director and the Vice President and General Counsel.
2. If, at the time a loan is presented to the executive directors for approval, there are any substantial amounts in dispute between the borrowing or guaranteeing country and suppliers or lenders to, or investors in, that member country, the matter is mentioned in the Project/Program Appraisal Document²/President's Report.
3. If the Bank decides to lend while a dispute over default or expropriation is pending, staff monitor the situation during project/program implementation to assess progress toward a settlement or decision.

¹ "Bank" includes IBRD and IDA; and "loan" includes IDA credit and IDA grant.

² If the matter involves information of a sensitive nature, it may be disclosed in the Memorandum and Recommendation of the President.





BRIDGES, VOLUME 16 - NUMBER 12

US Suspends Argentina from Trade Preference Scheme

28 March 2012

Trade frictions are on the rise between Washington and Buenos Aires, after US President Barack Obama announced on Monday that the US would be suspending Argentina from its Generalised System of Preferences programme - which waives duties on thousands of imports from developing countries - for failure to pay arbitration awards in two disputes involving US investors.

The suspension goes into effect in 60 days, according to the White House announcement.

The US Generalised System of Preferences (GSP), which was re-authorised and re-entered into effect in November 2011 following an eleven-month lapse, provides preferential duty free access for up to 4800 products from 129 designated beneficiary countries and territories.

"[US law] provides that the President shall not designate any country a beneficiary developing country under the GSP if such a country fails to act in good faith in enforcing arbitral awards in favour of US-owned companies," the White House said in explaining Argentina's suspension.

The decision follows a 2010 request by two US companies - Azurix and Blue Ridge Investments - asking that Argentina be suspended from the preferential trading scheme in light of Buenos Aires' not paying compensation awarded to both companies in two separate investment disputes.

The two countries have a bilateral investment treaty that entered into force in 1994. The treaty, among other provisions, allows investors from one country, if operating in a foreign country party to that agreement, to refer disputes to an international arbitrator rather than having to use the foreign country's own court system.

In 2005, the World Bank's International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID) requested that Argentina pay US\$133.2 million, plus interest, to CMS Gas Transmission Co. on the grounds that Argentina had taken action damaging the US company's investment; that award was later transferred to another company, Blue Ridge Investments.

The following year, ICSID ordered the South American country to pay Azurix US\$165.2 million in a separate dispute. While Buenos Aires asked that both awards be annulled, the request was denied by ICSID.

"These are not new issues," US State Department spokesperson Victoria Nuland told reporters on Tuesday. "So the White House's decision yesterday to suspend Argentina

particularly from GSP should not have come as much of a surprise. It was based on a finding that they were not in compliance with the GSP eligibility criteria set by the Congress."

The White House, she continued, "didn't have a lot of choice in this case," adding that while Washington is open to working with Buenos Aires on the matter, the latter must pay the awards to move things forward.

Argentina is the ninth-highest source of US imports under the preference scheme, with the US importing US\$477 million worth of goods from Argentina in 2011 under the GSP, or 11 percent of total imports from the South American country.

Argentina responds

While the decision is not expected to have much of an economic effect, Washington's announcement still drew a strong rebuke from Buenos Aires, with the foreign ministry releasing a statement lambasting the action. "Argentina laments the intent to oblige our country to take a decision that would violate our national laws regarding the payment of awards."

"These laws were respected by everyone who obtained favourable awards against the Argentine state, including victims of the dictatorship who received reparations from the state for human rights violations suffered during the previous military regime."

Argentina has argued that the two US companies involved must work with domestic Argentine courts in order to collect the compensation awards, and that US authorities never accepted an Argentine proposal to resolve a difference in interpretation in the ICSID decisions.

The foreign ministry also called the decision to reduce by US\$18 million the benefits that Argentine exporting companies receive "manifestly incomprehensible," given the US\$18 billion in bilateral goods and services trade.

"It's not true that we don't want to pay. We just wish to do so in line with the norms of our country," Jorge Argüello, Argentina's ambassador to the US, has said repeatedly in recent weeks in anticipation of the White House announcement.

South Sudan added to preference scheme

Also on Monday, the White House announced that newly independent South Sudan would be receiving access to the US preferences programme.

"The GSP programme is an important tool for helping developing countries to grow their economies through increased trade," US Trade Representative Ron Kirk said in a statement.

"The President's designation of the Republic of South Sudan as a GSP beneficiary country provides an opportunity for this newly independent nation to use trade to boost its

economic development and, we hope, will encourage it to continue needed economic reforms," Kirk added.

As South Sudan was designated as a least developed country under the scheme, nearly 4,900 tariff lines will be eligible for duty free treatment. The move is the first step toward South Sudan becoming eligible for the African Growth and Opportunity Act (AGOA), which builds on the GSP by eliminating US import duties on nearly all products exported from the 40 sub-Saharan African countries that currently qualify for the special privileges.

ICTSD reporting; "E.E.U.U. acusó a la Argentina de 'no actuar de buena fe'," LA NACIÓN, 27 March 2012; "Obama sancionó a la Argentina y hubo una dura respuesta oficial," CLARÍN, 27 March 2012; "UPDATE 3-Obama says to suspend trade benefits for Argentina," 26 March 2012; "US extends trade benefit program to South Sudan," REUTERS, 27 March 2012.

*This article is published under **Bridges, Volume 16 - Number 12***

PREVIOUS ARTICLE

WTO Panel Hearing: Canada Defends Feed-in Tariff as Necessary Govt Procurement

28 March 2012

The legality of government support for renewable energy initiatives took centre stage in Geneva this week, with a landmark case against Canada being heard at the WTO. A three person dispute panel...

NEXT ARTICLE

India Confirms Boycott of EU Aviation Emissions Rule

28 March 2012

Tensions continue to run high over the inclusion of aviation in the EU's Emissions Trading System (ETS), after Indian government officials confirmed last Thursday that New Delhi would be asking its...

RELATED NEWS

BRIDGES

Highlights of the Draft Modalities for Agriculture

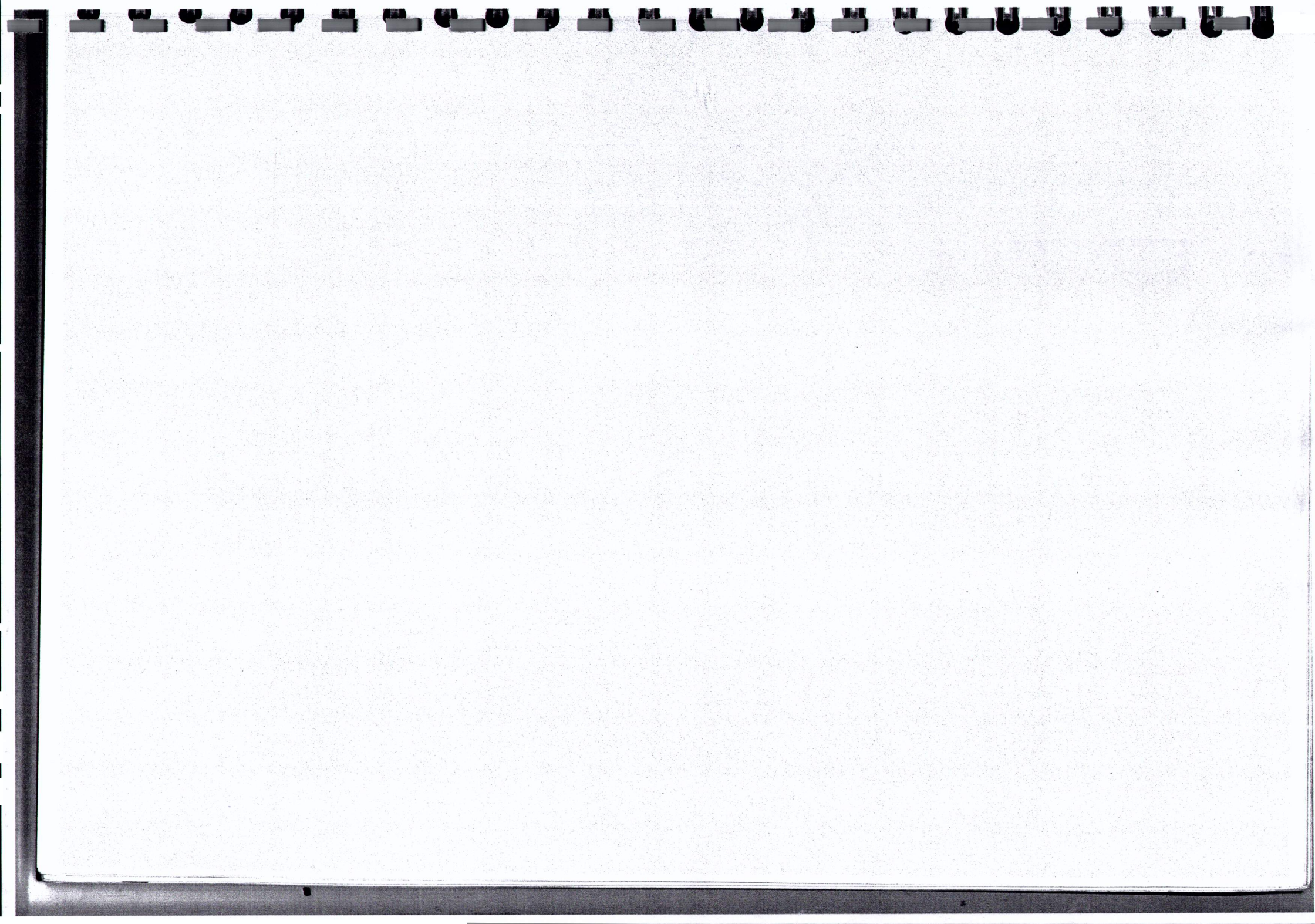
1 August 2007

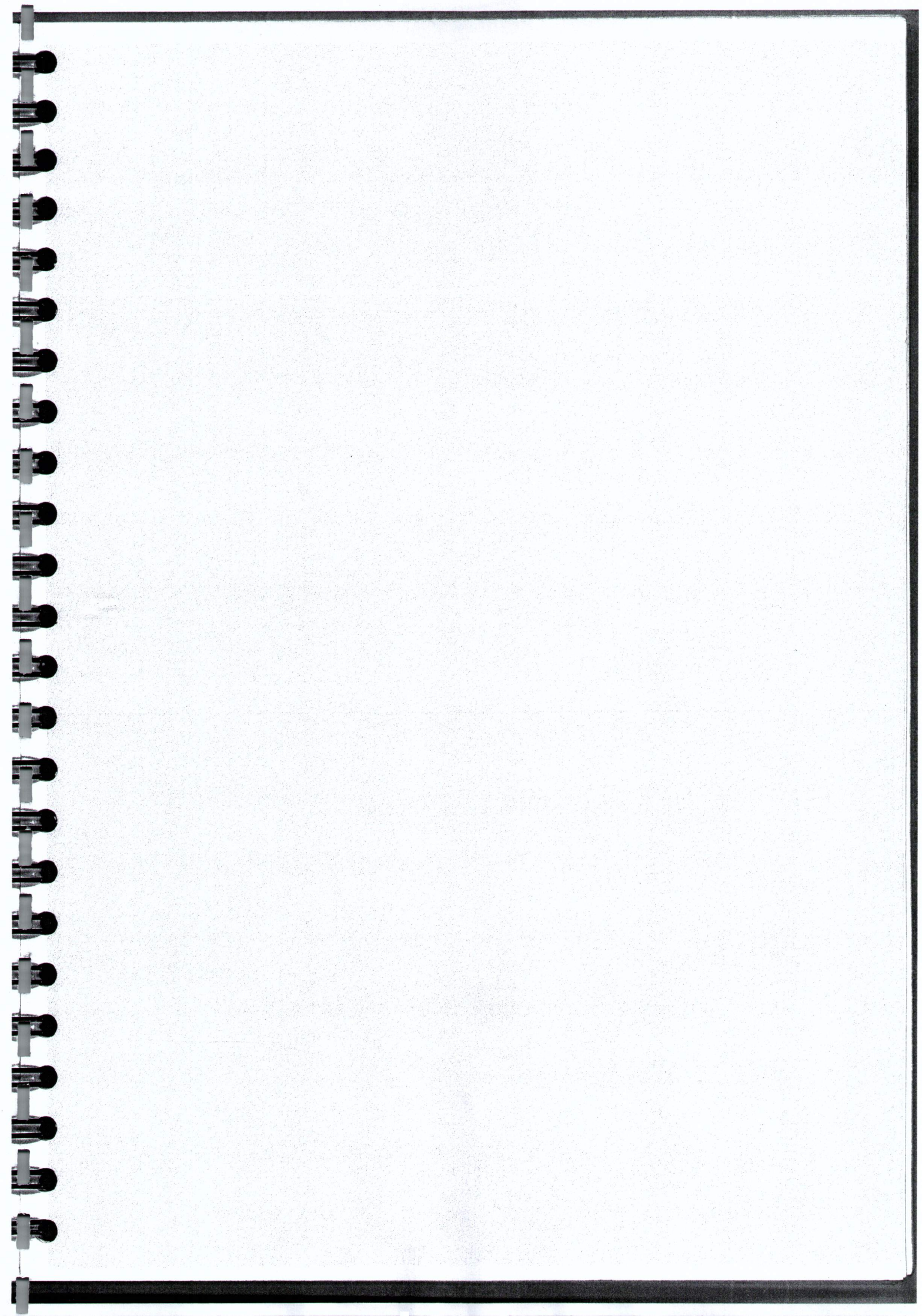
BRIDGES

In Brief

6 March 2001

一、二、三、四、五、六、七、八、九、十、十一、十二、十三、十四、十五、十六、十七、十八、十九、二十、二十一、二十二、二十三、二十四、二十五、二十六、二十七、二十八、二十九、三十、三十一、三十二、三十三、三十四、三十五、三十六、三十七、三十八、三十九、四十、四十一、四十二、四十三、四十四、四十五、四十六、四十七、四十八、四十九、五十、五十一、五十二、五十三、五十四、五十五、五十六、五十七、五十八、五十九、六十、六十一、六十二、六十三、六十四、六十五、六十六、六十七、六十八、六十九、七十、七十一、七十二、七十三、七十四、七十五、七十六、七十七、七十八、七十九、八十、八十一、八十二、八十三、八十四、八十五、八十六、八十七、八十八、八十九、九十、九十一、九十二、九十三、九十四、九十五、九十六、九十七、九十八、九十九、一百





V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE
CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — ROUMANIE

Aide d'État SA.38517 (2014/C) (ex 2014/NN) — Mise en œuvre de la sentence arbitrale Micula/
Roumanie du 11 décembre 2013

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le
fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2014/C 393/03)

Par lettre du 1^{er} octobre 2014, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à la Roumanie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne au sujet de la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
MADO 12/063 — 1049 Bruxelles
Belgique
Fax + 32 22961242
Courriel: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à la Roumanie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

Procédure

Le 2 octobre 1998, la Roumanie a adopté l'ordonnance gouvernementale d'urgence n° 24/1998 (O.U.G. 24) octroyant à certains investisseurs de régions défavorisées une série d'incitations à l'investissement. Au cours des négociations d'adhésion, l'Union européenne a clairement indiqué que ces mesures d'incitation constituaient des aides d'État incompatibles avec le marché intérieur. La Roumanie a finalement abrogé les incitations problématiques avant son adhésion.

Par sentence arbitrale du 11 décembre 2013, le tribunal arbitral constitué en vertu du traité d'investissement bilatéral Roumanie — Suède sous les auspices du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) a décidé, dans l'affaire Micula et autres contre Roumanie⁽¹⁾, qu'en abrogeant les mesures d'incitation à l'investissement, la Roumanie avait manqué à son obligation de garantir un traitement juste et équitable des investissements des cinq demanderesse, violant ainsi l'article 2, paragraphe 3, du traité d'investissement bilatéral Roumanie — Suède. Le tribunal a enjoint à la Roumanie de verser 367 433 229 RON (quelque 82 millions d'euros⁽²⁾) de dommages et intérêts aux cinq demanderesse et de leur payer des intérêts jusqu'à l'exécution de l'intégralité de la sentence.

(1) Affaire CIRDI n° ARB/05/20, Ioan Micula, Viorel Micula, SC European Food SA, SC Starmill SRI, SC Multipack SRL contre Roumanie, sentence finale du 11 décembre 2013.

(2) Le taux de change de la Banque nationale de Roumanie du 11 décembre 2013 était de 4,45 RON pour un euro.

Au cours de la procédure d'arbitrage, la Commission était intervenue en qualité d'*amicus curiae* pour informer le tribunal d'arbitrage que le fait d'accorder des dommages et intérêts à la suite de la suppression des incitations à l'investissement reviendrait à rétablir un régime d'aides incompatible avec le marché intérieur. Le versement de dommages et intérêts qui revenait à rétablir une aide d'État incompatible avec le marché intérieur constituerait lui-même une aide d'État nouvelle, qui ne pouvait être octroyée qu'après avoir été autorisée par la Commission.

Après l'adoption de la sentence du 11 décembre 2013, les services de la Commission ont informé les autorités roumaines que toute mise en œuvre de cette sentence constituerait une aide nouvelle et devrait être notifiée à la Commission. En février 2014, les autorités roumaines ont informé les services de la Commission qu'elles avaient partiellement mis en œuvre la sentence, en déduisant des impôts dus par une des entreprises demanderesse les dommages et intérêts qu'il avait été enjoint à la Roumanie de verser. Par lettre du 26 mai 2014, la Commission a informé la Roumanie de sa décision d'émettre une injonction de suspension, obligeant ainsi la Roumanie à suspendre toute action pouvant conduire à l'exécution ou à la mise en œuvre de la sentence du 11 décembre 2013.

Les mesures soumises à examen

La mesure soumise à l'appréciation de la Commission est la mise en œuvre de la sentence du 11 décembre 2013. La sentence du 11 décembre 2013 a déjà été partiellement mise en œuvre, étant donné que la Roumanie a déjà déduit des impôts dus par une des entreprises demanderesse une partie des dommages et intérêts qu'il lui avait été enjoint de verser.

La pleine mise en œuvre de la sentence du 11 décembre 2013 signifierait le versement aux demanderesse, par la Roumanie, de 102,6 millions de RON à titre de dommages et intérêts pour la hausse du prix de certaines matières premières (pour l'importation desquelles les demanderesse ont dû payer des droits de douane après la révocation des incitations à l'investissement, lesquelles prévoyaient notamment une exonération douanière pour certaines matières premières); de 18,1 millions de RON à titre de dommages et intérêts pour la perte de la capacité de constituer des réserves de certaines matières premières à des prix inférieurs; et de 255,7 millions de RON à titre de dommages et intérêts pour le manque à gagner découlant des ventes de produits finis non réalisées. En outre, la Roumanie devrait payer des intérêts sur ces montants jusqu'à la date de pleine exécution de la sentence du 11 décembre 2013.

Appréciation

La Commission est parvenue à la conclusion préliminaire que l'exécution de la sentence du 11 décembre 2013 constituerait une aide d'État nouvelle incompatible avec le marché intérieur. En particulier, la Commission considère à titre préliminaire que:

- les cinq demanderesse forment une seule unité économique exerçant des activités économiques et constituent une entreprise aux fins de l'article 107 du TFUE;
- l'exécution de la sentence du 11 décembre 2013 procurerait aux demanderesse un avantage économique qu'il n'est pas possible d'obtenir d'une autre manière sur le marché. En particulier, l'exécution de la sentence reviendrait à libérer les demanderesse de certains de leurs coûts de fonctionnement ordinaires (comme les droits de douane sur les matières premières), à leur accorder les montants dont elles auraient prétendument bénéficié si elles n'avaient pas eu à supporter leurs propres coûts de fonctionnement ordinaires, et à leur octroyer des intérêts sur les paiements qui les auraient libérées de leurs coûts de fonctionnement ordinaires;
- le fait que la sentence contraigne la Roumanie à verser des «dommages et intérêts» pour violation du traité d'investissement bilatéral Roumanie — Suède n'empêche, en outre, nullement de conclure à l'existence d'un avantage, étant donné que le respect, par un État membre, des obligations découlant d'un traité d'investissement bilatéral conclu avec un autre État membre ne peut faire obstacle à l'application du droit de l'Union, notamment des règles en matière d'aides d'État;
- l'exécution de la sentence constituerait une «aide nouvelle». Aux fins du droit des aides d'État, le fait que certains des coûts de fonctionnement qui seraient effectivement remboursés aient été exposés par les demanderesse avant l'entrée en vigueur du TFUE pour la Roumanie n'a aucune importance, étant donné que le moment déterminant est celui où l'État décide de libérer l'entreprise concernée de la charge économique que ces coûts constituent;

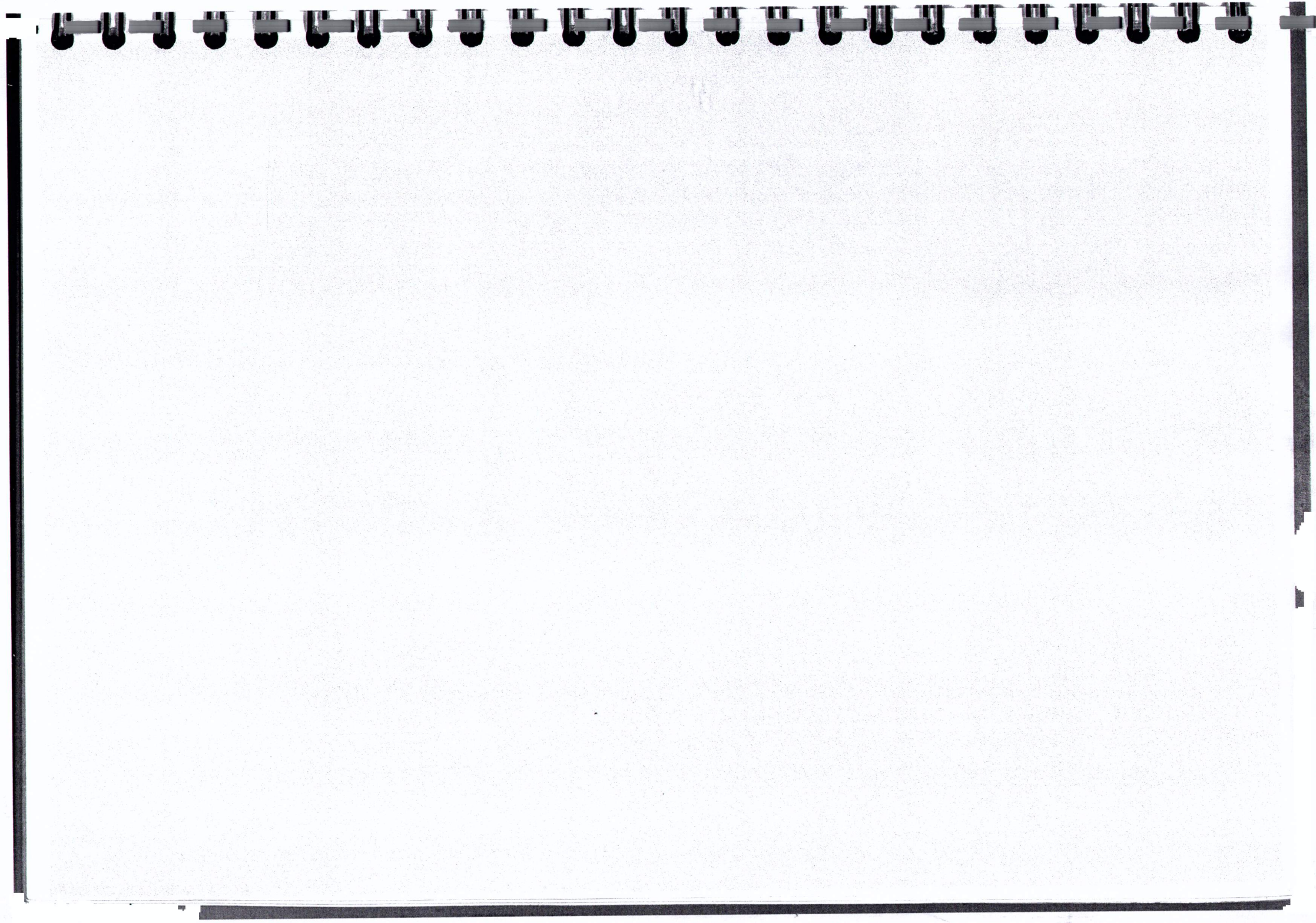
- il existe de sérieux doutes quant à la possibilité de déclarer l'exécution de la sentence compatible avec le marché intérieur sur le fondement des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2007-2013 et des lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020 ou sur la base de tout autre motif de compatibilité.

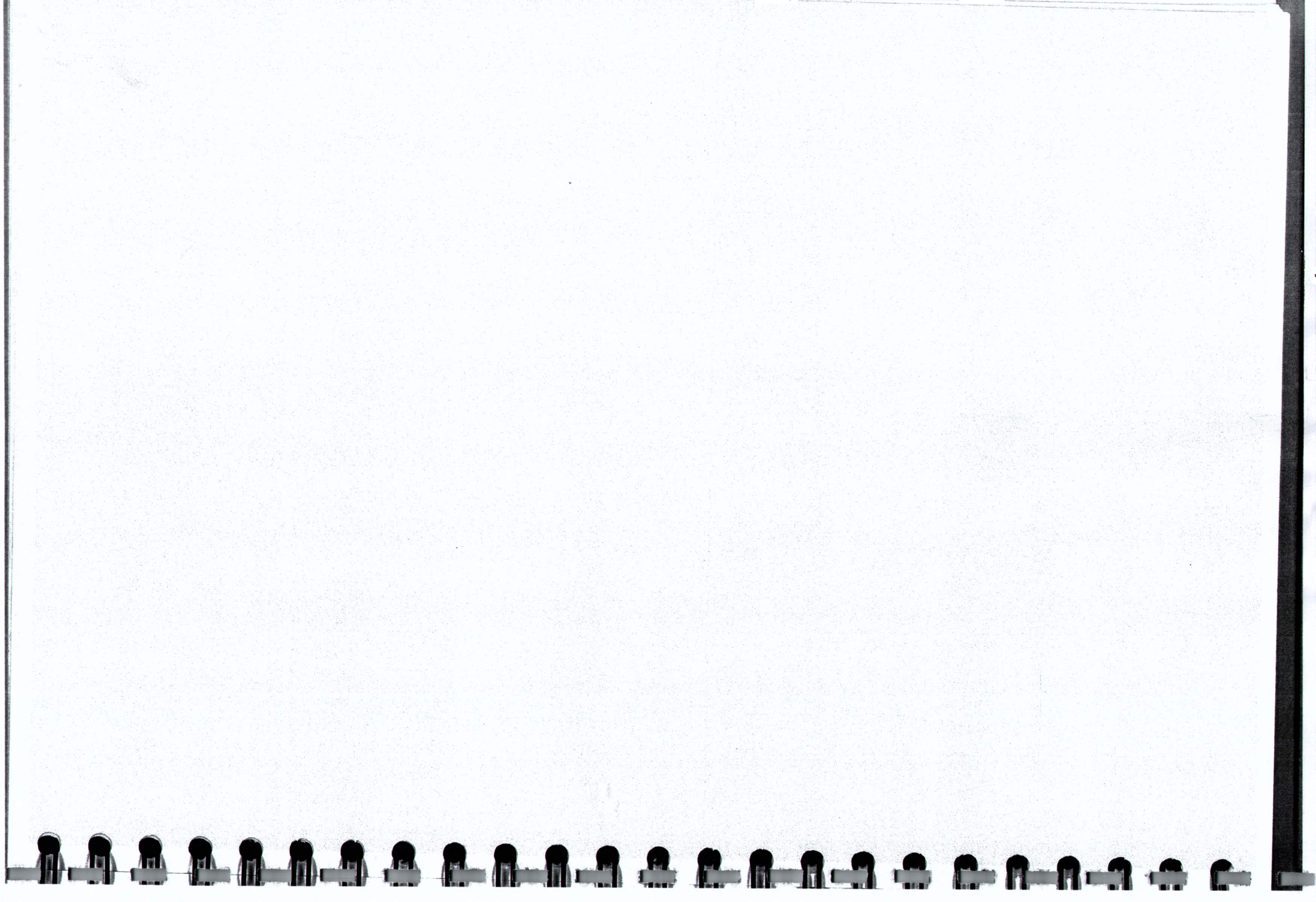
La Commission note que l'exécution de la sentence du 11 décembre 2013 ne lui a pas été notifiée conformément à l'article 108, paragraphe 3, du TFUE.

À la lumière des considérations qui précèdent, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure formelle d'examen prévue à l'article 108, paragraphe 2, du TFUE à l'égard de la mesure décrite ci-dessus.

Conformément à l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.







The decision of the Court of Appeals of Paris illustrates perfectly the distinction between recognition and enforcement of ICSID awards, and subsequent execution.

In order to appreciate the full impact of this decision, it may be useful to mention that following attempts to attach in France the assets of foreign sovereigns, and in particular Nigeria and Libya, the French Courts, while granting recognition and enforcement to foreign arbitral awards against foreign sovereigns are now inclined to qualify the order granting recognition (exequatur) by stipulating that any measure of execution against the assets of the foreign state involved will be subject to prior authorization of the recognizing court.

When the ICSID award against the People's Republic of the Congo was presented to the Parisian Lower Court for recognition and enforcement, the Court simply applied that same qualification to the recognition and enforcement, thereby ignoring the provision of the ICSID Convention.

Quite correctly, the judgment of the Court of Appeals of Paris corrects the situation by removing the qualification. The judgment, therefore, reveals the advantages of ICSID awards, as contrasted with ordinary foreign arbitral awards. As soon as an ICSID award is recognized, it becomes a valid title on the basis of which measures of execution can be taken, e.g., in the form of attachment. Whether the French doctrine of immunity from execution might subsequently be a bar to execution is another matter. The French doctrine is not, at the present time, perfectly clear. Although the French Courts continue to hold that immunity from execution may obtain even in cases in which a foreign state is not entitled to, or has waived (e.g., by submitting to arbitration, in France or elsewhere), its immunity from suit, it is not excluded that execution against the commercial assets of a foreign state might be possible (see Delaume, Transnational Contracts (1980 updating), para. 12.03; see also T.G.I. Paris March 5, 1979, Procureur de la République v. Société LIAMCO 106 Journal du Droit International 857 (1979), commented on by Rambaud, "Les suites d'un différend pétrolier: l'affaire LIAMO devant le juge français", 25 Annuaire Français de Droit International 820 (1979)). If the French law of immunity evolves in that direction, the principle formulated by the Court of Appeals of Paris will take its full significance.

COURT OF APPEALS OF PARIS
JUDGMENT OF JUNE 6, 1981

BENVENUTI & BONFANT Company

V.

THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S
REPUBLIC OF CONGO

On April 16, 1973, an Agreement was executed by the Government of the People's Republic of Congo and the Italian company BENVENUTI & BONFANT, relating to the creation of a semi-public company for the manufacturing of plastic bottles.

This Agreement included, under Article 12, the following arbitration clause:

" Any dispute between the parties arising out of the performance of this Agreement, which could not be amicably settled, shall be submitted to arbitration within the framework of the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, of March 18, 1965, prepared by the I.B.R.D., the proceedings shall be conducted in the French language. The parties hereby agree to abide by the arbitral award and undertake to comply with its terms, and to waive any right to any appeal or other power(sic) of such award. The costs of arbitration shall be borne equally by the parties."

Following the creation of the PLASCO company and the execution of a contract dated April 21, 1973 between that company and the SODISCA company for the delivery, on a turn-key basis, of a plant for the manufacturing of thermo-plastic bottles, capable of producing about 8 millions units and of a plant for the bottling of mineral waters, disputes arose between the parties to the April 16, 1973 Agreement.

On December 15, 1977 the BENVENUTI & BONFANT Company addressed a request for arbitration, dated December 12, 1977, to the International Centre for Settlement of Investment Disputes.

The arbitral tribunal rendered its award on August 8, 1980.

At the request of the BENVENUTI & BONFANT Company, the President of the Tribunal da Grande Instance (the court of first instance) of Paris, by order of December 23, 1980, granted recognition to the award, however, subject to the following reservation:

" We rule that no measure of execution, or even a conservatory measure, can be taken pursuant to said award, on any assets located in France without our prior authorization."

The BENVENUTI & BONFANT Company, consistently with the rules of French procedure in such cases, lodged an appeal against that part of the order granting recognition which contained the reservation quoted above.

The President of the Tribunal de Grande Instance de Paris was asked, pursuant to article 952, para. 1 of the New Code of Civil Procedure, whether he would consider amending or deleting that part of his order which was objected to. By order dated January 13, 1981, he answered in the negative.

The appellant Company contends that the part of the order under appeal makes it, in effect, impossible to enforce the award.

The Company argues that under article 54, para. 2 of the Convention of Washington of 1965, the lower judge could only ascertain the existence (authenticity) of the award and that he has mixed up two different steps, i.e., that relating to the recognition and enforcement of the award and that regarding specific measures of execution.

The Company contends that the lower judge did not have to deal with this second step, which may raise the question of the immunity from execution of foreign States.

Accordingly, the BENVENUTI & BONFANT Company requests the deletion of that part of the order to which it objects.

THE COURT,

Considering that, as set forth in Article 54 of the Convention of Washington of March 18, 1965 on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, to which have acceded among other countries, the People's Republic of the Congo on December 27, 1965, Italy on November 18, 1965, and France on December 22, 1965:

" (1) Each Contracting State shall recognize an award rendered pursuant to this Convention as binding and enforce the pecuniary obligations imposed by that award within its territories as if it were a final judgment of a court in that State. A Contracting State with a federal constitution may enforce such an award in or through its federal courts and may provide that such courts shall treat the award as if it were a final judgment of the courts of a constituent state.

(2) A party seeking recognition or enforcement in the territories of a Contracting State shall furnish to a competent

court or other authority which such State shall have designated for this purpose a copy of the award certified by the Secretary-General. Each Contracting State shall notify the Secretary-General of the designation of the competent court or other authority for this purpose and of any subsequent change in such designation.

(3) Execution of the award shall be governed by the laws concerning the execution of judgments in force in the State in whose territories such execution is sought."

That these provisions offer a simplified procedure for recognition and enforcement (exequatur simplifié) and restrict the function of the court designated for the purposes of the Convention by each Contracting State to ascertaining the authenticity of the award certified by the Secretary-General of the International Centre for Settlement of Investment Disputes;

Considering that Article 55 of the aforesaid Convention of Washington effectively provides that:

" Nothing in Article 54 shall be construed as derogating from the law in force in any Contracting State relating to immunity of that State or of any foreign State from execution."

But considering that the order granting recognition and enforcement to an arbitral award does not constitute a measure of execution but is only a decision preceding possible measures of execution.

That the lower judge, requested pursuant to Article 54 of the Convention of Washington, could not, therefore, without exceeding his authority, deal with the second step, that of execution, to which relates the question of the immunity from execution of foreign States;

That, consequently, the part of the order of December 23, 1980 of the President of the Tribunal de Grande Instance of Paris, which is the object of this appeal should be deleted;

FOR THESE REASONS

Amend, within the scope of this appeal, the order rendered on December 23, 1980 by the President of the Tribunal de Grande Instance of Paris;

Delete from that order the following provision:

" We rule that no measure of execution, or even a conservatory measure, can be taken pursuant to said award, on any assets located in France, without our prior authorization."



[1] "LETCO's opposition to Liberia's motion misapprehends Liberia's position. The Republic does not, in this litigation, seek to vacate the [page "662"] award as determined by the arbitration conducted pursuant to the CSID Convention and Rules. What Liberia seeks to vacate is the judgment entered in this court based upon the arbitration award and to enjoin the issuance of executions to seize its property or assets in order to satisfy the judgment. It contends that this court was without jurisdiction to enter the judgment or to enforce the award by the issuance of executions against its property in the United States under the Foreign Sovereign Immunities Act ("FSIA"), and that it did not surrender or waive its sovereign immunity by entering into the Concession Agreement, by agreeing to arbitration, or by reducing the forestry area and then finally cancelling the contract.

[2] "In broad outline, the concession contract, which involved the Liberian forest, one of its most valuable resources, was intended to bolster Liberia's economy, create new jobs, protect the forest preserve, stimulate reforestation and provide funds for the needs of the people of Liberia. LETCO and other entities engaged by Liberia for that purpose were regulated to ensure better utilization of the forest and to prevent waste. The granting of a concession to exploit that natural resource and the subsequent revocation of that concession were regulations of Liberia's natural resources and entailed an exercise of powers peculiar to a sovereign.⁽¹⁾ Indeed, LETCO does not dispute that such activities were a governmental function.

[3] "However, LETCO contends that Liberia waived its sovereign immunity in this case by entering into the concession contract whereby it agreed to submit any disputes arising under that contract to CSID arbitration pursuant to the Convention, a treaty ratified by more than seventy-five countries, including the United States, the Liberian [page "663"] Republic and France.⁽²⁾ In support of its position LETCO emphasizes Art. 54 of the Convention, which provides:

'Each Contracting State shall recognize an award rendered pursuant to this Convention as binding and enforce the pecuniary obligations imposed by that award within its territories as if it were a final judgment of a court in that State.'

[4] "The United States, as a signatory to the treaty, is such a State and the Foreign Sovereign Immunities Act is also applicable here. The broad questions presented are: whether the District Court had subject matter jurisdiction, under Sects. 1604 and 1605 of the FSIA, to enter judgment based upon the arbitration award,⁽³⁾ and if so, whether it also had the power to issue executions, under Sects. 1609 and 1610 of the FSIA, upon property of Liberia to enforce the judgment. These issues require a determination of whether or not Liberia expressly or impliedly waived its sovereign immunity, and whether the property which LETCO seeks to execute the judgment upon is used for a commercial activity in the United States.

[5] "First, as to whether this Court has subject matter jurisdiction, reference has already been made to Art. 54 of the Convention, which obligates the United States, as a signatory thereto, to recognize and enforce the pecuniary obligation of the award as if it were a final judgment of a court of the United States. The *ex parte* judgment makes reference to 22 U.S.C. § 1650a, which provides the enabling legislation for Art. 54. The FSIA provides that a foreign State is immune from the jurisdiction of the courts of the United States and of the states except for specifically enumerated exceptions. One such exception occurs when

'the foreign State has waived its immunity either explicitly or by implication, notwithstanding any withdrawal of the waiver which the foreign State may purport to effect except in accordance with the terms of the waiver.' [page "664"]

[6] "Liberia, as a signatory to the Convention, waived its sovereign immunity in the United States with respect to the enforcement of any arbitration award entered pursuant to the Convention. When it entered into the concession contract with LETCO, with its specific provision that any dispute thereunder be settled by arbitration under the rules of CSID and its enforcement provision thereunder, it invoked the provision contained in Art. 54 of the Convention which requires enforcement of such an award by Contracting States. That action, and reading the treaty as a whole, leaves little doubt that the signatories to the Convention intended that awards made pursuant to its provisions be given full faith and credit in their respective jurisdictions subject to such rights as are reserved by signatories

thereunder.⁽⁴⁾ Therefore, Liberia clearly contemplated the involvement of the courts of any of the Contracting States, including the United States as a signatory to the Convention, in enforcing the pecuniary obligations of the award.⁽⁵⁾

[7] "The fact that LETCO is a French entity and Liberia a foreign sovereign does not deprive the District Court of subject matter jurisdiction.⁽⁶⁾ Thus, this Court had jurisdiction to direct the entry of judgment [E] page "665" against Liberia to enforce the pecuniary obligations of the arbitration award in favour of LETCO. The motion to vacate the judgment is denied.

[8] "We next consider the separate issue of Liberia's motion to vacate the executions issued against Liberia's property or assets to enforce and collect the judgment. Art. 55 of the Convention provides that

'Nothing in Art. 54 shall be construed as derogating from the law in force in any Contracting State relating to immunity of that State or of any foreign State from execution.' (emphasis supplied). 28 U.S.C. § 1610(a) provides exceptions to the immunity of a foreign State from execution upon a judgment entered by a Court of the United States if the property is or was 'used for a commercial activity in the United States'.

[9] "The essence of Liberia's argument concerning its immunity from execution of the judgment, however variously stated, is that the executions upon the judgment entered in this court have been served on, among other entities, shipowners located in the United States and agents of Liberia appointed to collect from such shipowners tonnage fees, registration fees and other taxes due the government - that these fees are collected as taxes designed to raise revenues for the Republic of Liberia and, as such, are sovereign and not commercial assets under the Liberian maritime law and regulations, and thus immune from execution since they are not 'property ... used for a commercial activity'.

[10] "LETCO, with respect to the registry fees and tonnage taxes that have been levied upon within this district, does not dispute that they are tax revenues ultimately payable to Liberia, but asserts that of the gross amounts due and collected from companies under Liberian registry, 27% is retained for operating and administrative expenses and profits by United States corporations or citizens who render services in collecting the funds. In consequence, LETCO argues that those payments reflect commercial activities within the purview of Sect. 1610(a). Upon the argument of this motion, LETCO conceded that if, instead of employing United States corporations or citizens to collect the registry fees and tonnage taxes, Liberia had engaged personnel of the Liberian Consulate stationed in the United States, that taxes so collected would be beyond the reach of execution. [Footnote omitted.] This rather fine distinction is without substance. It does not make sense to say that because Liberia engaged and gave employment to United States citizens, instead of utilizing the services of its consulate [E] page "666" employees stationed in the United States, it thereby forfeited its sovereign immunity with respect to its right to the taxes so collected. The nature of the amounts due from ships flying the Liberian flag, the registration fees or taxes, is constant. They are tax revenues for the benefit of the Government of Liberia, and the method employed to effect their collection does not destroy the basic nature of that collection. The levy and collection of taxes intended to serve as revenues for the support and maintenance of governmental functions are an exercise of powers particular to a sovereign.

[11] "Accordingly, Liberia's motion to vacate the executions upon such funds is granted and the United States Marshal is directed to release the funds so attached (less his lawful fees). Further, LETCO is enjoined from issuing executions against such registry fees and taxes; however, LETCO is not enjoined from issuing executions with respect to any properties which are used for commercial activities and that may fall within one of the exceptions delineated in Sect. 1610." [E] page "667"

¹ The Court referred to *Mbl, Inc. v. Peoples Republic of Bangladesh*, 736 F.2d 1326 (9th Cir.) (the granting and revocation of a license to export monkeys were sovereign acts); cert. denied, 469 US 1037, 105 S.Ct. 513, 83 L.Ed.2d 403 (1984); *United States v. Ruster*, 712 F.2d 409 (9th Cir.1983) (granting a concession to exploit natural resources entails an exercise of powers peculiar to a sovereign); *International Assoc. of Machinists and Aerospace Workers v. Organization of Petroleum Exporting Countries*, 477 F.Supp. 553 (C.D.Cal.1979) (the control over a nation's natural

resources stems from the nature of sovereignty), *affd.*, 649 F.2d 1354 (9th Cir.1981), cert. denied, 454 US 1163, 102 S.Ct. 1036, 71 L.Ed.2d 319 (1982). Cf. *Parker v. Brown*, 317 US 341, 63 S.Ct. 307, 87 L.Ed. 315 (1943) (California state program which controlled the marketing of raisins grown in the state was an act of government).

² In a footnote, the Court added:

"LETSCO is owned and controlled by French nationals, and the parties agreed to treat it as a national of another Contracting State for purposes of the Convention, pursuant to Art. 25(2)(b); hence the Convention was applicable to the contract."

³ The Court referred to *Verlinden B.V. v. Central Bank of Nigeria*, 461 U.S. 480, 493-94 n. 20, 103 S.Ct. 1962, 1971 n. 20, 76 L.Ed.2d 81 (1983).

⁴ The Court referred to *Frolova v. Union of Soviet Socialist Republics*, 761 F.2d 370 (7th Cir.1985); *Tele-Oren v. Libyan Arab Republic*, 726 F.2d 774 (D.C. Cir.1984) (Bork, J., concurring), cert. denied, 470 U.S. 1003, 105 S.Ct. 1354, 84 L.Ed.2d 377 (1985).

⁵ In a footnote, the Court added:

"Art. 55 of the Convention does not affect this analysis because it only applies to the *execution* of a judgment once it is entered. Art. 55 involves Sects. 1609 and 1610 rather than Sects. 1604 and 1605."

⁶ The Court referred to *Verlinden B.V. v. Central Bank of Nigeria*, 488 F.Supp. 1284 (S.D.N.Y. 1980), *affd.* on other grounds, 647 F.2d 320 (2d Cir.1981), *rev'd.* on other grounds, 461 U.S. 480, 103 S.Ct. 1962, 76 L.Ed.2d 81 (1983). The Court added in n. 11:

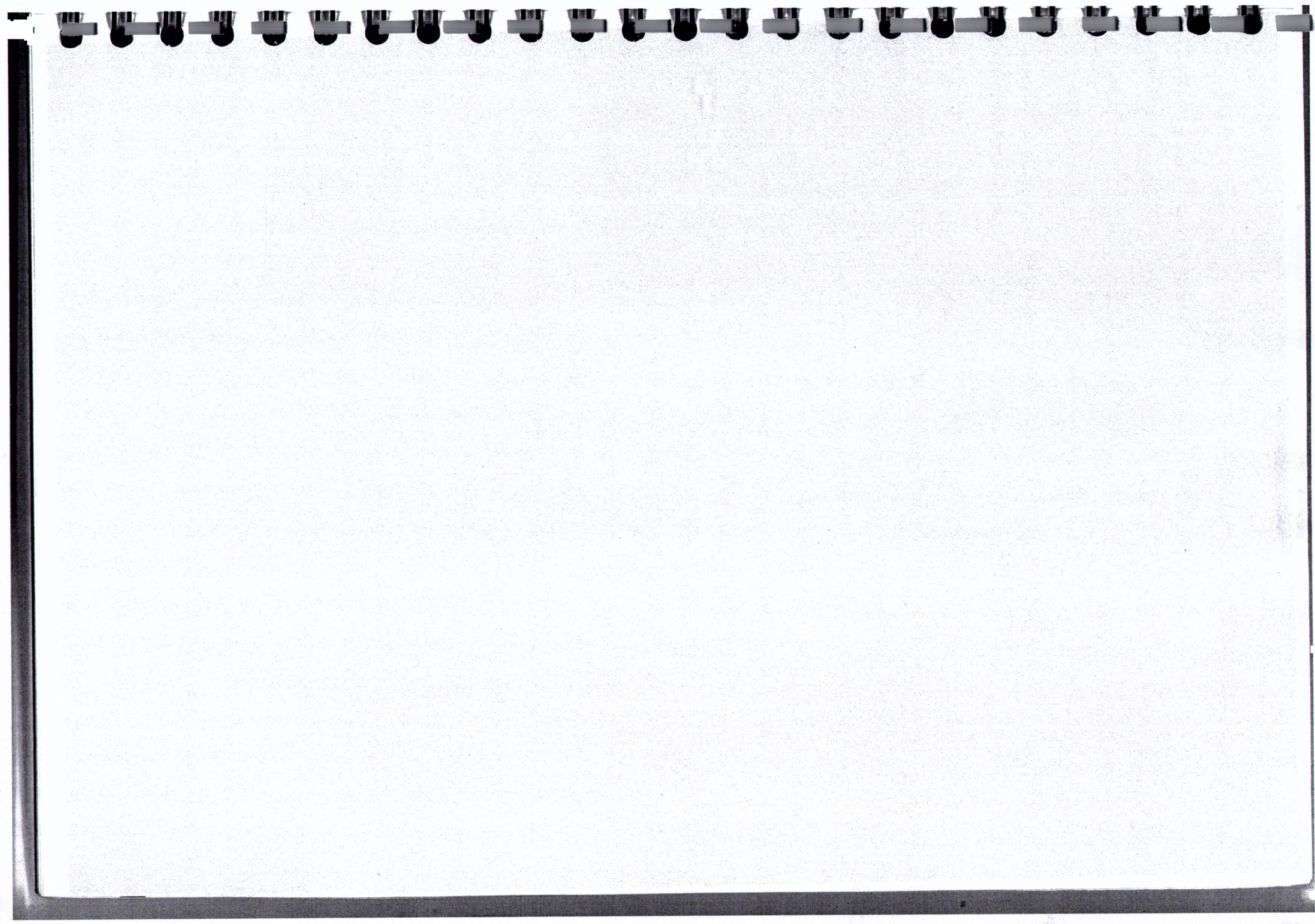
"The Act of State Doctrine is not applicable here because the enforcement of the arbitration award, which is at issue here, does not involve the courts of the United States sitting in judgment on the acts of the government of another. See *Banco Nacional de Cuba v. Sabbatino*, 376 US 398, 84 S.Ct. 923, 11 L.Ed.2d 804 (1964). In this case, a United States court is merely asked to enforce an award pursuant to an arbitration to which Liberia consented (in fact, the Convention gives the arbitration panel the authority to determine its own jurisdiction and competency) and which it consented to the enforcement of by the Contracting States. No adjudication or consideration of the merits of the award or of the underlying governmental activity is involved."

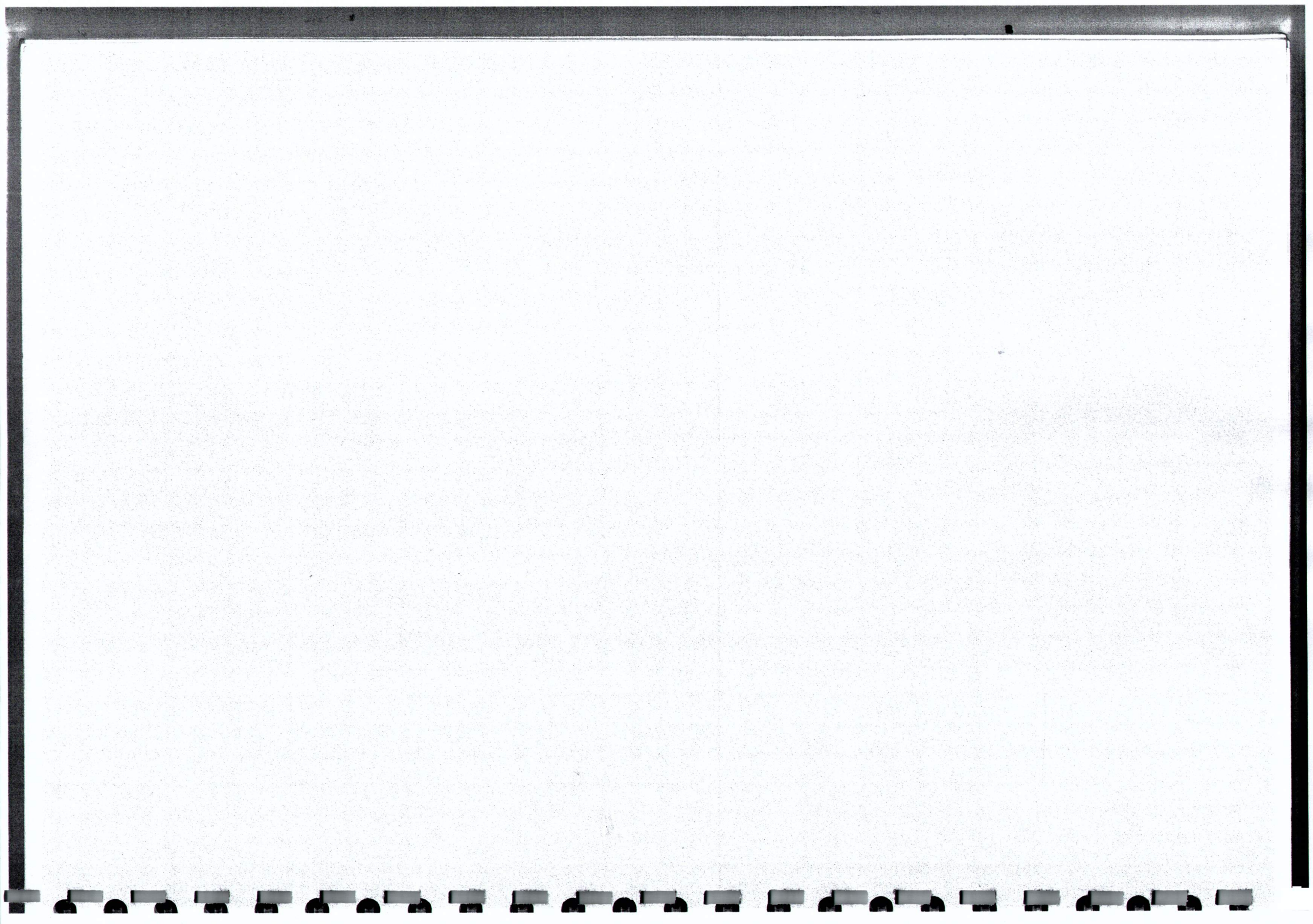
© 2015 Kluwer Law International BV (All rights reserved).

Kluwer Arbitration is made available for personal use only. All content is protected by copyright and other intellectual property laws. No part of this service or the information contained herein may be reproduced or transmitted in any form or by any means, or used for advertising or promotional purposes, general distribution, creating new collective works, or for resale, without prior written permission of the publisher.

If you would like to know more about this service, visit www.kluwerarbitration.com or contact our Sales staff at sales@kluwerlaw.com or call +31 (0)172 64 1562.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100





USDC SDNY
DOCUMENT
ELECTRONICALLY FILED
DATE FILED 11/10/11

UNITED STATES DISTRICT COURT
SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK

FUNNEKOTTER, et al.,

Petitioners,

-against-

REPUBLIC OF ZIMBABWE,

Respondent.

X
:
:
:
09 Civ. 08168 (CM) (THK)
:
MEMORANDUM OPINION AND
ORDER
:
:
:
X

-----X
THEODORE H. KATZ, United States Magistrate Judge.

Petitioners have motioned this Court to impose sanctions on Respondent, the Republic of Zimbabwe, for failure to comply with the Court's Discovery Order of July 8, 2011. Petitioners ask the Court to preclude Respondent from arguing that various Zimbabwean corporations, ("Commercial Entities"),¹ are not alter egos of Respondent; to find that the Commercial Entities are, in fact, the alter egos of Respondent; to impose a monetary penalty on Respondent; and to award them attorneys' fees and costs. For the reasons set forth in this Order, the motion is granted in part and denied in part.

BACKGROUND

In April 2009, Petitioners obtained an arbitral award against

¹ The corporations are the Zimbabwe Mining Development Corporation, the Mineral Marketing Corporation of Zimbabwe, the Agricultural Development Bank of Zimbabwe, the Industrial Bank of Zimbabwe, and the Reserve Bank of Zimbabwe.

the Republic of Zimbabwe before the International Centre for Settlement of Investment Disputes ("ICSID"). Petitioners brought an action in the Southern District of New York to confirm and enforce that award. While Zimbabwe participated in the arbitration proceedings, it has not yet appeared in the present action.

On February 1, 2010, United States District Judge Colleen McMahon confirmed the arbitral award and entered judgment against the Republic of Zimbabwe in the amount of \$25,120,171.33. After Zimbabwe refused to pay the Judgment, Petitioners sought to amend the Judgment to name as Defendants on the Judgment five Zimbabwean corporations, the Commercial Entities, claiming that the corporations were "instrumentalities" of the Government of Zimbabwe under 28 U.S.C. § 1603(a). Petitioners also sought writs of execution against the Commercial Entities.

Judge McMahon refused to modify the Judgment, stating that Petitioners had failed to identify property owned by the Commercial Entities, located in the United States, and used for a commercial activity. Judge McMahon did not rule on the question of whether the Commercial Entities are "instrumentalities" of the Zimbabwean Government within the meaning of the Foreign Sovereign Immunities Act ("FSIA"), since without identifying the property to be executed upon, no writ of execution could issue. (See Order, dated Feb. 2, 2010, at 4.)

Petitioners then sought to establish the existence of property belonging to the Zimbabwean Government that could be attached, as well as the relationship of the Commercial Entities to the Government of Zimbabwe, by attempting to serve the Government of Zimbabwe and the Commercial Entities with requests for document production and interrogatories. After the Republic of Zimbabwe failed to respond² to the discovery requests and to Petitioners' request for relief from this Court, on July 8, 2011, the Court issued an Order compelling Zimbabwe to respond to Petitioners' discovery requests. The Order explicitly warned the Government of Zimbabwe that failure to comply could result in the imposition of sanctions.

Petitioners then motioned for a similar order, compelling the Commercial Entities to respond to discovery requests. This Court denied Petitioners' motion without prejudice, on September 14, 2011, noting that, inter alia, the Commercial Entities had never been found to be alter egos of Zimbabwe and that discovery could not be compelled against a nonparty under Federal Rule of Civil Procedure 33, or against a foreign nonparty under the Rule 45 subpoena requirements expressly incorporated into Rule 34 of the

²Service on Zimbabwe was made properly. (See Order, dated July 8, 2011, at 2-3.)

Federal Rules of Civil Procedure. (See Order, dated Sept. 14, 2011.)

Despite this Court's Order compelling discovery against Respondent, Zimbabwe has ignored its discovery obligations and failed to answer any interrogatories or produce any documents. Petitioners now seek sanctions against Zimbabwe declaring the Commercial entities to be alter egos. They also seek to preclude Zimbabwe from denying the alter ego status of the Commercial Entities. In addition, they seek monetary sanctions against Zimbabwe for its failure to comply with this Court's Order, as well as attorneys' fees and costs for the efforts expended in attempting to obtain the discovery.

DISCUSSION

I. Monetary Sanctions

Petitioners seek monetary sanctions, under Federal Rule of Civil Procedure 37(b)(2), of \$1,000.00 per day, until Zimbabwe complies with the Court's discovery Order. These sanctions would double every four weeks, until the sanctions reached \$16,000.00 per day. Rule 37(b)(2), however, does not give a court the power to impose monetary sanctions directly. It instead permits courts to treat failure to comply with a court order as contempt. See Fed. R. Civ. P. 37(b)(2)(A)(vii). And, as Petitioners have stated, they

seek monetary sanctions "... to both punish Zimbabwe's complete failure to respond and persuade it to appear in this action and comply with its obligations to Petitioners and the Court." (Pet'rs' Mem. at 2.) These reasons, insofar as they are proper reasons for imposing monetary sanctions for failure to comply with a discovery order, fall within the definition of contempt sanctions. See S. New England Tel. Co. v. Global NAPS Inc., 624 F.3d 123, 146 (2d Cir. 2010) ("[c]ivil contempt sanctions may serve 'dual purposes': securing 'future compliance with court orders' and 'compensa [ting] the party that has been wronged'") (quoting Paramedics Electromedicina Comercial, Limitada v. GE Med. Sys. Info. Techs., Inc., 369 F.3d 645, 657 (2d Cir. 2004) (alteration in original)); Manhattan Indus., Inc. v. Sweater Bee by Banff, Ltd., 885 F.2d 1, 5 (2d Cir. 1989) ("[civil contempt sanctions are] remedial and compensatory, not punitive."); Int'l Bus. Mach. Corp. V. United States, 493 F.2d 112, 115 (2d Cir. 1973) ("The hallmark of civil contempt is that the sanction imposed is only contingent and coercive."). Accord Musalli Factory for Gold & Jewelry Co. v. New York Financial LLC, No.06 Civ. 82(AKH), 2010 WL 2382415, at *3 (S.D.N.Y. June 14, 2010) (quoting Sweater Bee).³

³ In addition, all of the cases cited by Petitioners in support of their request for sanctions involve contempt sanctions in particular. (See Pet'rs' Mem. at 2-3.)

While district courts have wide discretion in imposing sanctions for failure to comply with discovery orders, see Novak v. Wolposs & Abramson, LLP, 536 F.3d 175, 177 (2d Cir. 2008), United States magistrate judges have limited civil contempt authority. See 28 U.S.C. § 636(e)(1), (4), (6).⁴ Therefore, this Court cannot grant Petitioners' request for contempt sanctions, but, if appropriate, can merely certify the question to Judge McMahon. See 28 U.S.C. 636(e)(6)(B)(iii). Under the circumstances of this case, however, and for the following reasons, the Court declines to certify the question of contempt.

In imposing a sanction, "where the purpose is to make the defendant comply ... [the court] must . . . consider ... the probable effectiveness of any suggested sanction in bringing about the result desired." United States v. United Mine Workers of Am., 330 U.S. 258, 304, 67 S. Ct. 677, 701 (1947); accord Paramedics Electromedicina, 369 F.3d at 657-58 ("The district court is counseled to consider several factors in calculating a fine, including . . . the 'probable effectiveness of any suggested sanction in bringing about [compliance]'") (quoting Perfect

⁴ To the extent that Petitioners seek sanctions to "punish" Respondent, the sanctions would constitute criminal contempt sanctions. Magistrate Judges have similarly limited powers to impose criminal contempt sanctions. See 28 U.S.C. § 636(e)(2) - (3), (6).

Fit Indus., Inc. v. Acme Quilting Co., Inc., 673 F.2d 53, 57 (2d Cir. 1982)). Here, there is no reason to believe that the contempt sanctions being sought would be effective in compelling Zimbabwe to comply with its discovery obligations, as none of Petitioners' or this Court's efforts thus far has been able to provoke even an appearance in this action from Zimbabwe. Indeed, Zimbabwe is now subject to a Judgment of the Court in an amount exceeding \$25 million, and, to this Court's knowledge, Petitioners have made little headway in collecting that Judgment. Under these circumstances, certifying Zimbabwe's contempt in order to impose monetary sanctions against it would be an empty and inefficient exercise.

II. Rule 37 Discovery Sanctions

1. Establishing or Precluding Opposition to Certain Matters

Petitioners ask the Court to deem it established that the Commercial Entities are the alter egos of the Government of Zimbabwe. The Court declines to do so.

Rule 37(b)(2)(A)(I) provides that "if a party or a party's officer, director, or managing agent . . . fails to obey an order to provide or permit discovery," a court may direct that "designated facts be taken as established for purposes of the action, as the prevailing party claims." But no part of the Rule addresses a court's finding facts established when to do so would

affect the rights of an entity that is not a party to the litigation, and as to whom there has been no discovery order, no less an order that has been disobeyed. Petitioners have not been permitted to compel discovery from the Commercial Entities, and they are not parties to this action. Yet, a finding that the Commercial Entities are alter egos of the Government of Zimbabwe would be a finding against them, since it would subject their assets to attachment by Petitioners, as part of their efforts to enforce their Judgment against the Government of Zimbabwe.

Petitioners cite no authority for the proposition that such a sanction is appropriate under these circumstances, nor has this Court found any decisions supporting the idea that Respondent's sanctionable behavior can be used as the basis for findings of fact against a third party. Cf. Letelier v. Republic of Chile, 748 F.2d 790, 795 n.2 (2d Cir. 1984) ("Rule 37 sanctions ensure that a party will not benefit from non-compliance with discovery orders. Yet, one party to litigation will not be subjected to those sanctions because of the failure of another to comply with discovery, absent a finding that the other party controlled the actions of the non-complying party."). Indeed, even where a non-party is subject to a court-ordered deposition or subpoena, and fails to comply, the only remedies available are those for contempt, not adverse findings against the non-party. See Fed. R. Civ. P. 37(b)(1); Fed.

R. Civ. P. 45(e); General Ins. Co of Am. v. Eastern Consol. Util., 126 F.3d 215, 220-21 (3d Cir. 1997). Accordingly, the Court will not impose a sanction concluding that the Commercial Entities are the alter egos of the Government of Zimbabwe.

Petitioners have also asked the Court to preclude the Government of Zimbabwe from denying the alter-ego status of the Commercial Entities. Under Rule 37(b)(2)(A)(ii), a court may issue an order "prohibiting the disobedient party from supporting or opposing designated claims . . ." Although, at first glance, this appears to be simply an alternative way of achieving the sanction against the Commercial Entities that this Court has refused to impose, it is, in fact, distinguishable.

When Petitioners sought to amend the Judgment entered against Zimbabwe to make the Commercial Entities parties to the Judgment, they sought a declaratory judgment from the District Court finding that the Commercial Entities are instrumentalities of the Government of Zimbabwe. The District Court declined to address that issue until Petitioners could identify property of the Commercial Entities that could be attached. Petitioners have not yet done so and, therefore, as things stand, the Commercial Entities have not been deemed alter egos or instrumentalities of the Government of Zimbabwe, and are not subject to the Judgment. Should there come a time when Petitioners are able to identify

attachable property of the Commercial Entities, and should Petitioners then proffer evidence to the Court tending to show that the Commercial Entities are the alter egos or instrumentalities of the Government of Zimbabwe, the Commercial Entities would, no doubt, be given the opportunity to respond. Should the Commercial Entities choose not to appear in this action, however, as a sanction for its failure to respond to Petitioners' discovery requests, the Government of Zimbabwe would be precluded from arguing that the Commercial Entities are not its alter egos.

Petitioners have repeatedly sought discovery in aid of the execution of their Judgment, pursuant to Rule 69(a)(2). They have properly served interrogatories and requests for document production on representatives of the Republic of Zimbabwe (see Order, dated July 8, 2011), seeking to establish facts regarding the extent of Respondent's ties to the Commercial Entities. Zimbabwe has simply ignored these requests, and has ignored the Orders of this Court. Therefore, precluding Respondent itself from denying the alter-ego status of the Commercial Entities is appropriate.

2. Attorneys' Fees and Costs

Petitioners also seek attorneys' fees and costs in the amount of \$16,749.50 and \$893.17, respectively, for the time spent attempting to secure from Zimbabwe the discovery authorized by this

Court's Orders. This sanction is specifically authorized by Rule 37. See Fed. R. Civ. P. 37(a)(5)(A) and (b)(2)(c). Nevertheless, it is a well-established rule in this Circuit "that absent unusual circumstances attorneys are required to submit contemporaneous records with the fee applications." Scott v. City of New York, 626 F.3d 130, 133 (2d Cir. 2010) (citing New York State Ass'n for Retarded Children v. Carey, Inc., 711 F.2d 1136 (2d Cir. 1983)); see also Whitney v. JetBlue Airways Corp., No. 07-CV-1397 (CBA), 2009 WL 4929274, at *4 (E.D.N.Y. Dec. 21, 2009) (noting in the context of a Rule 37 application: "It is clearly the attorney's burden to maintain contemporaneous records, see F. H. Krear & Co. v. Nineteen Named Trustees, 810 F.2d at 1265, and fee applications are subject to denial where the fees have not been adequately documented. See, e.g., Riordan v. Nationwide Mut. Fire Ins. Co., 977 F.2d 47, 53 (2d Cir.1992).").

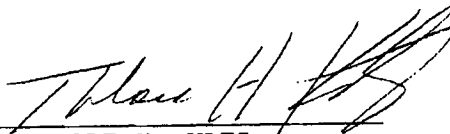
Petitioners have submitted no time records reflecting the work the for which they seek fees, their hourly rates, or evidence of the costs expended. Accordingly, their request for the award of fees and costs is denied.

CONCLUSION

For the reasons set out in this Opinion, Petitioners' motion for sanctions is denied with respect to: (1) monetary contempt sanctions, (2) attorneys' fees and costs, and (3) their request

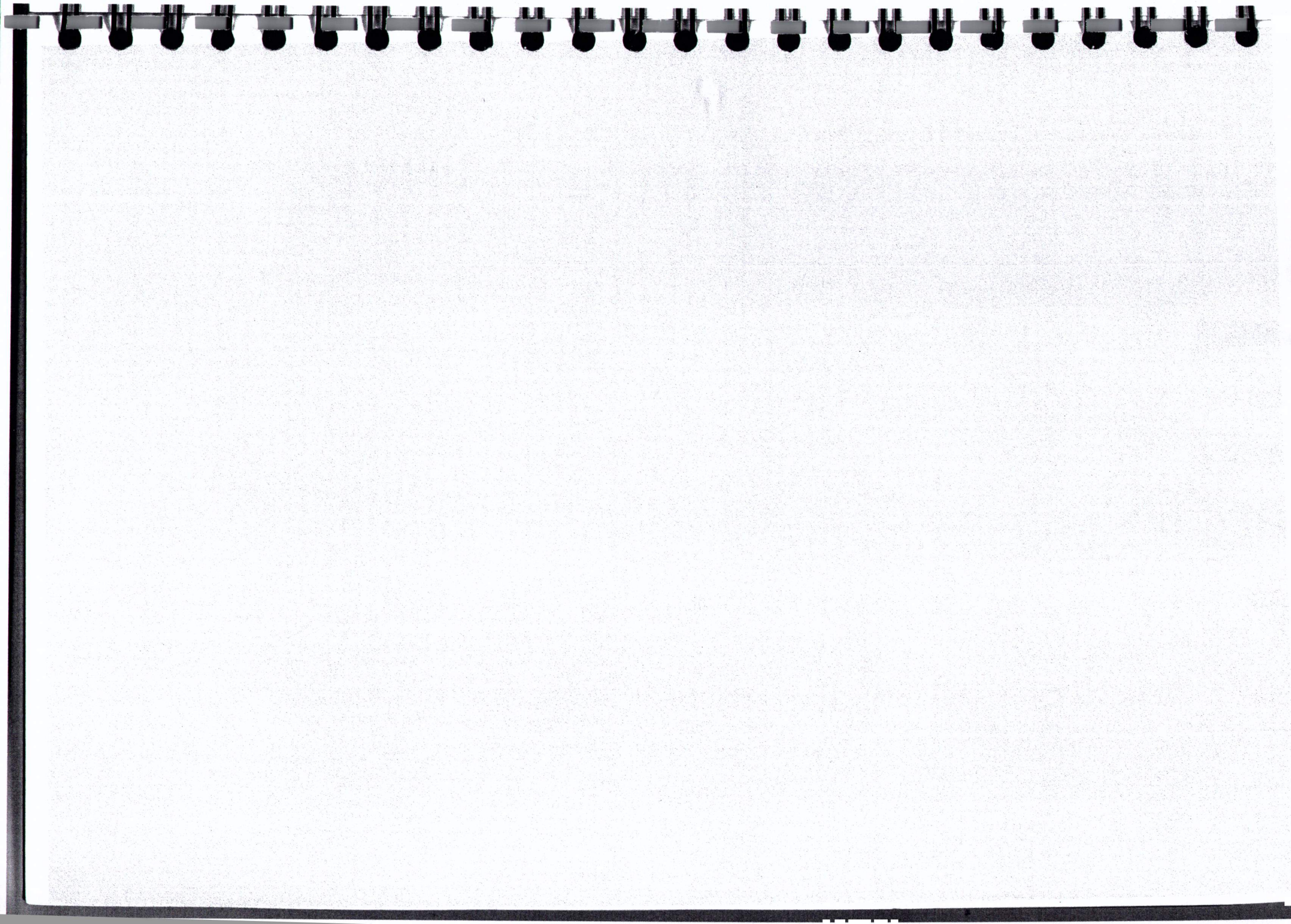
that the Commercial Entities be deemed alter egos of the Government of Zimbabwe. Their motion is granted with respect to precluding Respondent Zimbabwe from denying that the Commercial Entities are its alter egos.

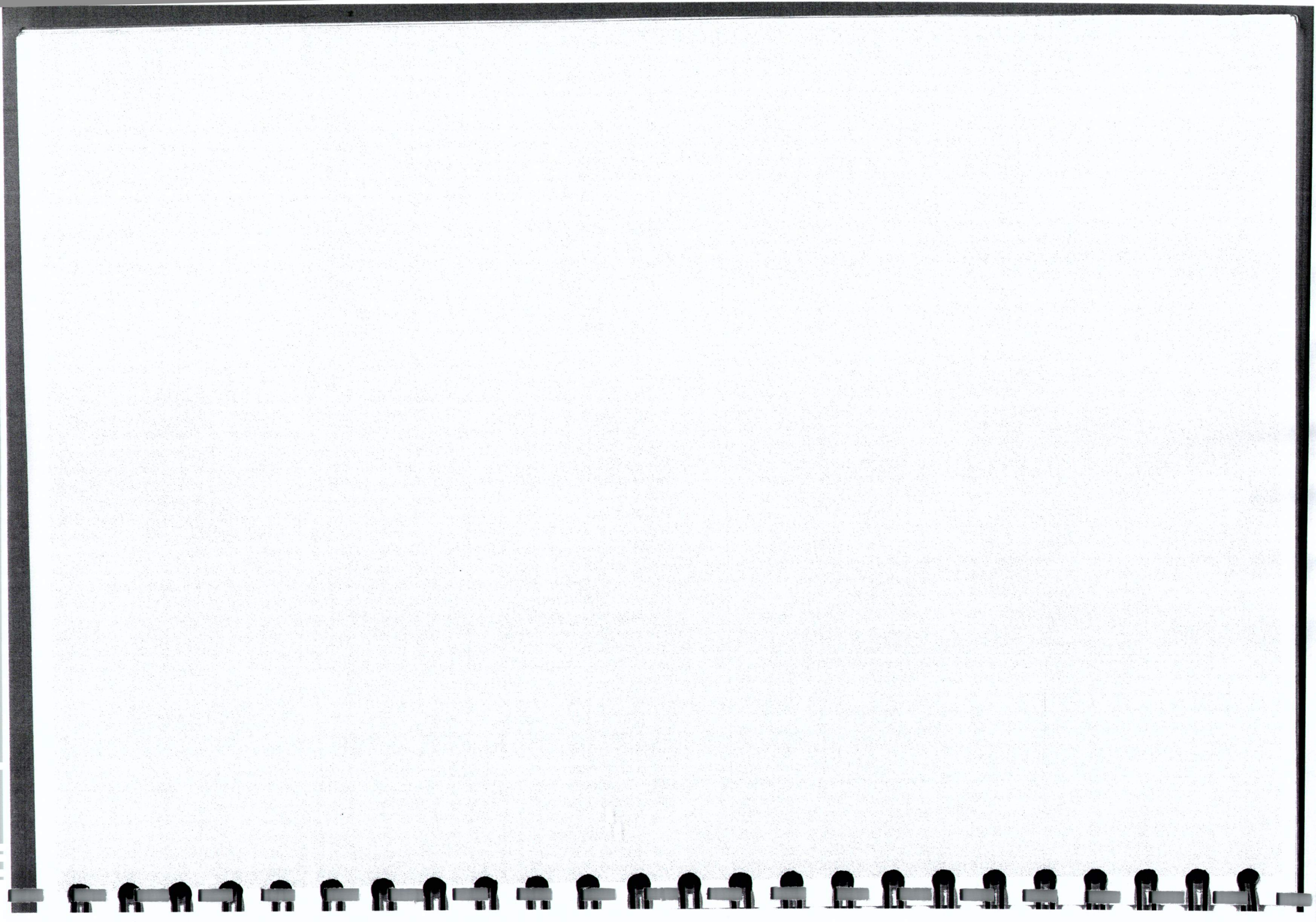
SO ORDERED.



THEODORE H. KATZ
UNITED STATES MAGISTRATE JUDGE

Dated: November 10, 2011
New York, New York





Home / Our Sources / About Us / FAQs / Advanced Search



Not what you're looking for? Try an advanced search.

Buy This Entire Record For \$7.95

Official citation and/or docket number and footnotes (if any) for this case available with purchase.
Learn more about what you receive with purchase of this case.

[Buy Now](#) [Add To Cart](#)

MIMINCO, LLC, et al., Petitioners, v. DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO, Respondent.

UNITED STATES DISTRICT COURT FOR THE DISTRICT OF COLUMBIA

February 9, 2015

MIMINCO, LLC, et al., Petitioners,
v.
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO, Respondent.

**View
PDF**

- 1) Click the download button
- 2) This will take you to our web page
- 3) Download the FREE product

fromDOCtoPDF

Download

[9]

Re Document No.: 1

[10]

MEMORANDUM & ORDER

[11]

Granting in Part and Denying in Part Petition to Confirm ICSID Arbitration Award

[12]

Mimincoco, LLC, John Dormer Tyson, and Ilunga Jean Mukendi ("Petitioners") filed a petition in this Court to confirm an arbitral award rendered under the Convention on the Settlement of Investment Disputes Between States and Nationals of Other States ("ICSID Convention"). **See generally** Pet., ECF No. 1. The award obligates the Democratic Republic of the Congo ("Respondent") to pay Petitioners \$13 million for the satisfaction of certain claims. **See Mimincoco LLC v. Dem. Rep. Congo**, ICSID Case No. ARB/03/14 (Nov. 19, 2007) (Ex. 1, ECF No. 1-1). In addition to the unpaid balance of the award, Petitioners seek post- and pre-judgment interest, attorneys' fees, and costs. **See** Pet. 9. After the Court ordered Petitioners to provide an update on their efforts to serve Respondent, Petitioners filed a Status Report contending that service was unnecessary. **See** Status Report, ECF No. 3. For the reasons that follow, the Court confirms the arbitral award and orders post-judgment interest to be paid at the statutory rate. The Court declines, however, to calculate the outstanding balance owed by Respondent or to award pre-judgment interest, attorneys' fees, or costs.

[13]

In 1965, the United States acceded to the ICSID Convention. **See generally** ICSID Convention, Mar. 18, 1965, 17 U.S.T. 1270, T.I.A.S. No. 6090. Article 54 of the ICSID Convention sets forth general procedures for recognizing and enforcing arbitral awards rendered under the Convention:

(1) Each Contracting State shall recognize an award rendered pursuant to this Convention as binding and enforce the pecuniary obligations imposed by that award within its territories as if it were a final judgment of a court in that State. A Contracting State with a federal constitution may enforce such an award in or through its federal courts and may provide that such courts shall treat the award as if it were a final judgment of the courts of a constituent state. (2) A party seeking recognition or enforcement in the territories of a Contracting State shall furnish to a competent court or other authority which such State shall have designated for this purpose a copy of the award certified by the Secretary-General. Each Contracting State shall notify the Secretary-General of the designation of the competent court or other authority for this purpose and of any subsequent change in such designation. (3) Execution of the award shall be governed by the laws concerning the execution of judgments in force in the State in whose territories such execution is sought.

ICSID Convention, ch. IV, § 6, art. 54. To implement these mandates of the ICSID Convention, Congress passed legislation providing that federal district courts "shall have exclusive jurisdiction over actions and proceedings" to enforce ICSID awards. 22 U.S.C. § 1650a(b); **see also** Convention on the Settlement of Investment Disputes Act of 1966, Pub. L. No. 89-532, § 3, 80 Stat. 344, 344 (1966). The statute also sets forth principles governing such enforcement actions:

An award of an arbitral tribunal rendered pursuant to chapter IV of the [ICSID] convention shall create a right arising under a treaty of the United States. The pecuniary obligations imposed by such an award shall be enforced and shall be given the same full faith and credit as if the award were a final judgment of a court of general jurisdiction of one of the several States. The Federal Arbitration Act (9 U.S.C. 1 et seq.) shall not apply to enforcement of awards rendered pursuant to the convention.

22 U.S.C. § 1650a(a).

[14]

This Court is satisfied that **ex parte** proceedings suffice for recognition of ICSID arbitral awards. Such a procedure is consistent with the statutory mandate that ICSID awards "shall be enforced and shall be given the same full faith and credit" as a state court judgment. **Id.** Moreover, by filing a certified copy of the award, Petitioners have complied with the requirements of Article 54(2) of the ICSID Convention.*fn1 Lastly, many courts have concluded that the ICSID Convention and 22 U.S.C. § 1650a authorize **ex parte** recognition of ICSID awards. **See, e.g., Mobil Cerro Negro, Ltd. v. Bolivarian Republic of Venezuela**, No. 14-CV-8163, Order and Judgment (S.D.N.Y. Oct. 10, 2014) (recognizing ICSID award "as if [it] were a final judgment of this Court" upon **ex parte** petition); **Grenada v. Grynberg**, No. 11-mc-00045, Order and Judgment (S.D.N.Y. Apr. 29, 2011) (same); **Sempra Energy Int'l v. Argentine Republic**, No. M-82, Order and Judgment (S.D.N.Y. Nov. 15, 2007) (same).*fn2 Accordingly, on this **ex parte** petition, the Court recognizes the ICSID award as though it were its own judgment.*fn3

[15]

The Court, however, declines to calculate the precise balance of the award owed by Respondent. Petitioners allege that the unpaid balance of the award amounts to \$11,585,468.25. **See** Pet. ¶ 28. But the amounts that Respondent has already paid in furtherance of its obligations might be disputed as a factual matter, and in any event, Petitioners seek only **recognition** of the award. **See** Pet. 1 ("Petition to Confirm ICSID Arbitration Award . . . and Enter Judgment"); Status Report 2 ("[S]ervice of process is not required for **the mere recognition** of an ICSID award." (emphasis added)). Accordingly, the Court defers the calculation of the actual outstanding balance to a future enforcement proceeding. **See** Status Report 2 ("Once the Consent Award is recognized, and Petitioners begin collection efforts in whatever state or states Respondent's assets are located, Petitioners will be required to serve notice on the DRC.").

[16]

Although this Court will not determine the balance of the award still due to Petitioners, because the Court recognizes the award as if it were its own judgment, the Court must order that post-judgment interest be paid on the full award amount. By statute, post-judgment interest must be imposed on "any money judgment in a civil case recovered in a district court." 28 U.S.C. § 1961(a). "A money judgment consists of two elements: '(1) an identification of the parties for and against whom judgment is being entered, and (2) a **definite and certain** designation of the amount which plaintiff is owed by defendant.'" **Ministry of Def. & Support for the Armed Forces of the Islamic Republic of Iran v. Cubic Def. Sys., Inc.**, 665 F.3d 1091, 1101 (9th Cir. 2011) (citation omitted) (holding that district court's confirmation of monetary arbitral award "without modification" was a "money judgment" subject to mandatory post-judgment interest). For purposes of the present action, the parties are clearly identified, and the amount owed to Petitioners is "definite and certain"-the \$13 million specified on the face of the arbitral award confirmed by this Court. **Id.** Accordingly, post-judgment interest shall accrue on this sum.*fn4

[17]

The Court, however, denies Petitioners' request for pre-judgment interest. In contrast to mandatory post-judgment interest, whether to award pre-judgment interest is generally a matter of discretion. **See Cont'l Transfert Technique Ltd. v. Fed. Gov't of Nigeria**, 932 F. Supp. 2d 153, 163 (D.D.C. 2013). But this Court's discretion to grant pre-judgment interest "must be exercised in a manner consistent with the underlying arbitration award." **Id.** at 164 (quoting **Cubic Def. Sys.**, 665 F.3d at 1103). "A court may not award pre-judgment interest when the arbitration tribunal has determined that such interest is not available." **Cubic Def. Sys.**, 665 F.3d at 1103. By contrast, where an award is "silent" as to pre-judgment interest, the district court retains discretion to consider the availability of such interest "under the circumstances of [the particular] case." **Id.**

[18]

Here, as Petitioners concede, the Award "does not expressly mention interest." Pet. ¶ 23; **see also Miminco LLC**, ICSID Case No. ARB/03/14, at 8-9. This Court declines to graft new requirements onto the award's plain terms given that a court's confirmation of an ICSID award should entail nothing more than ministerial verification that the award is genuine. **See** ICSID Convention, ch. IV, § 6, art. 54(2). Moreover, courts awarding post-award, pre-judgment interest on ICSID awards have done so when the award itself provided for such interest, unlike the award at issue here. **See, e.g., Duke Energy Int'l Peru Invs. No. 1 Ltd. v. Republic of Peru**, 904 F. Supp. 2d 131, 133 (D.D.C. 2012) (awarding judgment for interest, where "plain language" of award provided for interest); **Mobil Cerro Negro**, No. 14-CV-8163, Order and Judgment (awarding interest "provided in the Final Award"); **Grynberg**, No. 11-mc-00045, Order and Judgment (same); **Sempre Energy Int'l**, No. M-82, Order and Judgment (same).^{fn5} Although Petitioners assert that "the parties had an expectation that interest would accrue," Pet. ¶ 23, they cite no cases in which a court recognizing an ICSID award has relied on "expectations" not memorialized in the award. Lastly, the **ex parte** nature of these proceedings makes the Court especially reluctant to exercise its discretion and award pre-judgment interest not included in the arbitral award.^{fn6}

[19]

Nor does the Court award attorneys' fees or costs. Petitioners rely on a case in which this Court, after confirming an arbitral award, awarded attorneys' fees and costs as an inherent power sanction upon finding that the respondent state's "inaction is inherently unjustified and in bad faith." **Concesionaria Dominicana de Autopistas y Carreteras, S.A. v. Dominican State**, 926 F. Supp. 2d 1, 3 (D.D.C. 2013). In that case, the Court explained that the respondent state "obstinately refused to participate" in the litigation, even after the petitioner went "above and beyond its obligations by serving the [respondent] with almost all of the relevant filings in this case." **Id.**

[20]

Here, Petitioners have alleged only that, after seven years, Respondent has yet to pay a substantial portion of the \$13 million award. **See** Mem. Supp. Pet. 9. But there is no basis-let alone the requisite "clear and convincing evidence"-for concluding that Respondent has acted in bad faith **in this litigation**; Respondent is not even a party to these proceedings. **See Chambers v. NASCO, Inc.**, 501 U.S. 32, 46 (1991) (explaining that court may draw on "inherent power to police itself" and award attorneys' fees sanction if "fraud has been practiced upon it" or a party "shows bad faith by delaying or disrupting the litigation" (emphasis added)); **Shepherd v. Am. Broad. Cos., Inc.**, 62 F.3d 1469, 1477 (D.C. Cir. 1995) (explaining that proof by "clear and convincing evidence" of misconduct in litigation is prerequisite for imposing punitive inherent power sanctions such as fee awards). Accordingly, this Court declines to award fees and costs as an inherent power sanction.^{fn7}

[21]

For the foregoing reasons, the petition to confirm the ICSID arbitration award (ECF No. 1) is **GRANTED IN PART** and **DENIED IN PART**. It is hereby:

[22]

ORDERED that the pecuniary obligations in the award in favor of Petitioners and against Respondent, **Miminco LLC v. Dem. Rep. Congo**, ICSID Case No. ARB/03/14 (Nov. 19, 2007) (Ex. 1, ECF No. 1-1), be recognized and entered as a judgment by the Clerk of this Court in the same manner and with the same force and effect as if the award were a final judgment of this Court as authorized by 22 U.S.C. § 1650a and Article 54 of the ICSID Convention; and it is

[23]

FURTHER ORDERED that Respondent shall pay to Petitioners the sum of THIRTEEN MILLION DOLLARS (\$13,000,000), together with post-judgment interest at the statutory rate until payment in full, 28 U.S.C. § 1961(a).

[24]

SO ORDERED.

[25]

Dated: February 9, 2015

[26]

/s/ RUDOLPH CONTRERAS

[27]

United States District Judge

Buy This Entire Record For \$7.95 

Official citation and/or docket number and footnotes (if any) for this case available with purchase.
Learn more about what you receive with purchase of this case.

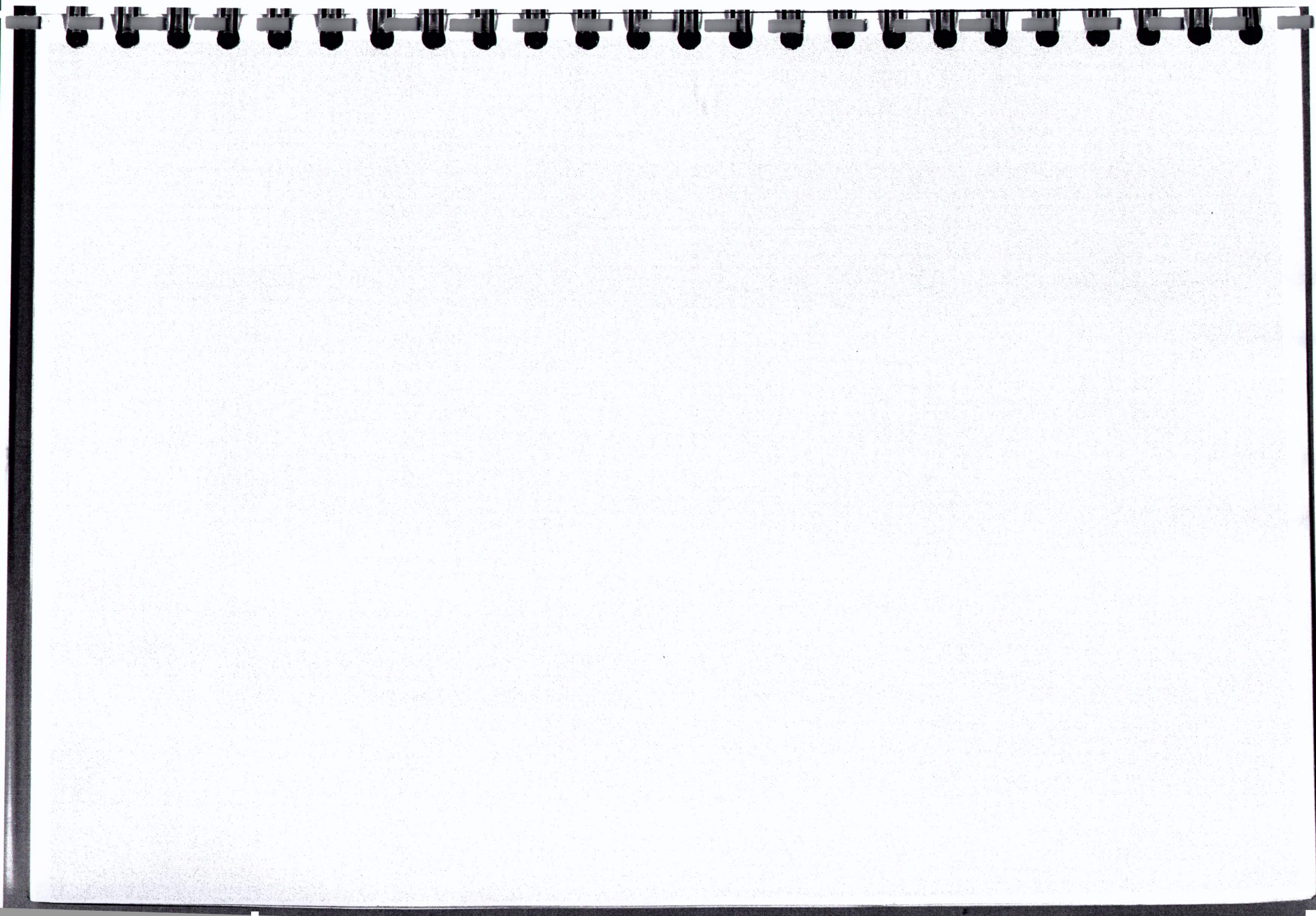
[Buy Now](#) [Add To Cart](#)

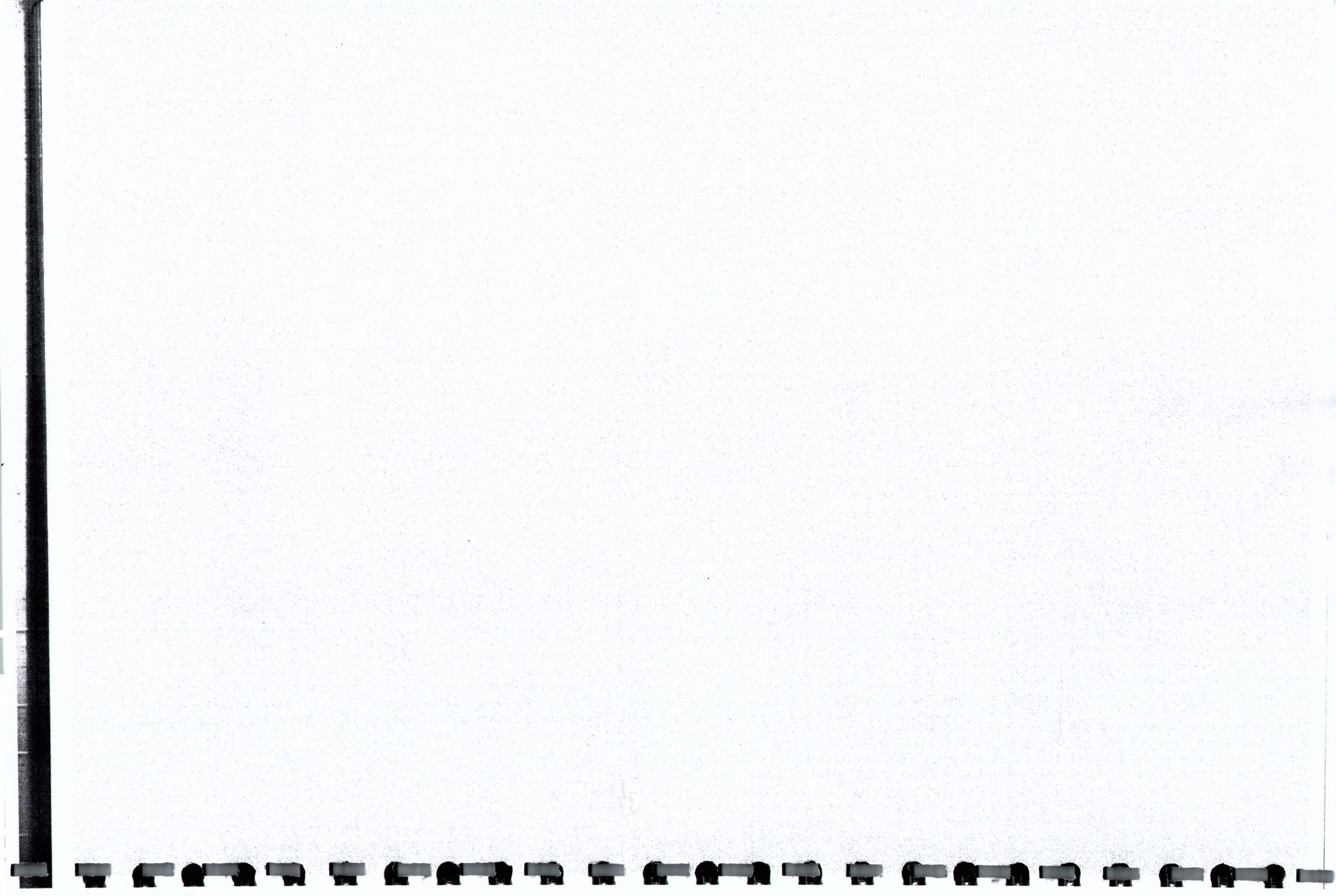
[Home](#) / [Our Sources](#) / [About Us](#) / [FAQs](#) / [Advanced Search](#)

copyright 2015 LRC, Inc. [About Us](#)

[PRIVACY POLICY](#)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100





A. A.S. v. Etat du Kirghizistan, Office des poursuites de Genève, Federal Supreme Court of Switzerland, 2nd Civil Law Chamber, 5A_681/2011, 23 November 2011

Faits

A.

Le 8 septembre 2010, A. A.S. (ci-après: la poursuivante) a requis et obtenu, sur la base de l'art. 271 al. 1 ch. 4 LP, une ordonnance de séquestre visant, à concurrence de 11'201'792 fr. 17, tous les avoirs et biens en compte courant, dépôt, coffre-fort, dossiers ou autres, sous nom propre ou pseudonyme, désignation conventionnelle ou numérique, au nom de « Kyrgyzaeronavigatsia », appartenant en réalité à l'Etat du Kirghizistan, en mains d'International Air Transport Association, à Genève (ci-après: IATA). La cause de l'obligation invoquée était une sentence arbitrale rendue le 9 septembre 2009 par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats (CIRDI).

Ce séquestre, enregistré sous n° xxxx, a été exécuté le même jour par l'Office des poursuites de Genève, mais par décision du 29 septembre 2010, celui-ci a constaté sa nullité en tant qu'il visait les redevances de la République du Kirghizistan en mains d'IATA, et a révoqué son exécution. L'office se fondait sur l'art. 92 al. 1 ch. 11 LP, qui prévoit l'insaisissabilité des biens d'un Etat étranger ou d'une banque centrale étrangère affectés à des tâches leur incombant comme détenteurs de la puissance publique. Or, selon une « note verbale » du Ministère des Transports et de la Communication de la République du Kirghizistan du 17 septembre 2010 adressée à la Mission Permanente de la Suisse auprès des Nations Unies, les redevances perçues par IATA étaient exclusivement affectées à la surveillance de l'espace aérien, c'est-à-dire à des tâches relevant de l'exercice de la puissance publique.

B.

Le 11 octobre 2010, la poursuivante a porté plainte auprès de l'Autorité de surveillance des Offices des poursuites et faillites du canton de Genève contre la décision de l'office, concluant à son annulation et au maintien du séquestre. Elle se référait à une décision de l'autorité cantonale de surveillance du 30 novembre 2006 (DCSO/690/2006) et faisait valoir en substance que les tâches de la « Kyrgyzaeronavigatsia » se situaient clairement en dehors du cercle des activités relevant de la puissance publique (« jure imperii ») et que l'art. 92 al. 1 ch. 11 LP était inapplicable en l'occurrence. Elle estimait par ailleurs que la « note verbale » ne constituait pas une preuve de l'affectation des actifs à séquestrer et qu'elle devait être traitée avec la plus grande circonspection.

L'office a conclu au rejet de la plainte, en produisant notamment les pièces suivantes:

- la copie d'une note diplomatique du 17 septembre 2010, aux termes de laquelle le Ministère des Transports et de la Communication de la République du Kirghizistan déclarait que Kyrgyzaeronavigatsia était responsable de l'activité de contrôle de l'espace aérien du pays et confirmait que les montants collectés par IATA étaient pleinement et exclusivement alloués à cette activité;
- une télécopie de l'Ambassade de la République du Kirghizistan en Suisse du 1er octobre 2010, qui exposait qu'IATA était autorisée par l'entreprise d'Etat Kyrgyzaeronavigatsia à collecter les charges dues pour l'utilisation de l'espace aérien de la République du Kirghizistan;

Jurisdiction

› Switzerland

Court

› Federal Supreme Court of Switzerland, 2nd Civil Law Chamber

Arbitrators/Judges

› Hohl, President
› Marazzi, Judge
› Herrmann, Judge

Case date

› 23 November 2011

Case number

› 5A_681/2011

Parties

› Claimant, A.A.S.
› Defendant, Etat du Kirghizistan/Office des poursuites de Genève

Key words

› *Exécution d'une sentence CIRDI – Immunité des biens appartenant à un Etat étranger affectés à des tâches leur incombant comme détenteurs de la puissance publique*
› *Keine Vollstreckung eines ICSID Schiedsspruchs gegen Guthaben, die als Gegenwert für die Ausübung einer hoheitlichen Funktion des Staates Immunität geniessen*
› *Execution of an ICSID award – Immunity of assets belonging to a foreign State assigned to tasks which are part of their duty as public authorities*

Applicable legislation

Authoritative Publication Source

Source

› A.A.S. v. Etat du Kirghizistan, Office des poursuites de Genève, Federal Supreme Court

– un courrier du représentant mandataire officiel du Gouvernement de la République du Kirghizistan du 22 octobre 2010, qui exposait que: « l'entreprise d'Etat « Kyrgyzaeronavigatsia » est une subdivision structurelle du Ministère des transports et de communication de la République Kirghize et est fondée sur le principe des biens affectés. Autrement dit, son activité comprend des fonctions de représentation de l'Etat conformément à son Statut, l'Ordonnance du Président de la République Kirghize du 28.12.1996 et l'arrêté du Gouvernement de la République Kirghize N° 610 du 18.10.1997. Donc tout patrimoine mobilier ou ¹³ page "820" immobilier de l'entreprise, y compris les comptes courants en devise nationale ou étrangère ouverts à l'étranger ne sont pas passibles d'arrestation, et les moyens financiers ne sont pas exigibles. Les faits précités font l'objet des dispositions des articles 1.2, 1.3 et 3.7 du Statut de l'Entreprise d'Etat. Comme il le suit des dispositions de l'art. 3.7 du Statut, l'Entreprise d'Etat « Kyrgyzaeronavigatsia » ne s'engage pas aux obligations de l'Etat Kirghize ». Etaient notamment jointes les pages 2 et 6 (art. 1.1 à 1.5 et 3.2 à 3.7) dudit Statut, intitulé « Charter of State Enterprise on air traffic services and control over usage of airspace of the Kyrgyz Republic (« Kyrgyzaeronavigatsia » SE) », agréé par le « State Committee on State Property Management » le 6 avril 2006 et approuvé par ordre du Ministère des Transports et de la Communication de la République du Kirghizistan du 9 mars 2006.

of Switzerland, 2nd Civil
Law Chamber,
5A_681/2011, 23
November 2011, ASA
Bulletin, (© Association
Suisse de l'Arbitrage;
Kluwer Law International
2012, Volume 30 Issue
4) pp. 819 - 824

Par décision du 15 septembre 2011, notifiée le 19 du même mois à la poursuivante, l'autorité cantonale de surveillance a rejeté la plainte pour le motif que les actifs séquestrés en mains d'IATA étaient, au vu des pièces produites, exclusivement affectés à des tâches relevant de la puissance publique au sens de l'art. 92 al. 1 ch. 11 LP et que c'était donc à bon droit que l'office avait constaté la nullité du séquestre litigieux et avait révoqué son exécution.

C.

Par acte du 29 septembre 2011, la poursuivante a interjeté un recours en matière civile et un recours constitutionnel subsidiaire au Tribunal fédéral, assortis d'une demande d'effet suspensif. Invoquant l'arbitraire dans l'établissement des faits (art. 9 Cst.), elle conclut à l'annulation de la décision de l'autorité cantonale de surveillance et au maintien du séquestre.

Le dépôt de réponses n'a pas été requis.

La demande d'effet suspensif, respectivement de mesures provisionnelles, a été rejetée par ordonnance présidentielle du 4 octobre 2011.

Considérant en droit:

1.

La décision rendue par une autorité cantonale de surveillance dans le cadre de l'exécution du séquestre est une décision en matière de poursuite pour dettes et de faillite sujette au recours en matière civile (art. 72 al. 2 let. a LTF), indépendamment de la valeur litigieuse (art. 74 al. 2 let. c LTF). Elle est finale au sens de l'art. 90 LTF, car elle met fin à la procédure d'exécution du séquestre. La décision attaquée a été prise par une autorité cantonale de ¹³ page "821" dernière (unique) instance (art. 75 al. 1 LTF) et la recourante, qui a pris part à la procédure devant l'autorité précédente, a un intérêt digne de protection à son annulation ou à sa modification (art. 76 al. 1 LTF). Interjeté en temps utile (art. 100 al. 2 let. a LTF), le recours en matière civile est donc recevable en principe. Partant, le recours constitutionnel subsidiaire est irrecevable (art. 113 LTF).

2.

L'exécution du séquestre (art. 275 LP) n'étant pas considérée comme une mesure provisionnelle au sens de l'art. 98 LTF (arrêt 5A_360/2010 du 12 juillet 2010 consid. 1.2 non publié in ATF 136 III 379 et les références citées), la limitation à la seule invocation des droits constitutionnels prévue par cette disposition ne s'applique pas. Le recours peut donc être formé pour violation du droit suisse tel qu'il est délimité à l'art. 95 LTF, soit notamment pour violation du droit fédéral (let. a), lequel comprend les droits constitutionnels (ATF 133 III 446 consid. 3.1, 462 consid. 2.3).

3.

Le Tribunal fédéral applique le droit d'office (art. 106 al. 1 LTF), sans être lié ni par les motifs de l'autorité précédente, ni par les moyens des parties. Eu égard à l'exigence de motivation prévue à l'art. 42 al. 1 et 2 LTF, il n'examine cependant que les griefs invoqués, pour

autant que les vices ne soient pas évidents. Il n'est pas tenu de traiter toutes les questions juridiques qui se posent, comme le ferait une autorité de première instance, lorsque celles-ci ne sont pas ou plus abordées devant lui. S'agissant de la violation des droits fondamentaux, le recourant doit, dans son mémoire, exposer en quoi consiste la violation alléguée, c'est-à-dire discuter les motifs de la décision entreprise et indiquer en quoi il estime que l'autorité précédente a méconnu ses droits fondamentaux (« principe d'allégation »; art. 106 al. 2 LTF; ATF 134 I 83 consid. 3.2; 133 II 249 consid. 1.4.2; 133 IV 286 consid. 1.4).

Le Tribunal fédéral statue par ailleurs sur la base des faits établis par l'autorité précédente (art. 105 al. 1 LTF). Il ne peut s'en écarter que si ces faits ont été établis de façon manifestement inexacte ou en violation du droit au sens de l'art. 95 LTF (art. 105 al. 2 LTF), et si la correction du vice est susceptible d'influer sur le sort de la cause (art. 97 al. 1 LTF). Le recourant qui entend se plaindre d'un établissement manifestement inexact – c'est-à-dire arbitraire (art. 9 Cst.; ATF 133 II 249 consid. 1.2.2 p. 252) – des faits doit satisfaire au principe d'allégation susmentionné, étant rappelé que l'appréciation des preuves n'est arbitraire que si le juge n'a manifestement pas compris le sens et la portée d'un moyen de preuve, s'il a omis, sans raison sérieuse, de tenir compte d'un moyen important propre à modifier la page "822" décision attaquée ou encore si, sur la base des éléments recueillis, il a fait des déductions insoutenables (ATF 129 I 8 consid. 2.1).

4.

A l'appui de son grief d'arbitraire dans l'établissement des faits, la recourante se contente de citer un passage du Statut de la « Kyrgyzaeronavigatsia » (art. 3.1 tronqué, p. 6, d'où il ressortirait clairement que les tâches accomplies par cette entreprise, partant l'affectation des avoirs litigieux, procéderaient d'une logique commerciale pure), de reprocher à l'autorité cantonale de surveillance d'avoir tout simplement ignoré ces faits et de s'être ainsi arbitrairement limitée à ceux qui lui ont paru pertinents. Elle ne fait là toutefois qu'opposer son point de vue à celui de l'autorité cantonale, sans même discuter les arguments de celle-ci. Elle n'expose notamment pas en quoi il aurait été insoutenable de se fonder sur l'ensemble des documents produits, soit: tout d'abord la note diplomatique du 17 septembre 2010, qui confirmait que les montants collectés par IATA étaient pleinement et exclusivement alloués à l'activité de contrôle de l'espace aérien kirghize sous la responsabilité de la « Kyrgyzaeronavigatsia »; ensuite, la confirmation de l'Ambassade du Kirghizistan en Suisse du 1er octobre 2010 quant à la collecte des charges dues pour l'utilisation de l'espace aérien kirghize; enfin, les informations du représentant du gouvernement kirghize du 22 octobre 2010, tirées de dispositions du Statut de la « Kyrgyzaeronavigatsia » (art. 1.2, 1.3 et 3.7) concernant la situation d'entreprise d'Etat de celle-ci fondée sur le principe des biens affectés, l'insaisissabilité de ses biens et son « non-engagement aux obligations » de l'Etat kirghize. La recourante ne démontre donc pas que les constatations de l'autorité cantonale seraient arbitraires.

Au vu des documents précités, la décision attaquée n'apparaît d'ailleurs nullement arbitraire. En tant qu'ils sont constitués des redevances perçues pour la surveillance de l'espace aérien, tâche relevant de la puissance publique, les actifs séquestrés en mains d'IATA rentrent bien dans la catégorie des biens insaisissables visés à l'art. 92 al. 1 ch. 11 LP; partant, comme l'a retenu pertinemment l'autorité cantonale de surveillance, l'office a eu raison de constater la nullité du séquestre et de révoquer son exécution.

Dans la mesure où il est recevable, le grief d'arbitraire est donc mal fondé.

5.

Comme elle l'a fait en instance cantonale, la recourante se réfère à la décision DCSO/690/06 du 30 novembre 2006 pour soutenir que si la nature des avoirs à séquestrer découle d'une prérogative de l'Etat souverain, les tâches auxquelles ils sont affectés, en revanche, ne relèvent pas de la puissance publique, mais du secteur privé. Elle ne s'en prend toutefois pas au page "823" considérant de l'autorité précédente qui a jugé vaine la référence en question au motif que, dans le cas de 2006, l'entité visée n'était pas, comme ici, une entreprise d'Etat mais une organisation interétatique disposant d'un patrimoine déterminé en pleine et exclusive propriété, séparé de celui des Etats qui lui avaient délégué le pouvoir de prélever les taxes de survol de leurs espaces aériens et auxquels elle ne reversait aucune somme perçue.

En l'absence de grief dûment soulevé et motivé conformément aux


exigences légales (cf. consid. 3 ci-dessus), le recours est irrecevable sur ce point.

6.

Il résulte de ce qui précède que le recours constitutionnel doit être déclaré irrecevable et le recours en matière civile rejeté, dans la mesure de sa recevabilité, aux frais de leur auteur (art. 66 al. 1 LTF).

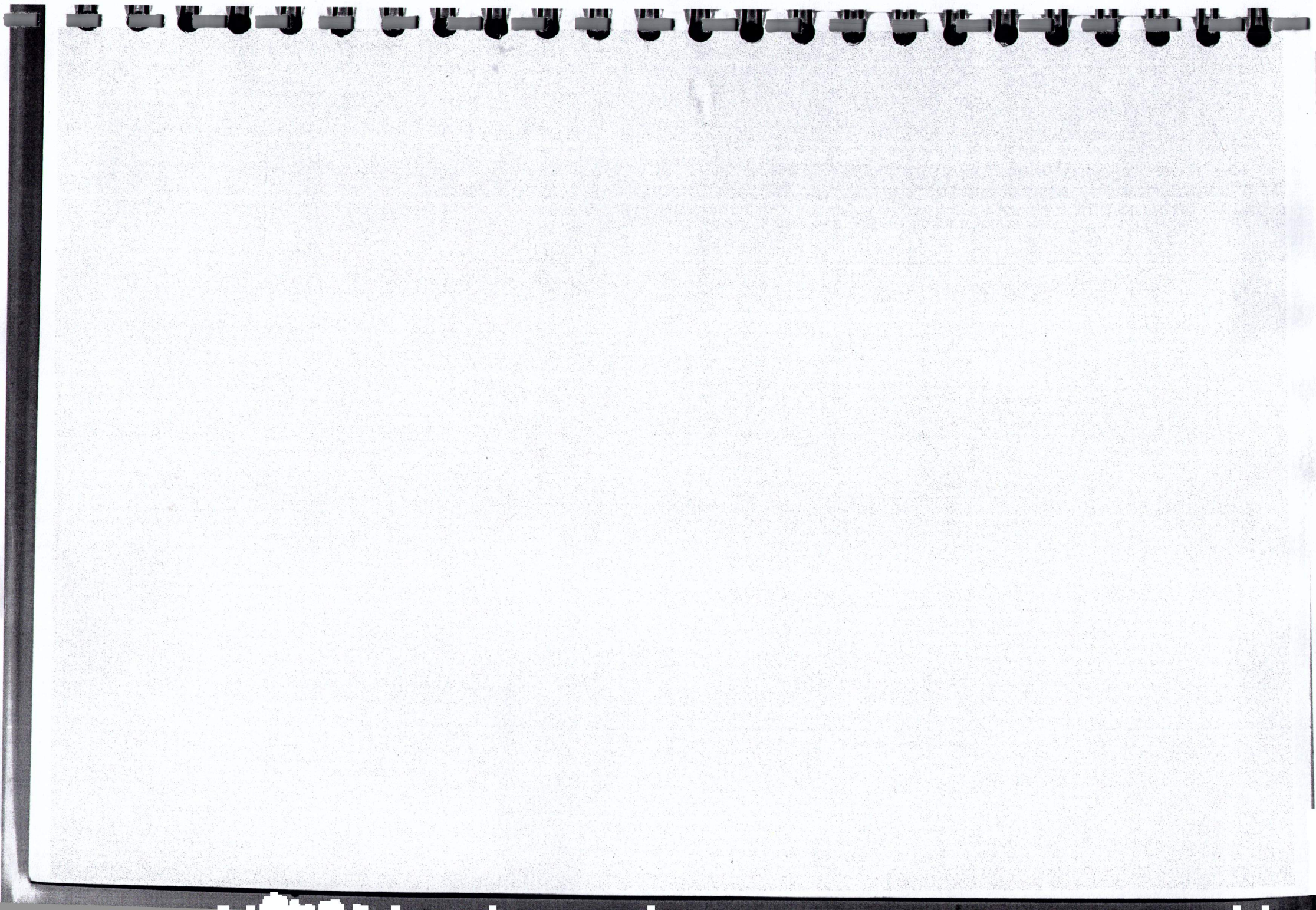
Il n'y a pas lieu d'allouer des dépens.

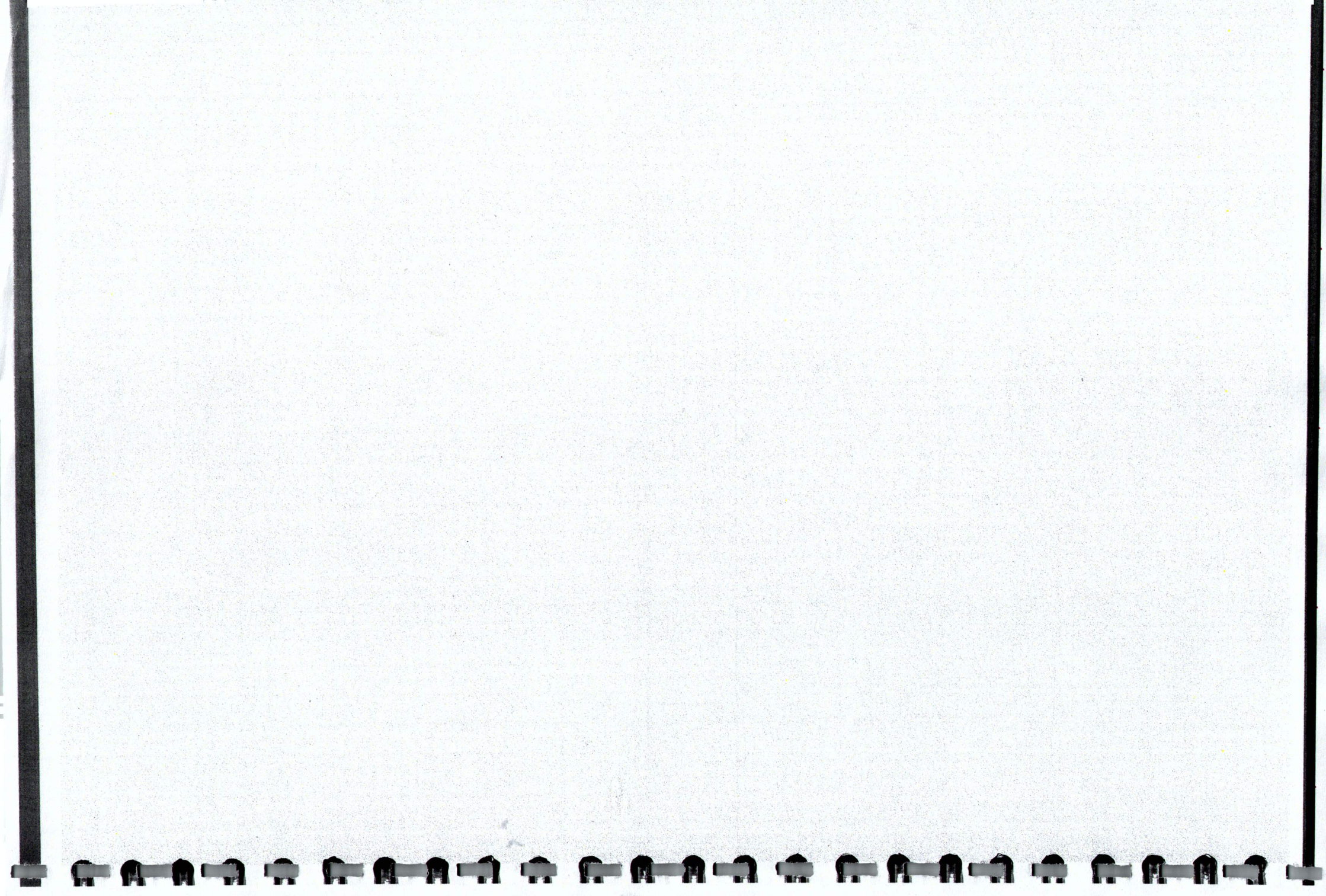
Par ces motifs, le Tribunal fédéral prononce:

- Le recours constitutionnel subsidiaire est irrecevable.
- Le recours en matière civile est rejeté dans la mesure où il est recevable.
- Les frais judiciaires, arrêtés à 10'000 fr., sont mis à la charge de la recourante.
- Le présent arrêt est communiqué aux participants à la procédure et à la Cour de justice, Autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites, du canton de Genève.  page "824"

¹ Voir aussi S. Giroud, *Enforcement against State Assets and Execution of ICSID Awards in Switzerland: How Swiss Courts Deal with Immunity Defences*, ASA Bull. 4/2012, p. 758.

© 2015 Kluwer Law International BV (All rights reserved).
Kluwer Arbitration is made available for personal use only. All content is protected by copyright and other intellectual property laws. No part of this service or the information contained herein may be reproduced or transmitted in any form or by any means, or used for advertising or promotional purposes, general distribution, creating new collective works, or for resale, without prior written permission of the publisher.
If you would like to know more about this service, visit www.kluwerarbitration.com or contact our Sales staff at sales@kluwerlaw.com or call +31 (0)172 64 1562.





Investment Disputes Convention Act

Commencement Date: 11/22/1966

An Act of Parliament to give legal sanction to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States

Arrangement of Sections

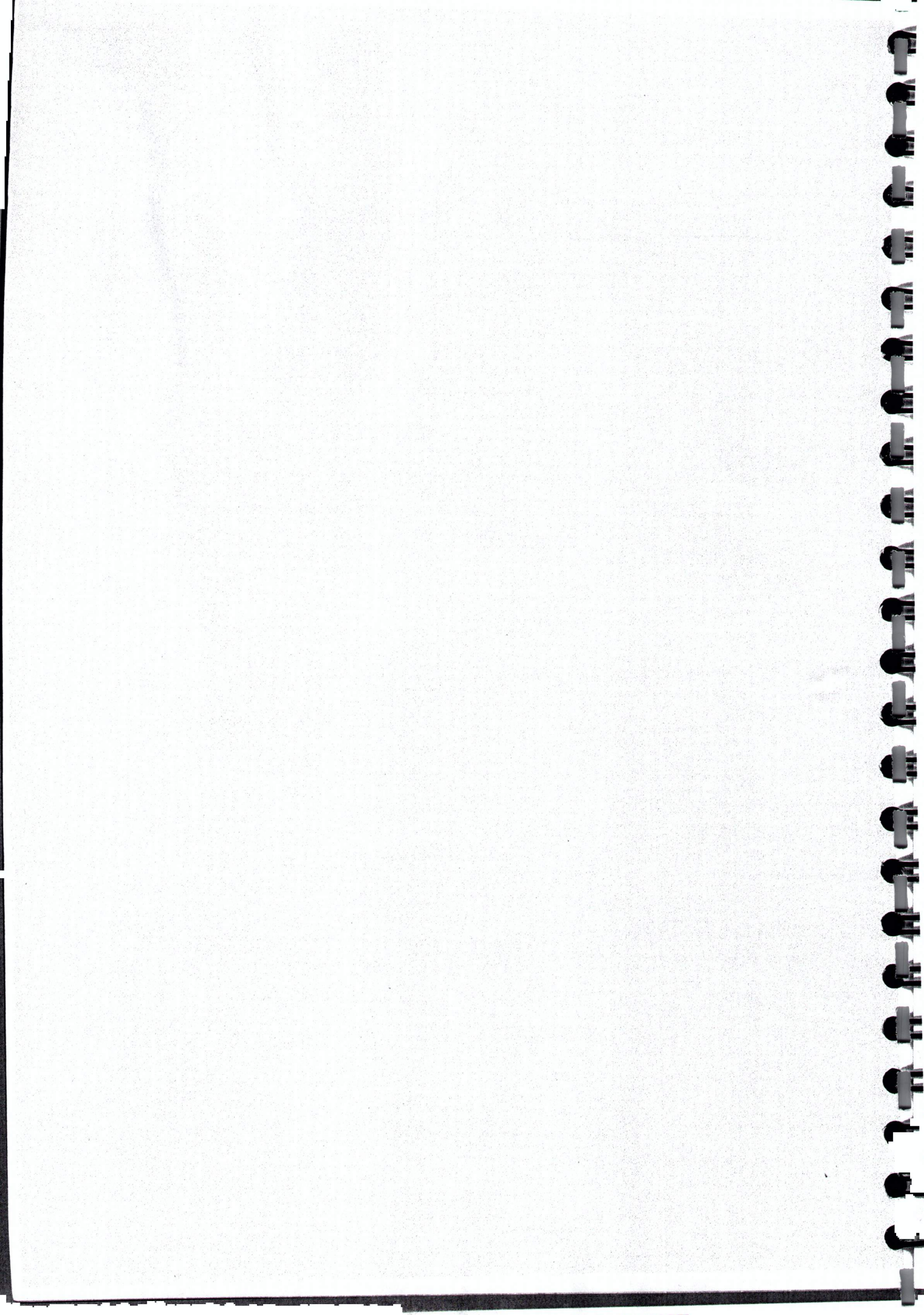
- 1 Short title.
- 2 Interpretation.
- 3 Confirmation of status, immunities and privileges of Centre.
- 4 Recognition and enforcement of awards

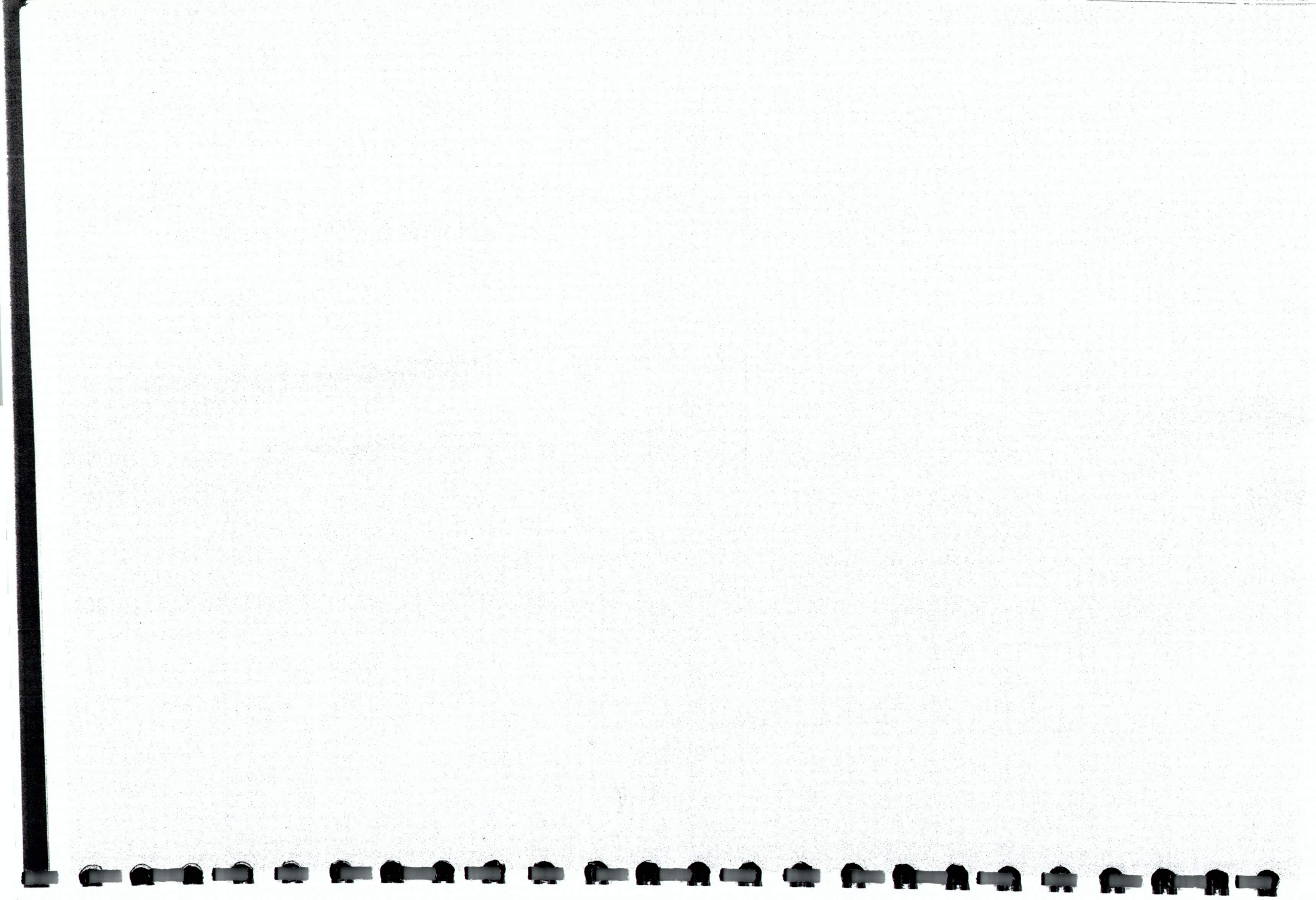
1. This Act may be cited as the Investment Disputes Convention Act

2. In this Act, "Convention" means the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, a copy whereof is contained in the Schedule to this Act

3. The provisions of Articles 18 to 24 (inclusive) of the Convention (which confer certain status, immunities and privileges on the International Centre for Settlement of Investment Disputes) shall take effect as part of the law of Kenya, so far as they affect Kenya.

4. An award rendered pursuant to the Convention, and not stayed pursuant to the relative provisions of the Convention, shall be binding in Kenya, and the pecuniary obligations imposed by the award may be enforced in Kenya as if it were a final decree of the High Court





Search ...

GO

Log in

HOME

ABOUT US

STATUTES

BLACKHALL PUBLISHING

SUBSCRIBE

CONTACT US

INTESTATE SUCCESSION ACT : CHAPTER 59

COMMENCEMENT DATE: 19 May 1989

CHAPTER 42 INVESTMENT DISPUTES CONVENTION ACT Arrangement of Sections

Section

1. Short title
2. Interpretation
3. Binding effect of award
4. Registration of awards
5. Effect of registration
6. Rules of court
7. Status, immunities and privileges
8. Act to bind Republic

SCHEDULE

AN ACT

to give effect to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States.
[17th April, 1970]

Act 18 of 1970.

1. Short title

This Act may be cited as the Investment Disputes Convention Act.

2. Interpretation

In this Act, unless the context otherwise requires—

“award” means an award rendered pursuant to the Convention and includes any decision interpreting, revising or annulling an award, being a decision pursuant to the Convention;

“Convention” means the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, the text of which is set out in the Schedule;

“prescribed” means prescribed by rules of court.

3. Binding effect of award

Every award shall be binding on the parties thereto.

4. Registration of awards

(1) Upon application being made in that behalf, a person seeking recognition or enforcement of an award shall be entitled to have the award registered in the High Court, subject to proof of the prescribed matters and to the other provisions of this Act.

(2) Upon application being made under sub-section (1), the applicant shall produce to the High Court—

(a) a copy of the award certified pursuant to the Convention;

(b) evidence that no application is pending under Article 52 of the Convention and that enforcement of the award has not been stayed, whether provisionally or otherwise, pursuant to the Convention.

(3) In addition to the pecuniary obligations imposed by the award, the award shall be registered for the reasonable costs of and incidental to registration.

(4) If at the date of the application for registration the pecuniary obligations imposed by the award have been partly satisfied, the award shall be registered only in respect of the balance, and accordingly if those obligations have then been wholly satisfied, the award shall not be registered.

(5) Where any document required to be produced to the High Court is in a foreign language, it shall be the duty of the applicant to furnish a translation certified as correct in such language and manner as may be prescribed.

5. Effect of registration

Subject to the provisions of this Act, an award registered under section 4 shall, as respects the pecuniary obligations which it imposes, have the same force and effect from its date of registration as if it had been a final judgment of the High Court entered on that date and may be enforced accordingly.

6. Rules of court

Rules of court may be made, by statutory instrument, to carry this Act into effect and such rules may in particular—

(a) prescribe the procedure for applying for registration of an award under this Act and require an applicant to give prior notice of his intention to other parties;

(b) prescribe the matters to be proved on the application and the manner of proof of those and any other matters;

(c) provide for the service of notice of registration of the award by the applicant on other parties;

(d) require the High Court on proof of prescribed matters to stay execution of any award registered under this Act in cases where the enforcement of the award has been stayed, whether provisionally or otherwise, pursuant to the Convention, and provide for the provisional stay of execution of the award where an application is made pursuant to the Convention which, if granted, might result in a stay of enforcement of the award.

7. Status, immunities and privileges

(1) Subject to sub-section (2), Articles 18 to 24 (both inclusive) of the Convention (which govern the status, immunities and privileges of the International Centre for Settlement of Investment Disputes, of members of its Council and Secretariat and of persons concerned with conciliation or arbitration under the Convention) shall have the force of law so far as they affect Zambia.

(2) Nothing in Article 24 (1) of the Convention shall be construed as—

(a) entitling the said Centre to import goods free of customs duty without any restriction on their subsequent sale in Zambia; or

(b) conferring on the said Centre any exemption from duties or taxes which form part of the price of the goods sold.

(3) For the purposes of Articles 20 and 21 of the Convention, a statement to the effect that the said Centre has waived an immunity in the circumstances specified in the statement, being a statement certified by the Secretary-General of the said Centre (or by the person acting as Secretary-General), shall be conclusive evidence.

8. Act to bind Republic

This Act shall bind the Republic (but not so as to make an award enforceable against the Republic in a manner in which a judgment would not be enforceable against the Republic).

SCHEDULE

[Section 2]

CONVENTION ON THE SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES BETWEEN STATES AND NATIONALS OF OTHER STATES

PREAMBLE

The Contracting States

Considering the need for international co-operation for economic development and the role of private international investment therein;

Bearing in mind the possibility that from time to time disputes may arise in connection with such investment between Contracting States and nationals of other Contracting States;

Recognizing that while such disputes would usually be subject to national legal processes, international methods of settlement may be appropriate in certain cases;

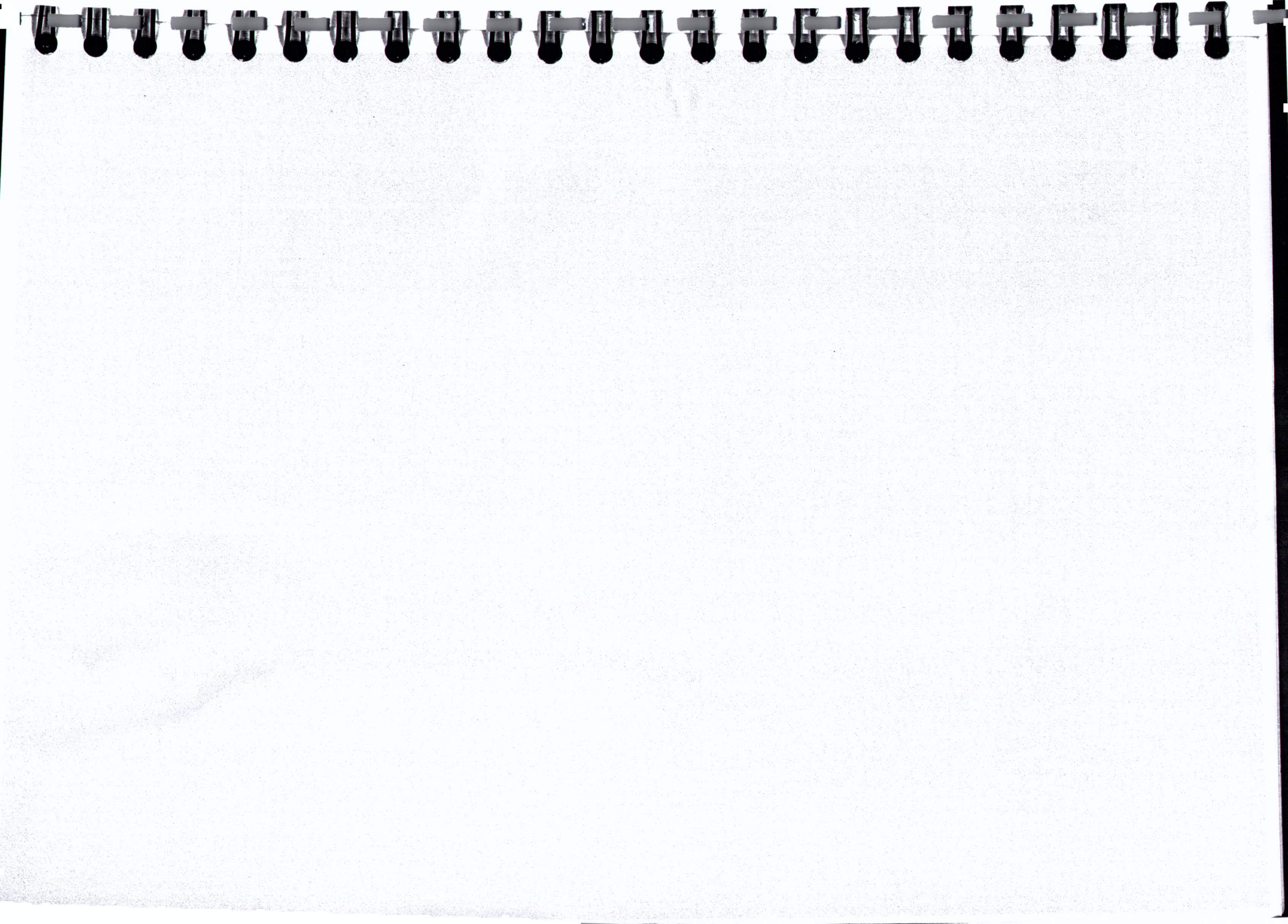
Attaching particular importance to the availability of facilities for international conciliation or arbitration to which Contracting States and nationals of other Contracting States may submit such disputes if they so desire;

Desiring to establish such facilities under the auspices of the International Bank for Reconstruction and Development;

Recognizing that mutual consent by the parties to submit such disputes to conciliation or to arbitration through such facilities constitutes a binding agreement which requires in particular that due consideration be given to any recommendation of conciliators, and that any arbitral award be complied with; and

Declaring that no Contracting State shall by the mere fact of its ratification, acceptance or approval of this Convention and without its consent be deemed to be under any obligation to submit any particular dispute to conciliation or arbitration,

HAVE AGREED as follows—





LawNigeria.Com

Independent Clearing House for Nigeria's Justice Sector

Home Rules of Court Treaties Law Firms Court Judgments About Us

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES (ENFORCEMENT OF AWARDS) ACT

SUPPORTED BY

OLUSOLAPE ADEFALA
AND CO.

CONNAISSANCE AND FRONTIER
AND CO.

ALABA ODUNLAMI AND
CO.

ADESOKAN AND ADESOKAN
LEGAL PRACTITIONERS

E. A. MOLAJO AND
CO.

BAMIDELE IBIRONKE
AND CO.

OLUMUYIWA ADUROJA AND
CO.

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Award of I.C.S.I. disputes to have effect as in final judgment of Supreme Court.
2. Short title.

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES (ENFORCEMENT OF AWARDS) ACT

An Act to provide for the enforcement in Nigeria of an award by the International Centre for Settlement of Investment Disputes.

[29th November, 1967] [Commencement.]

1. **Award of I.C.S.I. disputes to have effect as award in final judgment of Supreme Court**
 - (1) Where for any reason it is necessary or expedient to enforce in Nigeria an award made by the International Centre for Settlement of Investment Disputes, a copy of the award duly certified by the Secretary-General of the Centre aforesaid, if filed in the Supreme Court by the party seeking its recognition for enforcement in Nigeria, shall for all purposes have effect as if it were an award contained in a final judgment of the Supreme Court, and the award shall be enforceable accordingly.
 - (2) The Chief Justice of Nigeria may make rules of court or may adapt any rule of court necessary to give effect to this section.

2. Short title

This Act may be cited as the International Centre for Settlement of Investment Disputes (Enforcement of Awards) Act.

INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES (ENFORCEMENT OF AWARDS) ACT

SUBSIDIARY LEGISLATION

No Subsidiary Legislation

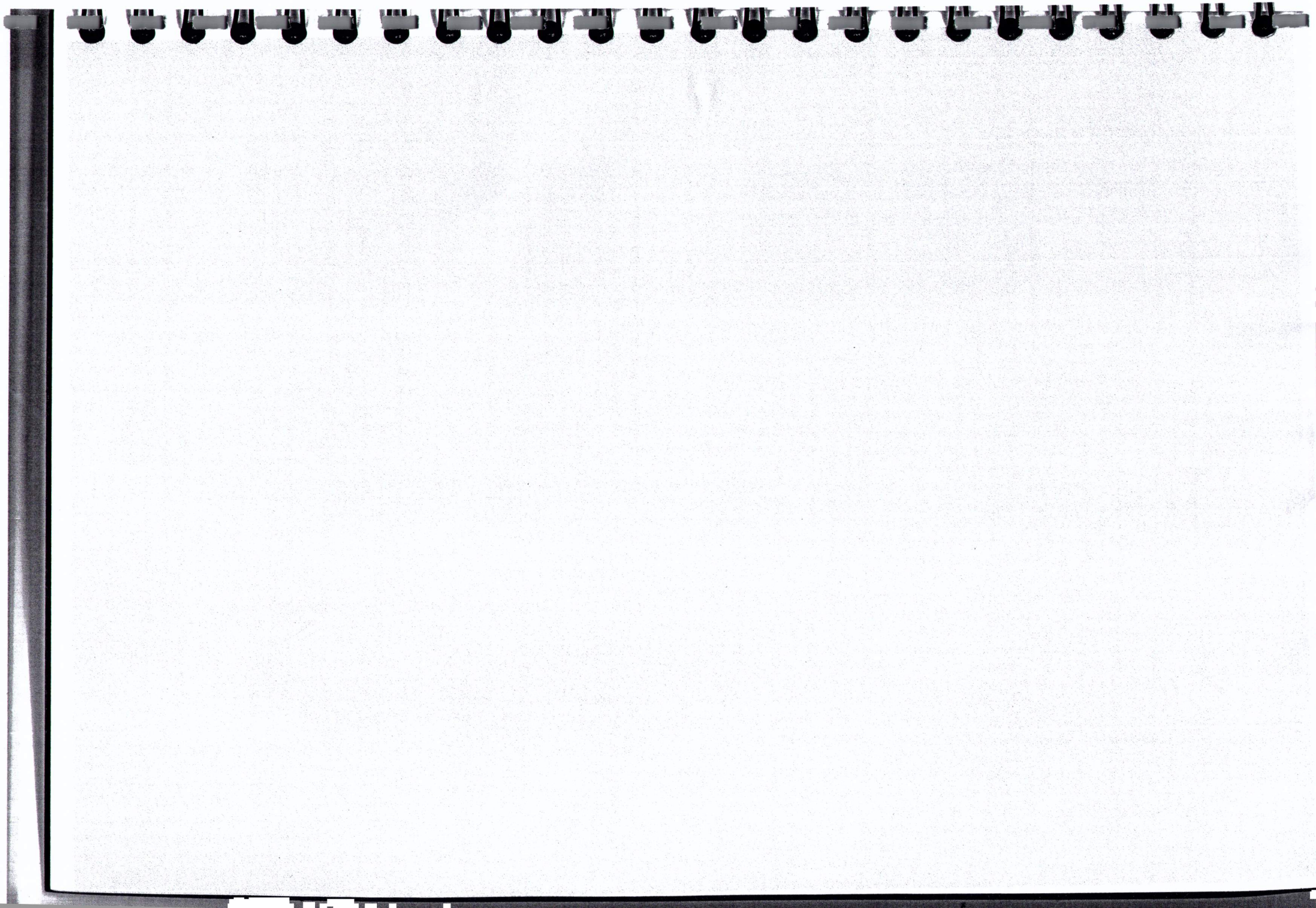
Served by TREE&Trees JusticeMedia (Nigeria's justice sector social enterprise)

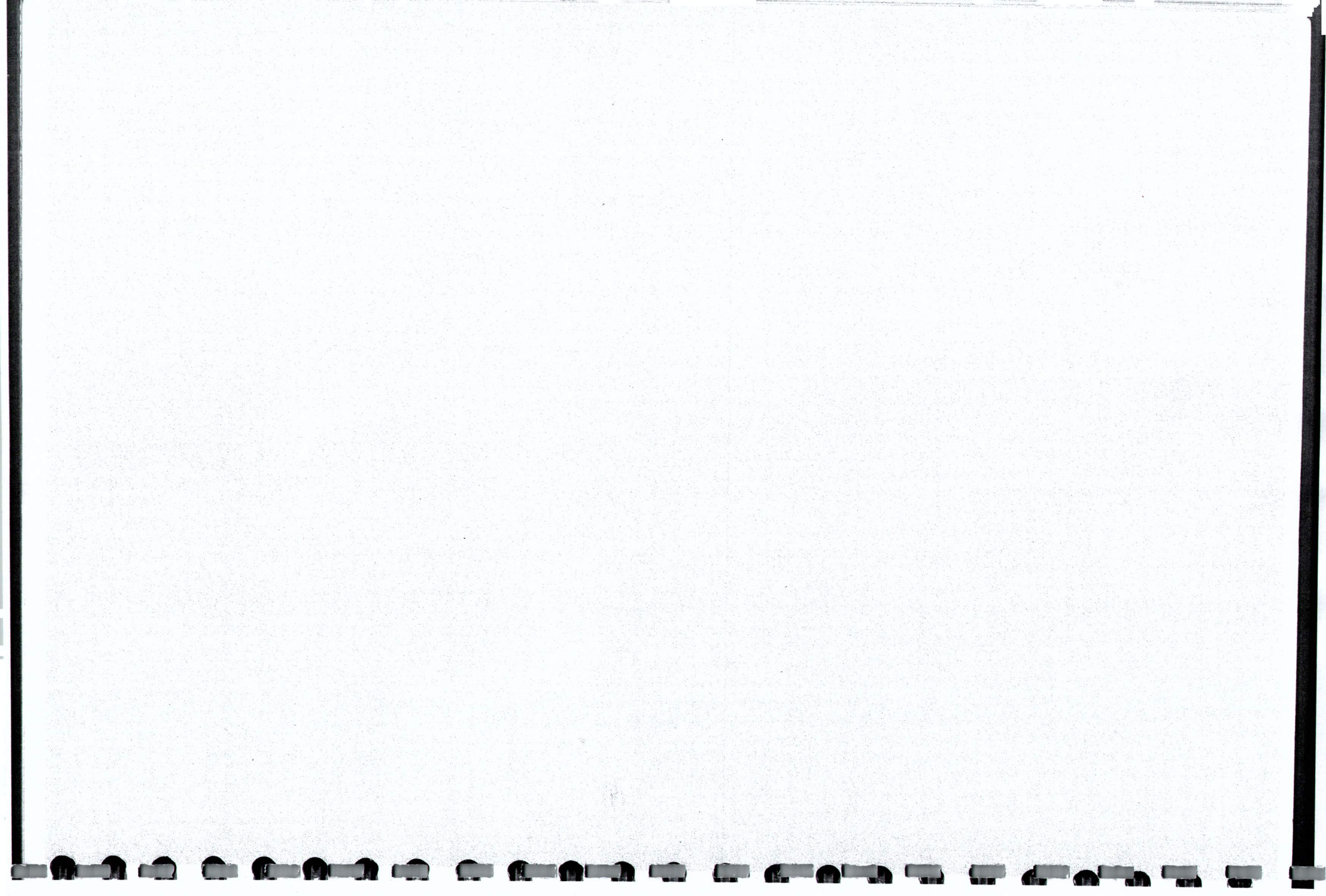
A

NOTES ON THE ACT

ARTICLES ON THE ACT

1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900





JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française... 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME. Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	La ligne 80 frs minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME
Ordinaire	1.300 frs 800 frs		
Avion	3.300 frs 1.700 frs		
Etranger			
1 an 6 mois			
Ordinaire	1.800 frs 900 frs		
Avion	3.750 frs 2.300 frs		
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ORDONNANCES

1967

- 24 juil. — Ordonnance n° 32 portant ratification par la République togolaise de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats 383

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1967

- 14 juil. — Décret n° 67-148 portant nomination d'un directeur de la société régionale d'aménagement et de développement 386
- 14 juil. — Décret n° 67-149 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono 383
- 24 juil. — Décret n° 67-150 autorisant la cession amiable d'une parcelle du domaine privé de l'Etat. 383
- 24 juil. — Décret n° 67-151 portant nomination d'un conseiller technique au ministère de l'économie rurale 384
- 24 juil. — Décret n° 67-152 portant nomination du directeur de l'école nationale d'agriculture de Tové. 384

- 24 juil. — Décret n° 67-153 autorisant l'apport en société du terrain dominal sis à Lomé, connu sous le nom de Place Van Vollenhoven, objet du titre foncier n° 6972/RT-DOM 385
- 24 juil. — Décret n° 67-154 portant modification du tarif des consultations externes et du taux de ristourne accordé aux médecins traitants du centre national hospitalier de Lomé 385
- 25 juil. — Décret n° 67-155 portant nomination d'un magistrat 385
- 27 juil. — Décret n° 67-156 portant création d'un secrétariat général au ministère des finances et de l'économie 385

1967

- 28 juil. — Arrêté n° 76/PR/MSP portant attribution de licence d'exploitation d'une officine de pharmacie 386
- 28 juil. — Arrêté n° 77/PR/MSP portant autorisation d'ouverture d'un dépôt de médicaments à Amédéohévé-Gbodjomé (circonscription administrative d'Anécho) 386
- Arrêtés portant nominations 386

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1967

- 13 juil. — Décision n° 384/D/MFE autorisant la construction sur un terrain domaniale sis Place de l'Indépendance dont l'apport en société a été autorisé par voie de décret 386
- 14 juil. — Décision n° 386-D/MF/MEN accordant une subvention à l'office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU) à Paris 387

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 32 du 24-7-67 portant ratification par la République togolaise de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'article 68 de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifiée par la République togolaise, la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, conformément à l'article 68 de ladite convention.

Art. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République.

Lomé, le 24 juillet 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 67-149 du 14-7-67 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

DECRETE :

Article premier — Le professeur Robert Carnain, Doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Dakar, est nommé à titre exceptionnel et étranger commandeur de l'Ordre du Mono.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 14 juillet 1967

Lt. Cl. E. Eyadéma

DECRET N° 67-150 du 24-7-67 autorisant la cession amiable d'une parcelle du domaine privé de l'Etat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret du 13 mars 1926 réorganisant le domaine et le régime des terres domaniales au Togo ;

Vu l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application du décret du 13 mars 1926 qui précède ;

Vu l'arrêté n° 101 du 16 février 1942 portant modifications de l'arrêté qui précède ;

Vu la lettre du 24 janvier 1967 de l'intéressé ;

Vu le rapport du receveur des domaines ;

Sur proposition du membre du comité de réconciliation nationale chargé des finances et des affaires économiques ;

Vu le contrat de vente intervenu entre le membre du comité de réconciliation nationale chargé des finances et des affaires économiques et M. Issa Samarou ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Est autorisée la cession amiable au sieur Issa Samarou, commerçant demeurant à Lomé, d'une parcelle de terrain nu de huit ares cinquante deux centiares (8a. 52cas) sise à Atakpamé quartier Lom-Nava, à distraire d'un terrain domaniale immatriculé sous le n° 3698-TT.

Art. 2. — Est approuvé en conséquence le contrat de vente ci-annexé, intervenu entre M. Bedou Benoît, membre du comité de réconciliation nationale chargé des finances et des affaires économiques es-qualités et l'intéressé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 24 juillet 1967.

Lt. Cl. E. Eyadéma

CONTRAT DE VENTE AMIABLE

Entre les soussignés :

M. Bedou Benoît, membre du comité de réconciliation nationale chargé des finances et des affaires économiques agissant au nom et pour le compte de la République togolaise,

d'une part

Et

M. Samarou Issa, commerçant demeurant à Lomé, rue Paul Malazoué, de nationalité togolaise, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils et politiques, agissant pour son compte,

d'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

M. Bedou Benoît es-qualités, cède sous toutes les garanties de droit et de fait au sieur Samarou Issa qui accepte :

Désignation de l'immeuble

La pleine propriété et jouissance d'un terrain urbain non bâti ayant une superficie de huit ares cinquante deux centiares (8a 52 cas) sis à Atakpamé (quartier Lom-Nava) que l'acquéreur déclare bien connaître.

Origine de propriété

La parcelle présentement vendue est à distraire d'un terrain plus vaste appartenant à la République togolaise pour avoir été immatriculé au nom du territoire du Togo sous le n° 3698 TT.